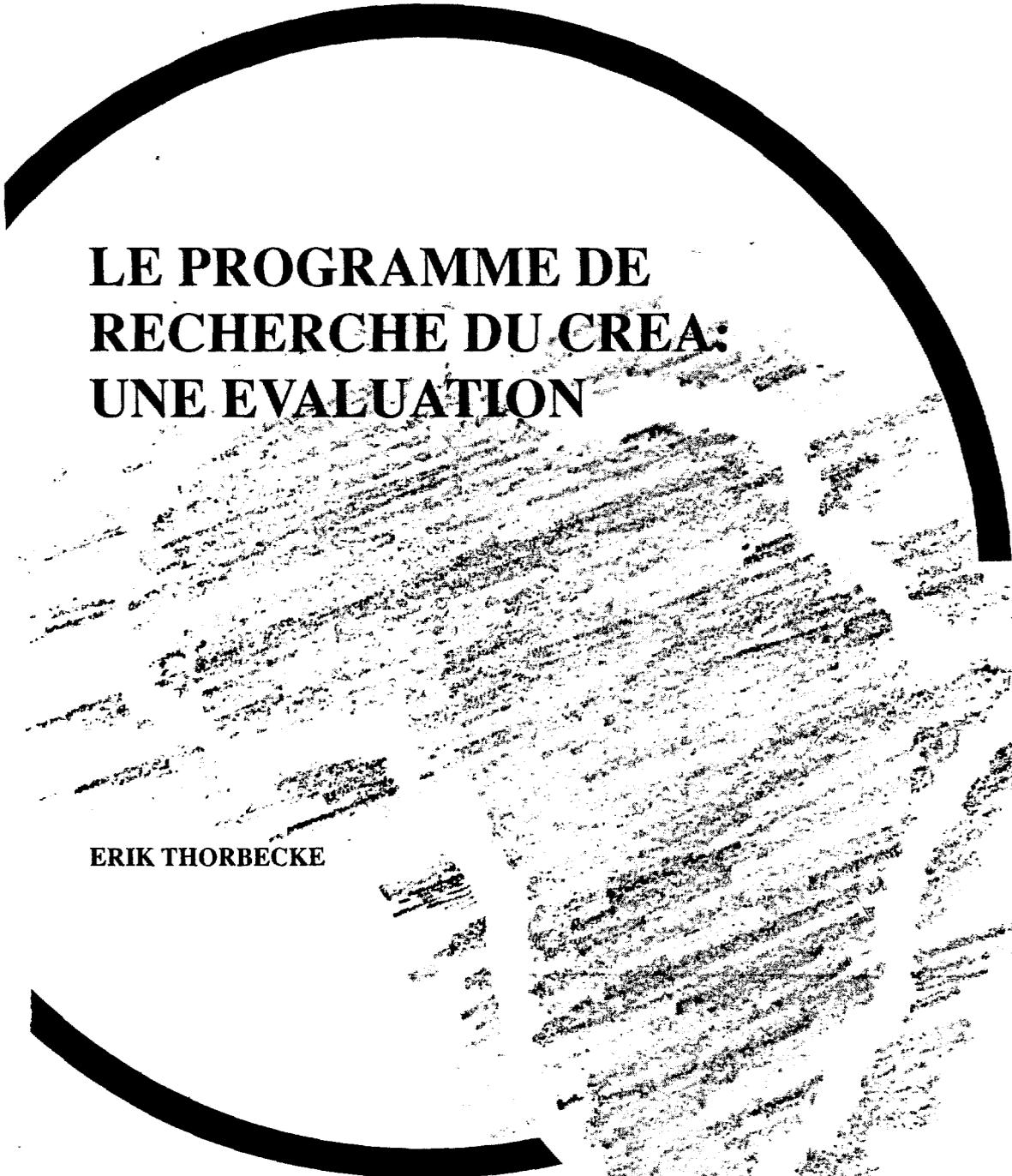


PN. ACB-357

95296

MARS 1997

DOCUMENT SPECIAL 21



**LE PROGRAMME DE  
RECHERCHE DU CREA:  
UNE EVALUATION**

**ERIK THORBECKE**

**AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM**

**CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ECONOMIQUE EN AFRIQUE**

# **Le Programme de Recherche du CREA: Une évaluation**

### **Other publications in the AERC Special Paper Series:**

- Supply response in the context of structural adjustment in sub-Saharan Africa* by T. Ademola Oyejide, Special Paper 1.
- Structure, development and adaptation* by Tony Killick, Special Paper 2.
- The African debt crisis* by Joshua E. Greene and Mohsin S. Khan, Special Paper 3.
- International debt management in Africa* by Alan R. Roe with Jonathan Griggs, Special Paper 4.
- Graduate training in economics for Africans: A joint report* by S. Ibi Ajayi, H. Jacques Pegatienan and Mohamed Mukras, Special Paper 5.
- Graduate training in economics in Nigeria and Ghana* by S. Ibi Ajayi, Special Paper 6.
- Graduate training in economics in francophone west and central Africa* by H. Jacques Pegatienan, Special Paper 7.
- The state of graduate training in economics in eastern and southern Africa* by Mohamed S. Mukras, Special Paper 8.
- A strategy for graduate training in economics for Africans* by Jeffrey C. Fine, Special Paper 9.
- Graduate training in economics with particular reference to anglophone Africa (except Nigeria)* by Mohamed S. Mukras, Special Paper 10.
- Nigeria's graduate training opportunities in economics* by S. Ibi Ajayi and Mike Kwanashie, Special Paper 11.
- Trade policy and promotion in Sub-Saharan Africa* by William M. Lyakurwa, Special Paper 12.
- Macroeconomic policies and long-term growth: a conceptual and empirical review* by Mohsin S. Khan and Delano Villanueva, Special Paper 13.
- Employment issues in Sub-Saharan Africa* by Jan Vandemoortele, Special Paper 14.
- Recent developments in econometric methods: An application to the demand for money in Kenya* by Christopher S. Adam, Special Paper 15.
- A review of recent developments in the second economy in Tanzania* by M.S.D. Bagachwa and A. Naho, Special Paper 16.
- Human capacity building of professionals in Sub-Saharan Africa: A case study of economists in Ethiopia* by Befekadu Degefe, Special Paper 17.
- Financial policies and economic growth: Theory, evidence, and country specific experience from sub-Saharan Africa* by Peter J. Montiel, Special Paper 18.
- Fiscal adjustment and growth: In and out of Africa* by Klaus Schmidt-Hebbel, Special Paper 19
- Linking economic research and policy-making: The role of AERC* by Joseph Hoffman, Special Paper 20.

# **Le Programme de Recherche du CREA: Une évaluation**

Erik Thorbecke  
*H.E. Babcock Professeur  
de Science Economique  
Université de Cornell  
Ithaca, New York, USA.*

Document Spécial 21  
Consortium pour la Recherche Economique en Afrique  
Mars 1997

C

© 1997, Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique

Edité par: Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique  
P.O. Box 62882  
Nairobi, Kenya

Imprimé par: The Regal Press Kenya Ltd.  
P.O. Box 46166  
Nairobi, Kenya

ISBN 9966-900-21-7



## Table des matières

---

Liste des tableaux	vii
Liste des figures	vii
Avant-propos	viii
Résumé analytique	ix
I. Introduction	1
Les objectifs et la mission du CREA	1
Les objectifs et la méthodologie de l'évaluation	2
II. Evaluation du processus, du cycle et de la coût-efficacité de la recherche	8
Analyse et évaluation du processus et du cycle de la recherche thématique, 1988-1995	8
Questions relatives au minutage du cycle de recherche	17
Les questions relatives à l'hétérogénéité des participants	18
la coût-efficacité et la composition changeante des modalités de recherche	19
Evaluation du processus de recherche par les participants du réseau	20
III. Evaluation de la méthodologie, du style et de la qualité de la recherche au cours du temps	25
Evaluation de la méthodologie et de la qualité de la recherche par les participants du réseau	25
Evaluation	29
IV. Evaluation de la pertinence à la politique et du choix des domaines thématiques	36
Evaluation de la pertinence à la politique et le choix des domaines thématiques par les participants du réseau	36
Evaluation	41
V. Résumé, conclusion et recommandations	50
Conclusions majeures	50
Recommandations	56
Remarques finales	59

Notes	61
Annexe A	
Tableau A1. Le CREA: Liste des individus avec qui des entrevues approfondies ont été menées	64
Tableau A2. Le CREA: Les domaines thématiques et les stades des projets de recherche présentés à l'atelier de recherche du 27 mai - 2 juin auquel l'évaluateur a assisté	66
Annexe B. Commentaires sur les projets de recherche mettant un accent particulier sur l'échéancier du processus des résultats de la recherche	67
Annexe C. Évaluation des documents de recherche du CREA publiés par des chercheurs qui ont entrepris plusieurs projets: Un échantillon de six séries	72
Annexe D. Les coûts du programme, les coûts unitaires de la recherche et la décomposition des coûts des subventions et des réunions pour les différentes modalités de recherche (1989 - 1994/95)	79
Tableau D1. Le CREA: Les coûts du programme avec les frais généraux redistribués	79
Tableau D2. CREA: Coûts unitaires - recherche	80
Tableau D3. CREA: Une décomposition des coûts des subventions et des subventions et des réunions pour les différentes modalités de recherche	81

F

## Liste des tableaux

---

1. Le CREA: Caractéristiques des individus avec qui des entrevues approfondies ont été menées 5
2. Le CREA: Disposition des projets de recherche soumis à et évalués par le Secrétariat du CREA (nombre et pourcentages par année, 1988 à 1994/1995) 12
3. Le CREA: Caractéristiques des projets de recherche financés par le CREA selon les thème, les zone géographiques linguistique et la taille de la subvention (le nombre et les pourcentages, 1988-1994/95) 13
4. Le CREA: Quelques caractéristiques des chercheurs selon l'année 1988-1994 (le nombre et les pourcentages effectifs par an 1988-1994) 14
5. Le CREA: Le nombre de chercheurs individuels recevant une ou plusieurs subventions (1988-mi 1995) 16
6. Le CREA: Distribution géographique des projets de recherche thématique (1988 à 1994/95) 16

## Liste des figures

---

1. CREA: Un organigramme du processus de recherche 9
2. CREA: Un organigramme du processus de recherche thématique 10

## **Avant-propos**

---

Une évaluation du Programme de Recherche du CREA depuis son établissement a été commandée par le Comité Consultatif du Consortium lors de sa réunion de juin 1993. L'objectif de cette évaluation était d'évaluer et de documenter l'efficacité du processus unique de recherche du CREA dans l'amélioration de la capacité pour la recherche de haute qualité et sa pertinence aux soucis de la politique économique de la région. Une attention toute particulière a été prêtée au processus de critique par les pairs nécessitant une main-d'oeuvre importante dans l'amélioration de la qualité de la recherche et la facilitation de l'apprentissage en faisant la recherche; la bonne réaction de la recherche soutenue aux besoins de politique et professionnels; et la coût-efficacité globale du programme dans la réalisation de ses objectifs.

Ce rapport a été préparé suite à une revue approfondie du processus de recherche, une évaluation de la qualité des résultats de la recherche et des entrevues prolongées avec un grand éventail de participants au sein du réseau du CREA et d'autres professionnels à son extérieur. Le rapport est la seule documentation approfondie du Programme de Recherche du Consortium jusqu'ici et sert d'une référence importante à tous les autres réseaux utilisant une approche semblable au développement des capacités pour la recherche pertinente à la politique. Evidemment, les expériences d'un réseau de recherche couronné de succès ne peuvent pas être adoptées comme un ensemble, mais les détails du processus de recherche que le Professeur Erik Thorbecke documente si bien peuvent fournir des aperçus utiles pour d'autres initiatives semblables.

Professeur Benno Ndulu  
Directeur Exécutif  
Consortium pour la Recherche Economique en Afrique

H

IX

## Résumé Analytique

---

A sa réunion de juin 1993, le Comité Consultatif du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique a recommandé qu'une évaluation indépendante soit commandée avec l'objectif spécifique d'évaluer l'impact et l'efficacité du processus de recherche dans l'amélioration de la qualité de la recherche, la compétence et la pertinence à la politique. Dans le mandat de la présente évaluation, "l'amélioration de la qualité et de la compétence" devait inclure la qualité académique, la pertinence à la politique ainsi que le développement et le renforcement du génie professionnel et l'esprit du corps parmi les économistes africains.

L'évaluation a été d'abord effectuée à Nairobi du 19 mai au 9 juin. La première et la dernière semaines ont été consacrées à la recherche sur documents au Secrétariat du CREA. Par la suite, j'ai continué à travailler sur la recherche à ma base de départ, l'Université Cornell.

Les principales activités consistaient en 1) la conduite des entrevues approfondies avec les cadres supérieurs clés et le Secrétariat du CREA, les conseillers techniques, les membres du Comité Consultatif, et les chercheurs participant à l'atelier; 2) la lecture et l'examen d'un échantillon de projets de recherche dans les quatre domaines thématiques; 3) la participation à la Séance Plénière de l'atelier du 27 mai au 2 juin et à un échantillon représentatif des séances des quatre groupes thématiques ou de nouveaux projets de recherche, des travaux en cours de réalisation et des rapports définitifs ont été présentés par des chercheurs et discutés par les spécialistes et les pairs; 4) la participation à la réunion du Comité Consultatif du CREA le 3 juin, 1995; 5) l'examen des rapports d'évaluation antérieurs et d'autres documents de base relatifs aux activités et aux performances du CREA; 6) le peaufinement de la base de données historiques contenant tous les projets de recherche financés par le CREA depuis son établissement; 7) l'examen des questions de l'implication dans la politique et des questionnaires des hauts fonctionnaires et l'analyse subséquente des réponses; 8) l'examen et l'évaluation de la qualité des rapports de recherche du CREA; et enfin, 9) l'examen d'une variété de fonctions de formation étant donné qu'elles touchaient plus directement à la synergie entre les fonctions de formation et de recherche du CREA.

Après avoir passé des mois à évaluer le programme de formation du CREA, j'ai l'impression que dans l'ensemble, il a été une opération extraordinairement réussie. Il combine, au sein d'une même institution et sous le même toit, quelques-unes des meilleures caractéristiques de telles agences de recherche éminentes que celles de la Division de Recherche Economique de la Fondation Nationale des Science et le Bureau

National de Recherche Economique. Dans un certain sens, il est un hybride entre les deux modèles ci-dessus. Le CREA finance la recherche et va au-delà en contribuant effectivement une valeur ajoutée sensible à la production de recherche grâce aux ateliers biennaux et la recherche effectuée au sein du Secrétariat.

Le CREA a atteint un esprit de corps surprenant parmi les chercheurs et les autres participants du réseau. On n'exagère pas si on dit que le Consortium fournit le ciment qui maintient ensemble les chercheurs économiques africains. Le CREA peut être fier de ses réalisations jusqu'ici mais il ne peut pas se permettre de se reposer sur ses lauriers. Il a besoin de devenir encore plus un leader et un innovateur de recherche et résister à la tentation d'être un partisan dépourvu d'esprit critique des tendances et paradigmes émanant d'autres régions du monde. Le CREA a une excellente occasion d'encourager la recherche contribuant, dans le contexte africain, à un corps de méthodologie amélioré se conformant à la réalité africaine sous-jacente et de ce fait à une pertinence à la politique plus importante. Le CREA peut et doit devenir un innovateur dans le contexte de l'Afrique.

## Les principales constatations

### *L'évaluation du processus, du cycle et de la coût-efficacité de la recherche thématique*

- Entre 1988 et le milieu de 1995, 367 projets de recherche ont été soumis au Secrétariat du CREA. Ces projets de recherche ont subi un certain nombre d'étapes d'évaluation séquentielle. Pendant la première phase, 207 projets ont été acceptés pour présentation à l'Atelier Thématique du CREA et un total de 164 ont finalement été financés. Enfin, 106 projets ont abouti à des rapports définitifs acceptés et le reste des projets sont en train d'être préparés comme rapports définitifs en cours de réalisation.

- Trente-quatre Documents de Recherche du CREA ont été publiés jusqu'ici et il est probable qu'un autre 14 de ceux qui sont actuellement en cours de réalisation soient imprimés. Si on ajoute les projets de recherche du CREA menant directement à des articles de revue ou à des livres au nombre de Rapports de Recherche publiés, le nombre total de publications se chiffre à 78, ce qui représente 20% du nombre soumis au départ.

- Deux mesures de réussite additionnelles peuvent être mise en lumière: 1) 97% des rapports définitifs qui ont été revus à l'extérieur, jusqu'ici, ont reçu des critiques positives; et 2) le ratio des publications totales dans les revues et les livres (78) au nombre total des rapports définitifs (106) s'élève à trois quarts. Ces chiffres reflètent des ratios de réussite très élevés.

- De l'évidence par présomption a été présentée que la qualité des résultats de la recherche s'est améliorée à mesure qu'elle subissait les différentes étapes et filtres du processus de recherche.

- La décomposition géographique et la distribution linguistique des projets de recherche semblent révéler un équilibre relativement sain entre les différentes régions. La représentation des femmes dans le pool des chercheurs du CREA est toujours très petite et ne s'accroît pas relativement. Le CREA n'a pas tellement réussi à attirer les dirigeants et à les impliquer dans les projets de recherche - si une tendance peut être perçue, c'est une tendance vers le bas avec moins de 10% du pool actuel des enquêteurs comprenant les dirigeants.

- L'intention du Secrétariat semble être de limiter le temps écoulé de la soumission initiale au rapport définitif (c.-à-d. la période de gestation du produit de la recherche thématique) à 15 mois ou moins de préférence. Une question qui a besoin d'être soulevée est si la longueur typique actuelle de la recherche est appropriée.

- En général, il paraît que le processus thématique du CREA et d'autres modalités de recherche pourvoient à l'hétérogénéité des participants.

- La composition des modalités de recherche du CREA est devenue beaucoup plus diversifiée pendant les deux dernières années.

- Les indicateurs disponibles suggèrent une efficacité-coût croissante des résultats de la recherche pendant toute la vie du CREA.

## *L'évaluation de la méthodologie et de la qualité de la recherche au cours du temps*

- Un examen de la liste des titres et des sujets spécifiques abordés par les subventions de recherche de 1988 jusqu'à présent suggère fortement que la portée de la recherche s'est élargie et est devenue plus diversifiée dans les quatre groupes thématiques.

- Un élargissement semblable de la portée de la recherche est observé lorsqu'on compare le domaine de la recherche et les résultats des projets achevés par les mêmes ensembles d'enquêteurs au cours du temps.

- Au niveau le plus général et subjectif, il y a un consensus fort parmi les participants du réseau que la qualité globale de la recherche s'est améliorée au cours du temps.

- Dans la série totale de 219 subventions thématiques du CREA octroyées depuis 1988, il n'y a qu'une poignée d'études méthodologiques en tant que tel, au sens d'être conçues pour pousser en avant la frontière méthodologique. La majorité écrasante des études appliquent des techniques et des modèles existants aux questions, soit directement ou indirectement, liées à la politique dans le contexte de l'Afrique. A cet égard, les projets de recherche typiques adoptent une approche essentiellement déductive.

- Par contraste, l'ensemble des projets sur les marchés financiers informels et formels et le lien entre eux fournit un excellent exemple de ce qu'on peut appeler la recherche du type déductif. Ces études ont été généralement consultées dans la littérature sur le développement traitant du crédit puisqu'elles représentent des contributions originales à une meilleure compréhension de l'opération des marchés financiers dans le contexte africain.

- Les documents de recherche du CREA semblent suivre un processus évolutionniste de la dépendance d'une approche largement déductive, au départ, à une approche plus inductive aujourd'hui.

- Il y a un consensus fort parmi les participants du réseau que la qualité des données n'inspire pas confiance (quelque peu moins pour les données monétaires) et qu'un effort majeur est essentiel pour les améliorer.

- Les projets séquentiels par le(s) même(s) auteur(s) tendent à dépendre de méthodologies quelque peu sophistiquées. Ceci et d'autre évidence tendraient à impliquer qu'un processus "d'apprendre en faisant" s'appliquent aux enquêteurs du réseau.

- Une autre tendance qui a été observée était la proportion quelque peu plus importante des projets pendant ces dernières années dépendant d'un équilibre général plutôt que d'un cadre d'équilibre partiel.

- Les résultats de la recherche du CREA paraissant dans les revues respectées pendant les deux dernières années témoignent d'une augmentation de la qualité de la recherche.

## *La pertinence à la politique et le choix des domaines thématiques*

- Bien que ce ne soit pas tous les participants du réseau qui considèrent que la pertinence à la politique doit forcément être un objectif majeur de la recherche, la majorité accepte qu'elle doit être un critère clé dans la sélection des sujets de recherche à cause du besoin crucial des conseils en matière de politique économique en Afrique aujourd'hui et l'avantage comparé des chercheurs africains locaux dans l'identification et la description exacte des faits stylisés et de la structure de leurs cadres économiques.

- Soutenir que la recherche du CREA doit d'être utile sur le plan opérationnel n'implique pas du tout qu'elle doit être moins rigoureuse au niveau technique et méthodologique.

- L'évaluation du degré de pertinence à la politique des projets thématiques est quelque peu incohérente. Un rapport commandé par le CREA sur la pertinence des projets présentés

à l'atelier du CREA de décembre 1994 à la politique a conclu que la majorité des projets de recherche ne tenaient pas suffisamment compte de la politique. D'autre part, une analyse des réponses au questionnaire sur l'implication dans la politique révèle que 70% des sondés étaient impliqués dans la recherche sur la politique.

- Les ateliers sur la politique nationale ont été très fortement sanctionnés par les participants du réseau qui étaient convaincus qu'ils constituaient un des meilleurs véhicules pour les résultats de la recherche du CREA. Le séminaire exécutif sur la politique a été très réussi.

- La conclusion inéluctable, sur la base de l'évidence écrasante, est que le CREA a fait un effort énorme, par le biais d'une variété de modalités, pour encourager la recherche pertinente à la politique. Cependant, la pertinence à la politique doit être liée aux thèmes et aux questions auxquelles on donne la priorité dans le portefeuille de recherche.

- Les titres des quatre thèmes de recherche (et les groupes correspondants) ne reflètent pas correctement les sujets dans leurs cadres respectifs.

- Il y a une perception généralement partagée par les participants du réseau que les cultures des groupes de recherche individuels l'emportent.

- Le choix des domaines thématiques qui a été en vigueur depuis l'établissement du CREA a évolué d'un besoin irrésistible en Afrique subsaharienne de mieux comprendre et de reconnaître la nécessité de la mise en oeuvre des politiques de stabilisation et d'ajustement structural pour restaurer un minimum d'équilibre macro-économique.

- Il paraît qu'il y a un consensus fort que, tandis que les quatre domaines thématiques étaient les meilleurs au départ, ils sont quelque peu contraignants et étroitement focalisés et qu'il faut donner la priorité à l'extension du domaine de la recherche en vue d'y inclure des questions liées à l'allègement de la pauvreté.

## Les recommandations

- L'évaluation globale du processus, du cycle et de la coût-efficacité de la recherche thématique est en faveur du maintien du système de critique par les pairs.

- Une recommandation majeure découlant de cette évaluation est d'ajouter un nouveau thème et un groupe correspondant dans le cadre d'un groupe de composants intimement liés comprenant "la pauvreté, l'emploi, les marchés du travail, le capital humain, et le rôle fiscal du gouvernement en ce qui concerne les ressources humaines". La raison d'être d'ajouter ce groupe au portefeuille des sujets de recherche du CREA est présentée en détail dans la section IV de l'évaluation.

- Il y a au moins deux approches à l'allègement de la pauvreté. La première est la reconnaissance que le moyen clé de réduire la pauvreté est la création de davantage de possibilités d'emplois productifs. L'autre approche à l'allègement de la pauvreté consiste à focaliser sur le rôle du gouvernement dans les domaines directement ou indirectement liés à l'allègement de la pauvreté tels que l'éducation, la santé, la nutrition, l'investissement public et l'infrastructure.

- Etudier groupe de sujets relativement objectivement et d'une manière capable de produire des recommandations robustes sur la politique. On soutient aussi que la base de l'information est suffisante pour entreprendre des études empiriques pertinentes à la politique sur et en Afrique subsaharienne. Il y a de nombreuses études actuellement disponibles qui sont facilement accessibles dans une forme facile à utiliser et qui méritent d'être analysées.

- L'adjonction de groupes des sujets de recherche ci-dessus irait de pair avec une autre recommandation majeure à laquelle on est arrivé dans la présente évaluation que les chercheurs du CREA attachent une plus grande importance aux études inductives. On soutient que les chercheurs africains peuvent apporter des contributions majeures à 1) une spécification méthodologique plus exacte des faits stylisés correspondant aux cadres africains à l'étude; et 2) une meilleure connaissance du cadre de la politique basée sur les résultats de leurs études. C'est le type d'approche à la recherche dans lequel les chercheurs du CREA sembleraient avoir un grand avantage comparé, par contraste aux chercheurs non africains.

- Sur la base de telles études empiriques (du bas vers le haut), les chercheurs du CREA aideraient à modifier la trousse à outils actuelle essentiellement néoclassique et à l'adapter pour qu'elle se conforme plus exactement à la réalité structurale et institutionnelle sous-jacente qui prévaut en Afrique.

- Le CREA doit jouer un rôle plus actif dans l'encouragement des efforts pour améliorer la qualité des données et de l'information statistiques en Afrique. Il peut encourager les chercheurs à 1) scruter d'un oeil plus critique les sources des données sous-jacentes qu'ils utilisent dans leur recherche; 2) utiliser davantage les études existantes et nouvelles, et 3) formuler des projets de recherche à forte intensité de données.

- Il s'ensuit directement aussi de toutes les raisons ci-dessus qu'il serait désirable - si non nécessaire - de prolonger le cycle de recherche typique de 15 mois pour au moins certains des projets dans le groupe de sujets thématique proposé et probablement d'autres groupes thématiques. Une subvention du CREA à deux étages pourrait être appropriée dans ces circonstances.

- Il paraît important, étant donné son importance intrinsèque, que l'on donne au nouveau groupe de sujets à un groupe thématique séparé plutôt que de le greffer sur un ou plus des groupes existants. Dans le contexte du CREA, la sélection des sujets de recherche par les chercheurs est aussi susceptible d'être basée sur l'offre que sur la demande.

- Avant l'initiation du nouvel groupe, le Secrétariat du CREA doit tout de suite donner suite à son projet d'initier un projet collaboratif (et probablement comparé aussi) sur la pauvreté avec la Banque Mondiale et des institutions académiques appropriées. La prochaine étape pourrait être la tenue d'une séance plénière sur le domaine du groupe de sujets proposé.

- Le manque de transparence apparente relativement aux titres et au contenu spécifique de chacun des quatre groupes thématiques actuels doit être abordé par le Secrétariat et le Comité Consultatif. Cette tâche devient encore plus essentiel à la lumière des implications de l'adjonction éventuelle d'un nouveau thème et d'un nouveau groupe sur les questions relatives à la pauvreté.

- A la lumière d'une perception parmi les participants du réseau que différentes cultures et normes peuvent prévaloir dans les groupes thématiques existants, il serait désirable si le CREA tentait d'établir des critères d'évaluation à peu près comparables pour les nouveaux projets de recherche, les travaux en cours et les rapports définitifs.

- Le Consortium doit poursuivre et redoubler ses efforts d'impliquer davantage de femmes et de dirigeants dans ses différentes modalités de recherche.

- Bien que le Secrétariat ait fait un travail remarquable de dissémination des résultats de la recherche, le CREA pourrait être encore plus actif dans l'encouragement de la publication dans les revues de bonne réputation. Des frais de publication pourraient être ajoutés après coup aux subventions de recherche pour compenser les chercheurs pour le temps et l'effort dont on a besoin pour convertir les rapports définitifs au format de soumission de l'article attendu par les revues de qualité.

- Il pourrait être désirable d'encourager les chercheurs, à toutes les étapes de leur processus de recherche à partir de la soumission initiale aux rapports définitifs, à se conformer à un format normalisé.

## I. Introduction

---

Le présent rapport comprend cinq sections majeures: **I.** une introduction exposant les grandes lignes de la mission du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA); les objectifs et la méthodologie proposée de l'évaluation; et les principales activités de l'évaluateur; **II.** une évaluation du processus, du cycle et de la coût -efficacité de la recherche; **III.** une évaluation de la méthodologie, du style et de la qualité de la recherche au cours du temps; **IV.** une évaluation de la pertinence à la politique et le choix des domaines thématiques; et enfin, **V.** le résumé, les conclusions et les recommandations.

### Les objectifs et la mission du CREA

Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique (CREA) a été établi en juillet 1988 avec le principal objectif de renforcer la capacité locale pour la recherche sur la politique économique en Afrique subsaharienne. Sa mission repose sur deux prémisses de base. Premièrement, le développement est plus susceptible de se produire là où il y a une gestion de l'économie durable et saine. Deuxièmement, une telle gestion est plus susceptible de se produire dans un cadre où il existe un groupe d'économistes professionnels actifs et bien informés pour effectuer de la recherche pertinente à la politique. Les programmes du CREA visent donc l'amélioration de la capacité des chercheurs locaux d'effectuer de la recherche économique pertinente à la politique, la promotion du maintien d'une telle capacité et l'encouragement de son application dans le contexte de la politique.

A cette fin, le programme de recherche utilise un processus de recherche qui s'efforce simultanément d'être sensible aux besoins du développement des capacités pour la recherche, sensible aux besoins de la politique et d'assurer une haute qualité des résultats de la recherche. On a trouvé le juste milieu entre l'objectif de maintenir un niveau raisonnable de rigueur professionnelle et celui de développer une capacité indigène pour la recherche économique. L'accent sur la qualité et la pertinence de la recherche à la politique vise à accroître la crédibilité des chercheurs du CREA et à encourager l'utilisation de leurs résultats.

Le processus de recherche du CREA a quatre attributs stratégiques. Premièrement, le programme de recherche interconnecte les chercheurs individuels dans la région soutenus par les spécialistes pour effectuer la recherche sur un nombre restreint de thèmes désignés par le Comité Consultatif comme étant les plus pertinents aux besoins de la politique. Cela allège l'isolation professionnelle, encourage l'échange des expériences et crée une masse critique de la pression des pairs pour améliorer la qualité.

Le deuxième attribut est l'utilisation de petites subventions aux groupes d'individus tirés des universités et des institutions qui ont affaire à la politique pour effectuer la recherche sur un nombre restreint de thèmes. Cette composition du groupe permet une sensibilité simultanée aux soucis de la politique tout en étant avantagés par la connaissance d'avant-poste dans la discipline. Par ailleurs, des équipes de chercheurs réunissent les jeunes chercheurs et les chercheurs expérimentés pour faciliter l'apprentissage au cours de leurs recherches.

Le troisième est l'établissement d'un système d'appui opéré par le Secrétariat sous forme de conseils techniques des spécialistes, des ateliers sur la méthodologie et de la littérature à jour. Le consortium a sa propre bibliothèque qui est accessible aux chercheurs et qui est liée à plusieurs autres centres de documentation dans le monde. Les spécialistes sont tirés de tous les coins du monde en vue d'enrichir la base technique pour les conseils en matière de la recherche et ils utilisent leur variété riche d'expérience dans la recherche. Les ateliers sur la méthodologie sont organisés pour aiguïser les aptitudes de recherche et exposer le réseaux au développement méthodologique pertinent dans la discipline.

Le quatrième est l'atelier de recherche thématique biennal qui constitue l'instrument clé pour la surveillance de la mise en oeuvre et la qualité de la recherche continuellement, créant une pression de pairs efficace, favorisant les interactions au sein du réseau et renforçant la livraison régulière des rapports. Les deux ateliers jouent aussi un rôle important dans le maintien d'un sens de propriété des activités du CREA par les chercheurs participants et fournissant une avenue pour le feed-back provenant d'eux sur la conception et la mise en oeuvre du programme de recherche du CREA.

Il faut noter que le Secrétariat du CREA, en plus de gérer le processus de recherche, fournit aussi des conseils intellectuels aux chercheurs pour améliorer leurs projets de recherche avant la présentation. Le Secrétariat aussi passe au crible les projets de recherche reçus pour s'assurer qu'ils se conforment aux thème et à la qualité désignés. Cette phase réduit considérablement les ressources engagées aux phases subséquentes de la revue par les pairs et la sélection. Les petites subventions sont utilisées pour aiguïser la qualité des projets de recherche prometteurs qui ne sont pas prêts pour la présentation et pour pré-tester la viabilité d'une certaine recherche empirique avant l'engagement de ressources supplémentaires. Les petites subventions visent également la réduction des obstacles à l'entrée pour les nouveaux chercheurs qui sont confrontés à des normes croissantes au sein du réseau.

Le Comité Consultatif joue un rôle important dans ce processus. En plus de désigner les thème pour la recherche, il surveille la qualité et l'équité du processus et fait des recommandations pour l'appui à la recherche.

## Les objectifs et la méthodologie de l'évaluation

L'évaluation proposée a été recommandée par le Comité Consultatif du CREA à sa réunion de juin 1993. Le Comité a conclu:

“que l’on ne prête pas suffisamment d’attention à l’impact du processus sur la capacité des chercheurs d’effectuer de la recherche rigoureuse et sur l’amélioration de la qualité des résultats de la recherche. Le Comité a eu l’impression que le processus avait remporté des accomplissements dans ce domaine qui devaient être reconnus et documentés après six ans d’opération”.

Le Comité Consultatif a donc recommandé qu’une évaluation indépendante soit commandée avec l’objectif spécifique d’évaluer l’impact et l’efficacité du processus de recherche dans l’amélioration de la qualité de la recherche, la compétence et la pertinence à la politique. Dans le mandat pour la présente évaluation, “l’amélioration de la qualité et de la compétence” devait inclure la qualité académique, la pertinence à la politique ainsi que le développement et le renforcement du génie professionnel et de l’esprit de corps parmi les économistes africains. Les principaux éléments du processus de recherche comprennent la revue par les pairs, les services de soutien et l’établissement de réseaux à travers les pays, les institutions académiques et qui ont affaire à la politique ainsi que différents niveaux d’expérience en matière de la recherche.

Le mandat de la présente évaluation a également expliqué bien clairement huit objectifs spécifiques qui sont:

1. Evaluer la portée de l’amélioration de la qualité académique de la recherche du CREA depuis son établissement et sa pertinence aux soucis de la politique dans la région.
2. Evaluer l’efficacité du processus de recherche à forte intensité de main-d’oeuvre dans
  - l’amélioration de la qualité et de la pertinence de la recherche à la politique pendant le cycle du projet, c.-à-d. de la phase du projet de recherche aux rapports intérimaires et définitifs. Ceci doit fournir une indication de l’efficacité de la critique par les pairs ainsi que de l’appui technique fourni par le Secrétariat du CREA et les spécialistes au cours de la mise en oeuvre du projet.
  - l’amélioration de la qualité des résultats de la recherche par le biais de l’implication et de l’interaction répétées parmi les individus et les groupes de chercheurs. Ceci aidera à évaluer la valeur de la participation répétée dans l’aiguïsement des aptitudes ,de la compétence et de la qualité des résultats au cours du temps. Il s’agit essentiellement d’une évaluation de l’amélioration des performances de cohortes de chercheurs.
3. Evaluer l’impact des ateliers techniques dans l’aiguïsement des aptitudes des chercheurs participants et sur la qualité académique de la recherche. Ceci constitue une réponse à la question de quel effet l’exposition de tels ateliers a sur la qualité de la recherche et la compétence des chercheurs.

4. Evaluer la réussite du processus de recherche dans le renforcement de la livraison opportune de la recherche. A cet égard, le rôle des ateliers sur la recherche thématique a besoin d'une attention toute particulière.
5. Revoir le rôle du processus de recherche en pourvoyant à l'hétérogénéité des participants à travers les niveaux de l'expérience dans la recherche, les groupes linguistiques et les institutions. Plus particulièrement, le processus de critique par les pairs concilie-t-il les différences d'expérience dans la recherche, les aptitudes et les approches méthodologiques?
6. Evaluer la pertinence de la recherche appuyée par le CREA. A ce sujet, évaluer plus spécifiquement la mesure dans laquelle la recherche du CREA répond aux questions de politique ayant une importance courante.
7. Identifier quelles parties du processus de recherche produisent les résultats désirés le plus efficacement et leur coût-efficacité en termes des dépenses et des ressources humaines (du CREA et d'autres) ainsi que la bonne volonté des spécialistes qui ne reçoivent qu'un bon-cadeau de reconnaissance pour leur temps précieux.
8. Existe-t-il des moyens d'améliorer la coût-efficacité du processus de recherche? Existe-t-il des alternatives à ce processus étant donné la situation de l'environnement professionnel dans la région? Est-ce qu'elles atteindraient les mêmes résultats à un coût inférieur?

La méthodologie proposée dans le mandat entraînait la recherche sur documents, les entrevues et l'observation à l'atelier du 27 mai au 2 juin, 1995. L'objectif de la recherche sur documents était de revoir la mise en oeuvre du processus de recherche relativement à ses objectifs; de revoir un échantillon des projets appuyés afin d'établir l'impact sur la qualité au cours du cycle de la recherche et au cours du temps; d'évaluer le taux de réussite des projets de recherche présentés ainsi que leur achèvement réussi et opportun; d'établir la proportion de la recherche qui peut être appliquée à la politique; d'examiner le degré de la publication réussie de la recherche du CREA dans les revues internationales et régionales ainsi que la citation de telle recherche au sein et à l'extérieur du réseau; et de déterminer la proportion des rapports qui ont reçue un critique externe positive avant d'être publiés comme documents de recherche.

## Les principales activités de l'évaluateur

J'ai passé la période allant du 19 mai au 9 juin à Nairobi. La première et la dernière semaines ont été consacrées à la recherche sur documents au Secrétariat du CREA. Entre le 27 mai et le 2 juin, j'ai assisté à l'atelier du CREA comme observateur et le 3 juin, j'ai assisté à la réunion du Comité Consultatif du CREA. Par la suite, j'ai continué à travailler sur l'évaluation à ma base de départ, l'Université Cornell.

Mes principales activités à Nairobi et à Cornell consistaient en:

1. La conduite des entrevues approfondies avec les membres clés des cadres et le Secrétariat (y compris des séances journalières avec le Directeur Exécutif et le Coordinateur de la Recherche), les spécialistes des quatre groupes thématiques (c.-à-d. A, AT, B, C), les membres du Comité Consultatif, les chercheurs participant à l'atelier, un conférencier à la Séance Plénière et un ancien président du Comité Consultatif. On a tenté d'arriver à une sélection assez représentative d'individus à travers les différentes groupes. De plus, l'échantillon de chercheurs sélectionnés pour les entrevues couvre différents pays (anglophones et francophones) et différents niveaux d'expérience professionnelle et d'implication dans le réseau du CREA. trente-et-un individus au total ont été sondés (la liste de ces individus paraît en Annexe, Tableau A1). Le Tableau 1 donne la décomposition des caractéristiques des individus sondés en termes de l'adhésion à différentes catégories liées au CREA.

**Tableau 1: Le CREA: Caractéristiques des individus avec qui des entrevues approfondies ont été menées<sup>a</sup>**

a.	Membres du Comité Consultatif	8
b.	Membres du groupe de spécialistes A	4
c.	Membres du groupe de spécialistes AT	4
d.	Membres du groupe de spécialistes B	5
e.	Membres du groupe de spécialistes C	3
f.	Membres du Secrétariat du CREA	5
g.	Chercheurs qui ont participé à l'atelier du 27 mai au 2 juin, 1995	11
h.	Conférencier à la Séance Plénière de l'atelier	1
i.	Ancien Président du Comité Consultatif	1

<sup>a</sup> Un total de 31 individus ont été sondés. Notez que les catégories ci-dessus ne s'excluent pas l'une l'autre. Par exemple, le Directeur Exécutif du CREA appartient à trois des catégories ci-dessus (c.-à-d. a, d et f). La liste complète des individus sondés paraît au Tableau A.1 en Annexe.

2. La lecture et la revue d'un échantillon de projets de recherche dans les quatre domaines thématiques. La série sélectionnée comprenait les projets de recherche initiaux, les rapports intérimaires, les rapports définitifs et les publications subséquentes comme Documents de Recherche du CREA ou comme articles de revues. Ici encore, on a tenté d'obtenir un échantillon assez diversifié à travers les tranches d'âge, les pays, les domaines thématiques et d'autres critères pertinents. Cette évaluation des projets de recherche tendait à être à la fois longitudinale et transversale. Quelques dossiers de projets de recherche ont été revus à partir de la soumission initiale aux rapports définitifs et dans certains cas, la publication éventuelle - y compris les commentaires et les évaluations faites à chaque stade du processus de recherche (c.-à-d. d'abord par le Secrétariat du CREA, ensuite par les groupes de spécialistes thématiques respectifs pendant les présentations en

atelier du projet de recherche initial, le rapport intérimaire et le rapport définitif, respectivement) ainsi que les revues externes avant la publication dans la série des Documents de Recherche du CREA. Vingt-cinq projets de recherche environ ont été revus.

3. La participation à la Séance Plénière de l'atelier du 27 mai au 2 juin et un échantillon représentatif des sessions dans les quatre groupes thématiques ou de nouveaux projets de recherche, des travaux en cours et des rapports définitifs ont été présentés par les chercheurs et discutés par les spécialistes et les pairs. (Annexe Tableau A.2 donne la décomposition par domaines thématiques des stades de ces projets de recherche). J'ai également assisté à quelques-unes des réunions techniques où les spécialistes ont communiqué leurs réactions aux projets de recherche.
4. La participation à la réunion du Comité Consultatif du CREA le 3 juin, 1995. Le président m'a demandé de présenter quelques premières réactions et des recommandations provisoires basées sur mon évaluation jusqu'à ce moment. La discussion qui a suivi ma présentation a été très animée est extrêmement utile car elle a fourni des commentaires et suggestions précieux.
5. L'examen des rapports d'évaluation antérieurs du CREA, les Rapports Annuels et du Directeur Exécutif et les analyses de la structure du financement et des coûts et d'autres documents de base pertinents relatifs aux activités et aux performances du CREA.
6. Le peaufinement de la base de données historiques contenant tous les projets de recherche financés par le CREA depuis son établissement. La base de données fournit une liste très détaillée des caractéristiques de chaque subvention thématique financée par le CREA depuis son établissement. Cette base de données a été utilisée pour analyser la dynamique du processus de recherche pendant la vie du CREA (1988-1995).
7. La revue i) des questionnaires sur l'implication dans la politique envoyés à approximativement 180 participants qui ont assisté aux trois derniers ateliers en 1993 et 1994, donnant 47 réponses; et ii) du questionnaire pour les dirigeants et l'analyse subséquente des réponses dans un rapport commandé par le CREA.
8. La revue et l'évaluation de la qualité des Documents de Recherche du CREA (dont 34 ont été imprimés jusqu'ici). En particulier, dans environ huit cas, il a été possible de comparer pour la même série d'auteurs qui avaient déjà rédigé plusieurs rapports la qualité de leurs rapports plus récents à celle de leurs rapports rédigés auparavant dans cette même série de Documents de Recherche du CREA. De même, un échantillon d'autres publications (principalement les articles de revue) découlant de la recherche financée par le CREA a été consulté. J'ai également regardé quelques instruments de recherche non thématiques du CREA récents, c.-à-d. les projets de recherche collaborative et comparée.

9. Enfin, j'ai examiné une variété de fonctions de formation étant donné qu'elles étaient plus directement liées à la synergie entre les fonctions de formation et de recherche du CREA, en particulier les ateliers techniques.

La présente évaluation est entreprise sous trois rubriques (sections) majeures faisant la distinction entre trois dimensions différentes mais hautement en corrélation du programme de recherche du CREA: i) une évaluation du processus, du cycle et de la coût-efficacité de la recherche - plus particulièrement dans leurs relations avec les projets thématiques; ii) une évaluation de la méthodologie, du style et de la qualité de la recherche; et iii) une évaluation de la pertinence à la politique des résultats de la recherche du CREA y compris la pertinence de la série actuelle de domaines thématiques. Dans chaque cas, les tendances majeures de 1988 jusqu'à présent sont analysées et mises en lumière.

## **II. Evaluation du processus, du cycle et de la coût-efficacité de la recherche**

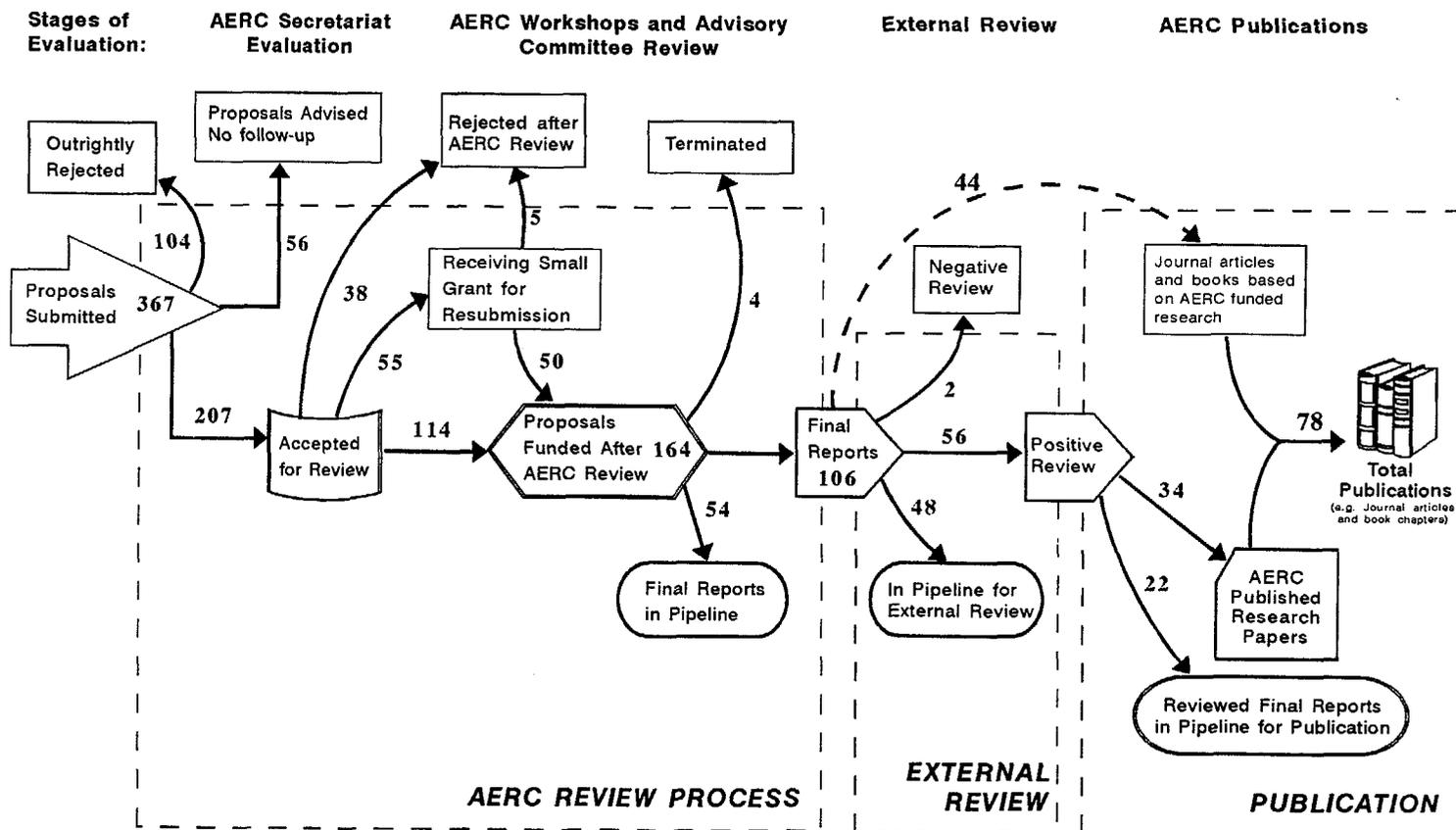
---

### **Analyse et évaluation du processus et du cycle de la recherche thématique, 1988-1995**

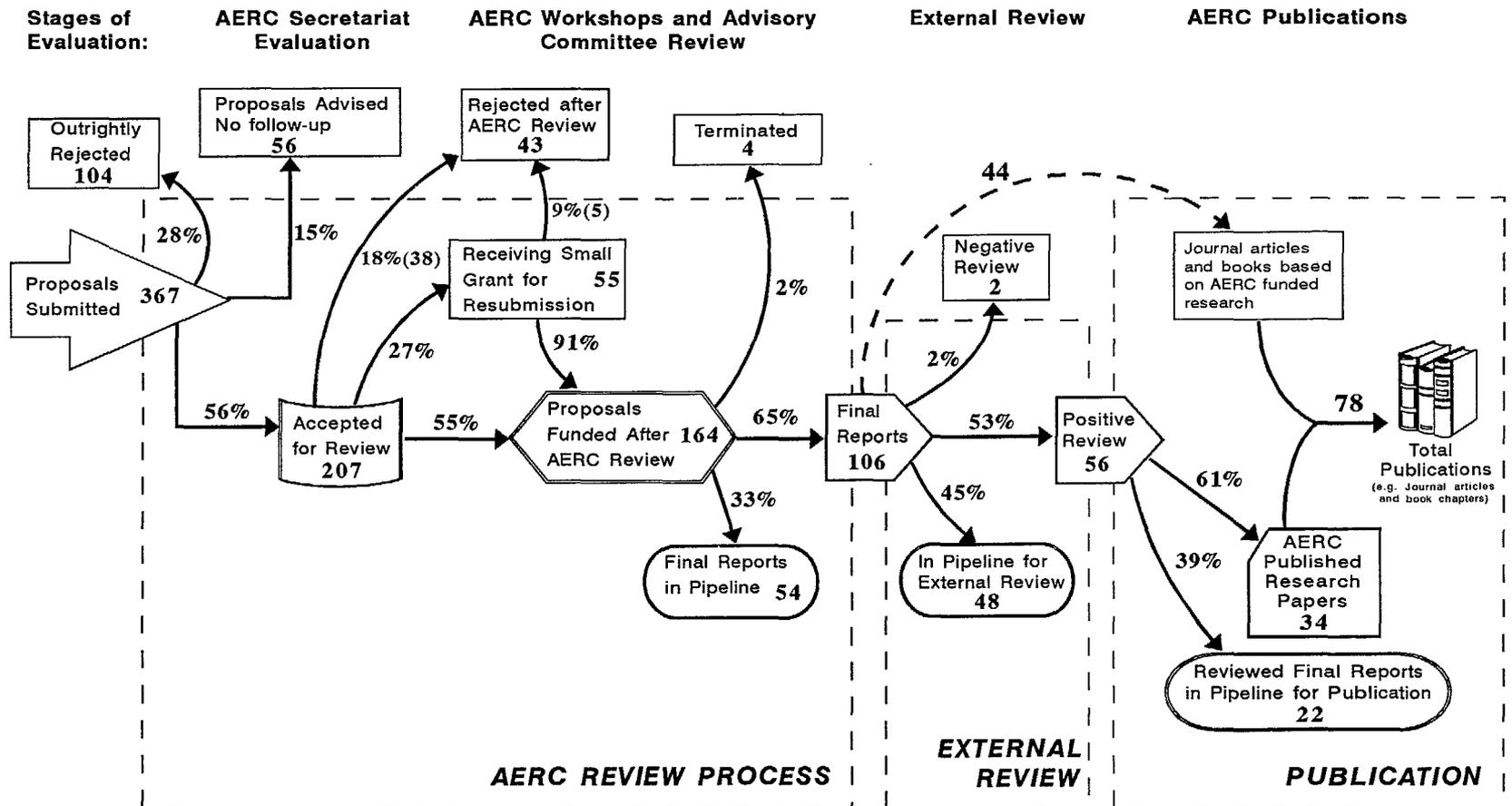
Le processus de recherche thématique a été en cours depuis 1988. Après sept ans d'opération continue, il est important de faire le point des réalisations et des caractéristiques du processus. En particulier, il est utile de déterminer le taux de réussite des projets de recherche à mesure qu'ils suivent tout le cycle du produit de la soumission initiale à la publication éventuelle comme Documents de Recherche du CREA ou articles de revues. La dynamique du cycle du produit et de l'évaluation du CREA est représentée dans la Figure 1 comme un organigramme. Le point de départ de l'organigramme est le nombre cumulatif des projets de recherche soumis au Secrétariat du CREA pendant la période de sept ans (1988 au milieu de 1995), c.-à-d. 367. Ces projets de recherche ont suivi un certain nombre de stades d'évaluation. Le premier stade (filtre) est le tri des soumissions initiales par le Secrétariat du CREA (récemment avec l'aide des spécialistes agissant comme arbitres). On peut voir de la Figure 1 que 104 sur 367 projets de recherche ont été catégoriquement refusés (c.-à-d. un taux de refus de 28% par le biais de ce premier filtre comme on peut voir de la Figure 2 qui représente le même organigramme que la Figure 1 sauf dans les pourcentages); 56 projets de recherche ont été rendus à leurs auteurs en recommandant des révisions sans davantage de suivi par les chercheurs (15%) alors que 207 projets de recherche ont été acceptés pour présentation aux Ateliers de Recherche Biennaux du CREA (56%).

De ces 207 projets de recherche présentés aux Ateliers de Recherche Biennaux et passés au crible par le Comité Consultatif, un total de 164 ont finalement été financés; 38 ont été refusés pour le financement (un taux de refus de 18%) et 55 projets ont reçu de petites subventions pour la resoumission (27%) dont 5 seulement ont été refusés après la critique par les pairs aux ateliers du CREA. Ainsi, en résumé, pendant tout ce deuxième stade d'évaluation, un taux de réussite impressionnant de 79% peu être observé - considérant le standing et les normes professionnelles des spécialistes.

**Figure 1. AERC: A Flow Diagram of the Thematic Research Process (cumulative totals, 1988-mid 1995)**



**Figure 2. AERC: A Flow Diagram of the Thematic Research Process (cumulative totals, 1988-mid 1995 and percentages of prior stage)**



Le cycle suivant du processus de recherche comprend la présentation des travaux en cours (rapports intérimaires) suivis des rapports définitifs ou des rapports définitifs révisés. Des 164 projets de recherche financés, 106 ont aboutis à des rapports définitifs acceptés avec 54 projets actuellement en cours d'être préparés comme rapports définitifs en cours de réalisation. Le taux d'échec a été négligeable avec seulement 4 projets terminés.

La dernière étape dans le processus de la recherche thématique comprend des critiques externes et la mise au point interne pour la publication éventuelle dans la série de Documents de Recherche du CREA. Des 106 rapports définitifs achevés au milieu de 1995, 56 ont reçu des critiques externes positives (48 étant toujours en cours de réalisation subissant les critiques externes et la mise au point) et seulement 2 projets, jusqu'ici, étant refusés par les arbitres externes. Une des mesures du succès est que des 58 rapports définitifs qui ont été critiqués à l'extérieur jusqu'ici, 56 ont reçu des critiques positives (un taux de succès stupéfiant de 97%). Trente-quatre Documents de Recherche du CREA ont été publiés jusqu'à ce jour et il est probable que des 22 rapports définitifs restant en cours de réalisation, 14 soient publiés.

L'essentiel est qu'approximativement 13% des projets de recherche initialement soumis au Secrétariat du CREA seront finalement publiés comme documents de recherche (48 sur 367), c.-à-d. un rapport de 1 sur 7,6 soumis). En fait, si on ajoute les projets de recherche du CREA aboutissant directement à des articles de revue ou à des livres, (circonvenant le stade de Document de Recherche) aux Documents de Recherche publiés, le nombre total de publications s'élève à 78 (44 articles de revues et livres et 34 Documents de Recherche). Ceci représente 21% de la soumission initiale ou un rapport d'environ 1 sur 5. Des rapports de 1 sur 5 ou 1 sur 7,6 sont plus ou moins comparables aux taux d'acceptation de beaucoup de revues économiques professionnelles.

On peut affirmer que la qualité inhérente moyenne des projets initiaux (particulièrement pendant les premières années) paraît considérablement inférieure à celle des documents soumis aux revues (telles que *World Development*, *Economic Development and Cultural Change*, *The Journal of Development Economics*, et *The Journal of African Economics*) alors que la qualité des Documents de Recherche publiés et d'autres publications sont plus ou moins au niveau des articles paraissant dans *World Development* et les revues spécialisées axées sur l'Afrique. Cette amélioration de la qualité des résultats de la recherche pendant tous les différents stades du processus de la recherche témoigne de l'efficacité (et de la valeur ajoutée) de ce qui a été intérieurement décrit comme l'éducation, c.-à-d. i) l'assistance du Secrétariat (par le biais du bureau du Coordinateur de la Recherche et son adjoint) relativement à la recherche, aux références et commentaires pertinents; ii) les contributions critiques par les spécialistes et les pairs pendant les ateliers; et, enfin, iii) les évaluations et les suggestions des arbitres externes avant la publication par le CREA.

En plus de l'analyse cumulative précédente de la dynamique du cycle de la recherche, il est instructif d'entreprendre un examen de la disposition des projets de recherche et de leurs caractéristiques clés ainsi que celles des chercheurs, année par année, afin de mettre en lumière les tendances éventuelles. La première observation est que le nombre de projets de recherche soumis au Secrétariat du CREA a augmenté d'un éventail de 24-37 annuellement, en 1988-1990, à 60-76 en 1991-1994/95<sup>1</sup>. Le Tableau 2 montre la disposition

des projets de recherche soumis au et évalués par le Secrétariat pendant la vie du CREA. Une tendance perceptible (si on exclut 1988 qui était la première année de l'opération et donc quelque peu inhabituelle) est que la proportion des projets de recherche acceptés pour présentation aux ateliers est montée d'approximativement 42-46% annuellement en 1989 et 1990 à une pointe de 70% en 1994/95. Inversement, la proportion qui a été carrément refusée a décliné de 35-41% en 1989 et 1990 à 16% en 1994/95. Inversement, la proportion qui a été catégoriquement refusée a décliné de 35-41% en 1989 et 1990 à 16% en 1994/95. Etant donné qu'il peut être considéré comme allant de soi que les critères et normes de sélection du bureau du Coordinateur de la Recherche et des spécialistes, agissant comme arbitres ne sont pas devenus plus desserrés, la tendance ci-dessus semblerait révéler une amélioration de la qualité des projets de recherche soumis.

**Tableau 2: Le CREA: Disposition des projets de recherche soumis à et évalués par le Secrétariat du CREA (nombre et pourcentages par année, 1988 à 1994/1995)**

	1988	1989	1990	1991	1992	1993/94	1994/95	Total
Refusés catégoriquement	7 (29)	13 (35)	15 (41)	18 (28)	21 (35)	19 (25)	11 (16)	104 (28)
Jamais rendus	3 (13)	7 (19)	7 (19)	9 (14)	10 (17)	10 (13)	10 (14)	56 (15)
Acceptés pour présentation à l'atelier <sup>a</sup>	14 (58)	17 (46)	15 (41)	37 (58)	29 (48)	47 (62)	48 (70)	207 (56)
Total <sup>b</sup>	24 (100)	37 (100)	37 (100)	64 (100)	60 (100)	76 (100)	69 (100)	367(100)

<sup>a</sup> sans compter les projets de recherche révisés.

<sup>b</sup> les sommes des colonnes peuvent ne pas s'élever à 100 parce que les chiffres ont été arrondis.

Le Tableau 3 montre les caractéristiques des projets de recherche financés par le CREA selon le thème, les zones géographiques, la distribution linguistique et la taille de la subvention. On peut voir qu'au début, le thème A (la Balance Extérieure et la Gestion Macro-économique) et le thème C (La Gestion Financière et la Mobilisation des Ressources Intérieure) étaient dominants. Par la suite, à partir de 1990, le thème B (La Gestion de la Dette Interne et Externe) est devenu le domaine le plus populaire. Enfin, un nouveau thème de recherche, AT (Le Commerce, la Politique Commerciale et l'Intégration Régionale) a été ajouté en 1991 et a grandi depuis lors.

**Tableau 3: Le CREA: Caractéristiques des projets de recherche financés par le CREA selon les thème, les zones géographiques, la distribution linguistique et la taille de la subvention (le nombre et les pourcentages, 1988-1994/95)**

	1988	1989	1990	1991	1992	1993/94 <sup>a</sup>	1994/95	Total
<b>Décomposition thématique</b>								
Thème A	4 (40)	6 (46)	6 (33)	9 (23)	13 (32)	15 (25)	11 (28)	64 (29)
Thème B	—	1 (8)	6 (33)	19 (49)	12 (29)	14 (24)	16 (41)	68 (31)
Thème C	6 (60)	6 (46)	6 (33)	7 (18)	11 (27)	21 (36)	5 (13)	62 (28)
Thème AT	—	—	—	4 (10)	5 (12)	9 (15)	7 (18)	25 (11)
Total <sup>a</sup>	10 (100)	13 (100)	18 (100)	39 (100)	41 (100)	59 (100)	39 (100)	219 (100)
<b>Décomposition géographique</b>								
<b>Anglophone</b>								
<b>Hors du</b>								
Nigéria	10 (100)	10 (77)	10 (56)	18 (46)	22 (54)	28 (47)	19 (49)	117 (53)
Nigéria	—	1 (8)	7 (39)	15 (38)	11 (27)	22 (37)	14 (36)	70 (32)
Francophone	—	2 (15)	1 (6)	6 (15)	8 (20)	9 (15)	6 (15)	32 (15)
Total <sup>b</sup>	10 (100)	13 (100)	18 (100)	39 (100)	41 (100)	59 (100)	39 (100)	219 (100)
<b>Distribution linguistique</b>								
Anglophone	10 (100)	10 (77)	17 (94)	33 (85)	32 (78)	50 (85)	33 (85)	185 (84)
Francophone	—	2 (15)	1 (6)	6 (15)	8 (20)	9 (15)	6 (15)	32 (15)
Lusophone	—	1 (8)	—	—	1 (2)	—	—	2 (1)
Total	10 (100)	13 (100)	18 (100)	39 (100)	41 (100)	59 (100)	39 (100)	219 (100)
<b>Taille de la subvention</b>								
Petite	1 (10)	2 (15)	2 (11)	12 (31)	11 (27)	19 (32)	8 (21)	55 (25)
Entière	9 (90)	11 (85)	16 (89)	27 (69)	30 (73)	40 (68)	31 (79)	164 (75)
Total	10 (100)	13 (100)	18 (100)	39 (100)	41 (100)	59 (100)	39 (100)	219 (100)

<sup>b</sup> Les subventions octroyées de janvier à mars 1993 ont été codées sous 1993 bien qu'elles aient été émises pendant l'exercice 1992/93. Le nombre de subventions paraissant sous 1993/94 découlent de la présentation à trois ateliers de recherche sur une période de quinze mois. Ce changement reflétait un changement de l'année civile à l'exercice.

<sup>b</sup> Les sommes de colonnes peuvent ne pas s'élever à 100 parce que les chiffres ont été arrondis.

Il faut noter que ces tendances ne reflètent qu'imparfaitement les intérêts changeants des chercheurs pour différents domaines thématiques puisque le nombre total de projets de recherche acceptés aux ateliers biennaux a récemment été restreint à 60 avec une tentative d'en avoir environ 15 dans chaque groupe. Etant donné que dans toute année et tout groupe donné, un stock de rapports intermédiaires et définitifs est prêt pour la présentation sur la base du financement passé, ceci signifie que le nombre de créneaux disponibles pour la présentation de nouveaux projets de recherche est un résidu. Evidemment, au cours du temps, ceci s'égalisera et les futurs rapports refléteront la "demande effective"

par les chercheurs de chacun des quatre domaines. Le Tableau 3 montre également la décomposition géographique des projets. Il paraît révéler un équilibre linguistique relativement sain entre les projets axés sur les pays anglophones en dehors du Nigéria, le Nigéria, et les pays francophones. La part des subventions octroyées aux chercheurs francophones semblent avoir atteint un état stable d'environ 15%. Enfin, la part relative des petites subventions a augmenté au cours du temps à environ 10% en 1980 à une pointe d'environ un tiers en 1993/94.

**Tableau 4: Le CREA: Quelques caractéristiques des chercheurs selon l'année 1988-1994 (le nombre et les pourcentages effectifs par an 1988-1994)**

	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	Totaux cumulatifs 1988-94
<b>1. Qualifications</b>								
Doctorat	11 (55)	12 (57)	21 (66)	42 (67)	37 (66)	57 (64)	32 (57)	212 (63)
Maîtrise	9 (45)	9 (43)	11 (34)	21 (33)	19 (34)	32 (36)	24 (43)	125 (37)
Total des chercheurs	20 (100)	21 (100)	32 (100)	63 (100)	56 (100)	89 (100)	56 (100)	337 (100)
<b>2. Genre</b>								
Hommes	17 (85)	20 (95)	30 (94)	57 (90)	55 (98)	78 (88)	53 (95)	310 (92)
Femmes	3 (15)	1 (5)	2 (6)	6 (10)	1 (2)	11 (12)	3 (5)	27 (8)
Total des chercheurs	20 (100)	21 (100)	32 (100)	63 (100)	56 (100)	89 (100)	56 (100)	337 (100)
<b>3. Dirigeants/Universitaires</b>								
Dirigeants	4 (20)	5 (24)	3 (9)	8 (13)	6 (11)	7 (8)	3 (5)	36 (11)
Universitaires	16 (80)	16 (76)	29 (91)	55 (87)	50 (89)	82 (92)	53 (95)	301 (89)
Total des chercheurs	20 (100)	21 (100)	32 (100)	63 (100)	56 (100)	89 (100)	56 (100)	337 (100)
<b>4. Nouveaux chercheurs ou Chercheurs ayant de l'expérience</b>								
Chercheurs ayant de l'expérience	-	5 (27)	8 (26)	32 (50)	36 (62)	56 (65)	29 (52)	166 (50)
Nouveaux chercheurs	20 (100)	16 (73)	24 (74)	31 (50)	20 (38)	33 (35)	27 (48)	171 (50)
Total des chercheurs	20 (100)	21 (100)	32 (100)	63 (100)	56 (100)	89 (100)	56 (100)	337 (100)

Le tableau 4 examine quelques caractéristiques clés des chercheurs au cours du temps. En termes des qualifications professionnelles, la proportion des chercheurs ayant un doctorat d'état a graduellement augmenté de 1988 à 1990-1993, atteignant ce qui semble être un état stable d'environ deux tiers du nombre total de chercheurs (la baisse légère de la proportion des chercheurs titulaires d'un doctorat d'état en 1994 ne reflète probablement aucune tendance). Inversement, la proportion de chercheurs ayant une maîtrise ès lettres a graduellement baissé à environ un tiers du total. Quant à la composition du genre, le Tableau 4 met en lumière la représentation très faible des femmes dans le pool des chercheurs du CREA. Malheureusement, il ne semble pas y avoir d'évidence d'une tendance ascensionnelle. La cause sous-jacente semble être l'offre historique très faible de femmes africaines ayant une maîtrise ès lettres ou un doctorat en science économique. C'est une question dont le CREA est bien conscient et qu'il essaye d'aborder le mieux qu'il puisse, par exemple par le biais d'un atelier sur les questions du genre, spécifiquement sur les études de troisième cycle en science économique pour les femmes et les femmes travaillant comme économistes professionnels, tenu en décembre 1994 à Nairobi. De plus, le CREA encourage les femmes à participer à son programme de maîtrise ès lettres collaboratif. Le nombre total d'étudiants soutenus par le biais de ce programme (y compris le service mixte de cours facultatifs) est 206 dont 26 sont femmes. Petit à petit, la proportion des femmes formées en science économique doit augmenter pour éliminer les préjugés contre les femmes. Evidemment, la première étape consiste à se concentrer davantage sur la formation des femmes.

Un des objectifs du programme de recherche est d'impliquer directement les dirigeants dans la mesure du possible dans les projets de recherche en faisant équipe avec les universitaires. Le Tableau 4 semblerait indiquer que le CREA n'a pas très réussi à attirer les dirigeants et à les impliquer dans les projets de recherche conjoints. Si toute tendance peut être aperçue, c'est une tendance à la baisse avec moins de 10% du pool de chercheurs actuel comprenant les dirigeants. La tableau éclaire une autre question pertinente, à savoir le degré de renouvellement parmi les chercheurs et l'implication de nouveaux chercheurs. On peut voir que la proportion des nouveaux chercheurs a décliné d'approximativement les trois quarts en 1989-90 à environ la moitié en 1994. Le fait que la part des nouveaux chercheurs n'a pas décliné davantage est un bon signe puisque qu'il révèle une capacité à continuer à attirer de nouveaux chercheurs au réseau. Cette capacité à attirer de nouveaux chercheurs est évidemment étroitement liée aux activités de formation auxiliaires du CREA (telles que le programme d'études de maîtrise, le soutien aux candidats du doctorat et les thèses ainsi que les séminaires techniques) qui ajoutent continuellement à et remplissent de nouveau le pool de chercheurs potentiels et les demandeurs des subventions de recherche du CREA. Une autre raison pour permettre au CREA de continuer à attirer et à faire une place pour les nouveaux chercheurs était le désengagement ordonné de quelques-uns des chercheurs plus expérimentés de la recherche thématique du fait de leur implication dans d'autres modalités de recherche du CREA ou d'autres efforts rendus possibles par leurs relations avec le CREA.

**Tableau 5. Le CREA: Le nombre de chercheurs individuels recevant une ou plusieurs subventions (1988-mi 1995)**

No. de subventions reçues	Type de subvention	No. de chercheurs
1	Subvention, soit petite soit entière	63
2	Subventions, petites puis entières	53
3	Subventions, petites, puis entières, entières	28
4	Subventions*	14
5	Subventions*	2
6	Subventions*	3
7	Subventions*	1
	<b>Total de subventions</b>	<b>164</b>

\* Les subventions octroyées peuvent être toute combinaison de petites ou entières.

Le Tableau 5 donne la distribution des chercheurs selon le nombre de subventions reçues. D'un total de 164 chercheurs différents dans le pool cumulatif total entre 1988 et mi-1995, 63 chercheurs n'ont reçu qu'une subvention (soit petite ou entière); 53 ont reçu deux subventions chacun; 28 ont reçu trois subventions chacun et 6 individus ont obtenu entre cinq et sept subventions chacun.

**Tableau 6: Le CREA: Distribution géographique des projets de recherche thématique (1988 a 1994/95)<sup>a</sup>**

Pays	1988	1989	1990	1991	1992	1993/94	1994/95	Total
Ghana	2	1	3	1	9	10	3	29
Malawi	1	0	2	0	1	1	1	6
Tanzanie	4	1	0	8	4	5	4	26
Kenya	1	2	1	5	3	2	6	20
Zimbabwe	1	0	1	0	2	0	0	4
Ouganda	1	1	0	3	1	4	3	13
Rwanda	0	1	0	0	1	1	0	3
Botswana	0	0	0	0	0	2	0	2
Ethiopie	0	2	3	1	1	1	1	9
Côte d'Ivoire	0	1	1	4	3	6	0	15
Soudan	0	0	0	0	0	3	2	5
Zambie	0	2	0	0	0	0	0	2
Mozambique	0	1	0	0	1	0	0	2
Nigéria	0	1	7	15	11	22	13	69
Congo	0	0	0	0	0	1	0	1
Togo	0	0	0	2	0	0	0	2
Cameroun	0	0	0	0	3	1	2	6
Sierra Leone	0	0	0	0	1	0	0	1
Sénégal	0	0	0	0	0	0	3	3
Bénin	0	0	0	0	0	0	1	1
<b>Total</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>18</b>	<b>39</b>	<b>41</b>	<b>59</b>	<b>39</b>	<b>219</b>

<sup>a</sup> La distribution géographique est selon les pays étudiés dans les projets. A très peu d'exceptions, la classification ci-dessus doit aussi correspondre à la nationalité ou au pays d'origine des chercheurs.

La distribution géographique des subventions selon le pays demandeur (et correspondant essentiellement à la nationalité des chercheurs), montrée au Tableau 6, indique une structure relativement équilibrée. En particulier, le nombre croissant de subventions octroyées aux chercheurs francophones pendant les trois dernières années corrige un accent antérieur, presque exclusif, sur les chercheurs anglophones. Cependant, une concentration presque exclusive sur la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Sénégal au sein du groupe francophone a besoin d'être notée.

## *Questions relatives au minutage du cycle de la recherche*

Une question clé se rapporte au temps prévu et écoulé effectif pour un projet typique à partir de la soumission initiale aux rapports définitifs et à la publication éventuelle. Ceci peut être considéré comme la période de gestation du produit de la recherche thématique. L'intention du Secrétariat semble être de limiter cette période de gestation à un an de préférence et, uniquement dans des circonstances exceptionnelles, de la prolonger à ou au-delà de 18 mois. Une étude des dossiers de projets a confirmé que la période de gestation typique est moins de 15 mois à partir de la soumission des projets révisés (acceptés pour la présentation aux ateliers) aux rapports définitifs (voir Annexe B pour les détails).

Une question pertinente est si la longueur typique du cycle de la recherche est appropriée. Un cycle relativement court pourrait encourager i) la sélection des sujets plus focalisés et spécifiés; ii) l'utilisation et l'application de techniques et de modèles bien connus qui ne peuvent s'accorder qu'imparfaitement avec et correspondre aux conditions initiales et aux faits stylisés des cadres africains que l'on étudie; et iii) la dépendance des séries de données disponibles mais discutables. Dans ce sens, un cycle de la recherche court décourage les chercheurs de prendre les risques, en particulier, parce qu'il touche à l'entreprise i) des innovations et des spécifications méthodologiques plus réfléchies et représentatives de la réalité africaine sous-jacentes plutôt que d'emprunter des spécifications et des techniques toutes faites provenant du Nord et conçues pour s'appliquer et correspondre aux conditions et aux institutions sous-jacentes des pays développés; et ii) des études nécessitant beaucoup de données dépendant d'enquêtes, de la collecte de données primaires et de sources de données complètes et multiples (telles que la construction des Matrices de Comptabilité Sociale).

La période de gestation des projets de recherche dont la préoccupation est d'explorer de nouvelles spécifications théoriques et méthodologiques et/ou d'utiliser une approche plus inductive pour générer de nouvelles hypothèses basées sur de grandes séries de données primaires s'étendrait normalement au-delà du cycle de recherche actuel de 15 mois. Evidemment, la longueur du temps dont on a besoin pour achever les projets de recherche est directement liée au choix des domaines thématiques déterminé par le Secrétariat et le Comité Consultatif. En général, les quatre thèmes actuels se prêtent à la soumission de projets de recherche qui peuvent être achevés dans le cycle recommandé

de 15 mois. La plupart des sujets qui s'inscrivent dans le cadre de ces domaines thématiques tendent à être assez étroitement focalisés et à relever de l'étude avec l'aide des méthodologies et des techniques bien connues (toutes faites). Le pool de chercheurs peut sélectionner des recettes (des modèles) du livre de cuisine (le manuel scolaire) et les appliquer aux questions et aux pays à l'étude. Les domaines thématiques choisis qui ont été en vigueur depuis l'établissement du CREA ont évolué d'un besoin irrésistible en Afrique subsaharienne de mieux comprendre et d'avoir plus connaissance de la nécessité de mettre en oeuvre des politiques de stabilisation et d'ajustement structural en vue de restaurer un minimum de macro-équilibre interne (par la réduction du déficit fiscal) et d'équilibre externe (par l'amélioration de la balance des paiements). Si les dirigeants et les chercheurs africains devaient entrer dans un dialogue positif avec les institutions de Bretton Woods relativement à la conception et à l'impact des mesures d'ajustement, ils auraient besoin de développer une capacité de la recherche dans ce domaine.

Etant donné les conditions macro-économiques sous-jacentes lugubres en Afrique subsaharienne pendant les années quatre-vingts, il ne fait aucun doute que les thèmes sélectionnés étaient les plus essentiels à l'époque. De plus, comme il est indiqué plus haut, au milieu des années quatre-vingts, la profession économique était largement d'accord sur les outils analytiques appropriés pour étudier les questions relatives à la stabilisation et à l'ajustement. Il y avait également un accord général sur la combinaison appropriée (bien que forcément la séquence et le minutage appropriés) des politiques pour restaurer l'équilibre. Sous les conseils - si non la direction - du FMI, de la Banque Mondiale et d'un certain nombre d'équipes de réflexion basées à Washington, le soit-disant "Consensus de Washington" a évolué et est devenu le paradigme dominant. Du point de vue des chercheurs africains, ceci signifiait qu'en plus d'avoir accès à une trousse à outils toute faite, ils pouvaient également dépendre d'une orthodoxie de politique bien testée qui avait déjà été mise en oeuvre avec succès dans un grand nombre de pays en développement et d'économies de transition.

Une discussion et une évaluation critiques des domaines thématiques sont entreprises dans l'évaluation de la pertinence à la politique de la recherche du CREA qui suit dans la section IV. L'on soutient que le temps est mûr pour étendre et élargir les thèmes existants, en particulier par l'adjonction d'un nouveau groupe de sujets de recherche comprenant des questions liées à la pauvreté, à la répartition du revenu, à l'emploi, aux marchés du travail et aux ressources humaines. Une implication d'embarquer ces sujets est que ceci pourrait probablement prolonger le cycle de recherche moyen. Nous retournons à ces questions dans la section IV de ce rapport.

### *Les questions relatives à l'hétérogénéité des participants*

En général, il paraît que le processus thématique du CREA et d'autres modalités de la recherche pourvoient à l'hétérogénéité des participants. L'équilibre des subventions entre les zones géographiques et linguistiques semble être raisonnable. Certains chercheurs francophones avaient l'impression qu'on aurait pu faire d'avantage d'effort pour attirer de nouveaux chercheurs francophones au réseau - particulièrement des pays pauvres tels

que le Burundi, le Burkina Faso, le Niger et le Mali. Ils ont reconnu le défi majeur que cela entraînerait. Un obstacle clé est le manque typique de la maîtrise de l'anglais parmi beaucoup des spécialistes francophones. Il a été suggéré que le CREA pourrait inviter davantage de jeunes économistes francophones aux ateliers et aux conférences comme observateurs. Le Consortium pourrait également aider à fournir des traductions d'une meilleure qualité des projets de recherche (à tous les stades du cycle) et encourager la soumission des projets de recherche par des équipes de chercheurs francophones combinant des spécialistes plus expérimentés des pays plus avancés tels que la Côte d'Ivoire et le Sénégal avec les spécialistes plus jeunes des pays moins avancés de la région. Je n'ai vraiment pas eu l'impression que les participants francophones à l'atelier à qui j'ai parlé se sentaient discriminés en tant que groupe.

### *Le coût-efficacité et la composition changeante des modalités de recherche*

La structure des coûts du CREA est décomposée en cinq catégories fonctionnelles: 1) Gestion générale; 2) Gestion des programmes; 3) Programme de recherche; 4) Publication et dissémination; et 5) Programme de formation (y compris le Programme Collaboratif de maîtrise ès lettres). Les tendances majeures à mettre en lumière entre 1988 et 1994/95 sont: 1) la part relative de la gestion générale déclinant à mesure que les activités du programme augmentent relativement aux services généraux de soutien de 13% des dépenses totales en 1989 à 5% en 1994/1995 (voir le Tableau D.1 en Annexe D)<sup>2</sup>; 2) la part des dépenses du programme de recherche qui décline brusquement et la montée concomitante de la part du programme de formation avec le lancement du programme collaboratif de maîtrise ès lettres et la part augmentée des activités de publication et de dissémination à mesure que le volume des documents de recherche achevés augmentait et est devenu prêt pour la publication. La part des dépenses globales du programme de recherche a baissé de 52% en 1989 à 29% en 1994/1995 alors que celle du programme de formation (y compris le programme de maîtrise) a augmenté de 11% à 42% et celle de la publication et de la dissémination a augmenté de 4 à 10% sur la même période.

Il est difficile de comparer les coûts unitaires des résultats de la recherche au cours du temps parce que le portefeuille des projets a considérablement changé. Jusqu'en 1992/93, tous les projets (sauf un) étaient thématiques. En 1993/94, de nouvelles modalités de recherche sont apparues (11 nouveaux projets non thématiques, y compris 8 études individuelles sous un projet collaboratif ont été lancés) et en 1994/95, au moins 34 projets non thématiques ont été initiés en comparaison à 39 projets thématiques. (Pour les renseignements détaillés, voir Annexe D, premier panneau du Tableau D.2). De même, le nombre de nouveaux chercheurs impliqués dans les projets non thématiques est monté de zéro en 1992/93 à 24 l'année suivante et à 42 en 1994/95 - la plupart d'entre eux travaillant sur les projets collaboratifs. (Voir le Tableau D.3). Ainsi, 42 chercheurs sur un nombre total de 153 chercheurs (c.-à-d. 27%) sont actuellement impliqués dans les projets non thématiques.

On peut observer des Tableaux D.2 et D.3 que le coût par projet de recherche actif a baissé de plus de \$34.000 par projet en 1989 à \$25.466 en 1994/95 et le coût de la critique par les pairs par chercheur a baissé de \$11.500 à juste plus de \$6.000 sur la même période (voir le bas du Tableau D.2). Ces tendances s'expliquent largement par a) le nombre et la proportion plus importants de chercheurs dans les projets non thématiques; b) le nombre plus important dans chaque projet non thématique en comparaison au projet thématique; et c) le coût inférieur de la critique par les pairs par projet non thématique. Cependant, il est à noter que les coûts unitaires de la recherche thématique par chercheur thématique semble aussi avoir baissé au cours du temps. Prenant le coût total de la recherche thématique y compris les subventions et les réunions (donnés dans le quatrième panneau du Tableau D.3) et le divisant par le nombre de nouveaux chercheurs thématiques (ligne 7 du Tableau D.2) le coût unitaire de la recherche thématique par chercheur thématique baisse de 20,4 mille en 1989 à environ 18,5 mille en 1992, et à 10,7 mille en 1994/95. Evidemment quelques économies d'échelle, particulièrement comme elles s'appliquent aux frais généraux, de gestion et à d'autres postes étalés sur un nombre plus important de projets et de chercheurs et une composition différente de projets, ont contribué aux tendances à la baisse ci-dessus décrites. Bref, les indicateurs disponibles suggèrent une coût-efficacité croissante des résultats de la recherche pendant toute la vie du CREA.

## Evaluation du processus de recherche par les participants du réseau

Comme il a été indiqué plus haut, un total de 31 individus ont été sondés comprenant les membres du personnel de la direction et du Secrétariat du CREA, les spécialistes dans les différents groupes thématiques, les membres du Comité Consultatif, et les chercheurs participant à l'atelier. (Le Tableau 1 donne la décomposition des caractéristiques des individus sondés; et le Tableau A.1 dresse la liste des noms des 31 individus sondés). En conduisant des entrevues approfondies, une tentative a été faite d'éliciter des réactions dans trois domaines différents mais liés très intimement, c.-à-d. a) le processus et le cycle de la recherche; b) le style, la méthodologie et la qualité de la recherche du CREA au cours du temps; et c) la pertinence à la politique y compris le choix du domaine thématique. Dans la présente sous-section, nous examinons les réactions des participants du réseau comme elles se rapportent au premier domaine ci-dessus. Les réactions et les commentaires par les sondés relativement aux deux autres domaines (le style et la méthodologie de la recherche; et le choix thématique et la pertinence à la politique) sont par la suite examinées respectivement dans les Sections III et IV.

Pour tenir les entrevues aussi flexibles que possible, les questions générales ci-dessus ont été posées au commencement: "Êtes-vous généralement satisfait du processus de recherche? Avez-vous des suggestions pour l'amélioration du processus sans sacrifier la qualité des rapports définitifs? En particulier, le processus pourrait-il être accéléré?" Dans ce qui suit, nous citons des réactions des participants<sup>3</sup>:

Chercheur A: “Je soumetts mon deuxième projet de recherche en ce moment. J’ai trouvé la première expérience très utile. J’ai beaucoup appris en ce qui concerne la formulation d’un projet de recherche et j’ai reçu des commentaires utiles aux ateliers. Les séances techniques pourraient être prolongées pour recevoir davantage de feedback. Il serait aussi utile si un spécialiste pouvait discuter le projet avec des auteurs donnés en tête à tête.”

Chercheur B: “En ce moment, je soumetts mon deuxième projet de recherche sur un sujet complètement différent du premier. Je trouve le processus de recherche très utile. Les chercheurs se trouvent bien des discussions et des commentaires avec les chercheurs très expérimentés. Ceci m’a aidé à focaliser mon projet. J’ai vu le processus s’améliorer au cours du temps. Il y avait plus de renouvellement parmi les spécialistes par le passé que maintenant. Avoir essentiellement les mêmes spécialistes dans chaque groupe pendant le cycle de la recherche de la soumission initiale aux rapports intérimaires et définitifs garantit la continuité et la consistance dans l’évaluation. J’ai trouvé les séances techniques très utiles.”

Chercheur C: “Le Secrétariat du CREA m’a beaucoup aidé en me fournissant des références et des suggestions pertinentes pendant la critique initiale de mon projet.”

Spécialiste D: “Je peux penser à trois particularités caractérisant le processus de recherche depuis 1989/90: 1) Pendant les premières années, pratiquement tous les contributions et commentaires pendant les séances des ateliers venaient des spécialistes mais maintenant, les autres chercheurs sont très actifs, donnant une structure beaucoup plus dense; 2) il y avait un nombre important de documents contenant des erreurs élémentaires; ceci est inhabituel aujourd’hui et le niveau d’entrée est certainement plus élevé; 3) cependant, la courbe d’apprentissage est toujours escarpée pour les chercheurs des nouveaux pays. En général, je suis très satisfait du processus. C’est principalement en matière du détail telle que la présentation du projet et le style de présentation que les améliorations sont nécessaires. Par exemple, nous voyons des tableaux présentés sans rubriques et sans années. Le CREA doit établir son propre style de présentation interne. Ceci pourrait accroître la probabilité de la publication.”

Spécialiste E: “Une certaine décentralisation de la gestion de la recherche serait désirable. Les chercheurs africains supérieurs pourraient être sélectionnés dans différentes spécialisations pour agir comme sous-directeurs de recherche pour les thèmes et les sujets donnés. Ils pourraient continuer à résider dans leurs propres pays mais devraient visiter le Secrétariat du CREA à intervalles réguliers (disons tous les deux mois). Ceci aiderait le processus d’élargissement des domaines thématiques et réduirait la charge du Coordinateur de la Recherche Adjoint et reviendrait à la délégation de la responsabilité. Les chercheurs supérieurs pourraient également identifier et encourager les jeunes chercheurs à soumettre des projets de recherche dans des domaines donnés.”

Chercheur F: "Les collègues anglophones sont plus énergiques que les collègues francophones. Beaucoup de ces derniers ne se sentent pas encore à l'aise avec la présentation de l'atelier. Un avantage réel du processus de recherche est la littérature et les suggestions des références faites par le Secrétariat et, dans certains cas, l'expédition des articles par la poste. Beaucoup de pays francophones ne disposent pratiquement pas de références en anglais. Pour réduire l'hétérogénéité, le CREA devrait essayer d'intégrer dans sa fonction de formation les programmes de maîtrise anglophones et francophones."

Spécialiste G: "Il faudrait demander aux chercheurs de préparer des réponses écrites pour les arbitres. Précédemment, les groupes de spécialistes faisaient des suggestions facultatives qui sont maintenant devenues un contrat avec leurs chercheurs. Tous les projets de recherche initiaux devraient être distribués à tous les spécialistes au sein de chaque groupe thématique. Ceci pourrait présenter deux avantages: 1) réduire la charge de triage sur le Coordinateur de la Recherche; et 2) garantir un meilleur contrôle de la qualité."

Chercheurs I et J: "Le processus s'est amélioré au cours du temps et il marche bien maintenant. Par le passé, les problèmes se posaient quand il y avait du renouvellement des spécialistes dans des groupes donnés. J'ai l'impression que l'on met plus de temps à étudier les projets de recherche maintenant que précédemment. Il y a des chercheurs qui n'ont pas reçu de feed-back pendant six mois après avoir soumis leurs projets de recherche initiaux. Il peut aussi y avoir un très long délai entre le rapport définitif et la publication éventuelle d'un Document de Recherche du CREA. Nous avons achevé notre rapport définitif en mai 1992 et nous n'avons reçu les commentaires des arbitres externes qu'en mai 1995."

Spécialiste K: "Le processus de recherche marche bien. La critique par les pairs est un processus démocratique. Tous les projets de recherche doivent être soumis disons en janvier pour un atelier de mai-juin et passés à un groupe de chercheurs supérieurs pour le triage. Différents groupes thématiques ont différentes cultures et spécialistes. Les chercheurs font face à différentes conditions et critères. La qualité des projets de recherche peut varier d'un groupe à un autre. Certains groupes ont des personnes plus mures que d'autres.<sup>4</sup> Une façon d'aider le développement des capacités africaines consiste à identifier un certain nombre d'institutions africaines qui pourraient servir de centres d'excellence. On pourrait fournir à ces centres des ressources telles que les ordinateurs personnels et des bibliothèques. Le CREA pourrait servir de chambre de compensation pour les individus ayant une année sabbatique. Ceci pourrait aider à trouver les bons créneaux pour les universitaires africains et de ce fait accroître le développement des capacités au niveau du pays."

Spécialiste L: "Les ateliers sont trop longs et pourraient être réduits d'une journée et demie en enlevant la "journée libre" et raccourcissant les réunions organisationnelles."

Chercheurs M & N: “En général, nous sommes satisfaits du processus. Une suggestion est qu’un spécialiste (agissant comme un directeur d’études) soit responsable, particulièrement au stade du rapport intérimaire. La personne doit réunir les réactions des autres spécialistes et négocier à leur nom et être responsable de la rédaction des contrats avec les chercheurs.”

Chercheurs O: “J’ai déjà achevé trois rapports définitifs y compris un articles dans le *Journal of African Economics*. Je trouve le processus extrêmement transparent. C’est un très bon processus; les chercheurs se trouvent devant des personnes qui ont beaucoup d’expérience. Il est beaucoup plus difficile de faire accepter les projets de recherche par le CREA en ce moment qu’avant. Dans le passé, un certain nombre de projets de recherche seraient acceptés sans révisions. Mon premier projet de recherche a été accepté comme un rapport définitif pendant le stade du rapport intérimaire. Chacun de mes projets de recherche a été dans le même groupe. Il y a eu très peu de renouvellement des spécialistes au cours des années. Le processus a été décourageant à certains chercheurs qui ont opté de devenir consultants et ont cessé de faire partie du pool de chercheurs.”

Spécialiste P: “Quand le Consortium a été établi, le traitement des projets de recherche (y compris le triage initial) était totalement effectué au sein du Secrétariat. Il est devenu clair que le Secrétariat ne pouvait pas faire face à l’augmentation des soumissions et à l’adjonction d’un nouveau domaine thématique (AT). Le Secrétariat a dû dépendre des spécialistes qui devaient agir comme arbitres des projets de recherche initiaux. Nous sommes maintenant arrivés à un stade où il peut être nécessaire aux spécialistes d’être plus étroitement impliqués dans l’ensemble du processus, y compris la sélection de l’ordre du jour de l’atelier. Nous devons probablement avancer vers une sorte de système NBER. Un nouveau système pourrait être officialisé. Par exemple, le Secrétariat pourrait déléguer à certaines personnes supérieures l’arbitrage et le triage des projets de recherche y compris la préparation de l’ordre du jour dans différentes sujets et finalement des groupes. Les personnes supérieures (agissant comme des meneurs de groupes) pourraient se réunir régulièrement à Nairobi pour garantir les normes communes. Un danger réel à l’heure actuelle est que les groupes deviennent trop indépendants et utilisent des normes différentes. Le Secrétariat doit décider quand changer à ce “mode de délégation” au fur et à mesure que le nombre de projets de recherche augmente et au fur et à mesure que les domaines thématiques sont élargis. Certains chercheurs, particulièrement des nouveaux pays précédemment pas bien représentés au sein du CREA, ont besoin de plus d’éducation (par exemple du Burundi). D’autre part, de vieux candidats qui ont réussi dans le passé, ont besoin de considérablement moins d’éducation. Le développement des capacités dans certains pays est plus difficile que dans d’autres et peut requérir des modalités quelque peu différentes que ceux dont dépend le CREA actuellement. Deux nouvelles modalités ont récemment été ajoutées, c.-à-d. les projets de recherche comparés et collaboratifs. Les projets collaboratifs, par exemple, pourraient profiter de l’interaction entre les chercheurs africains et non africains.”

Spécialiste Q: “Dans certains groupes thématiques, on répète ce qui a été fait précédemment. En général, le processus marche très bien. Nous voyons souvent des projets de recherche initiaux faibles et des rapports intérimaires qui, après avoir été initialement refusés, sont par la suite révisés et acceptés. Beaucoup de chercheurs arrivent avec des projets faibles et, après avoir été soumis à la discipline de la présentation et de la discussion aux ateliers, partent avec de nouvelles idées, des méthodologies plus raffinées et une vue plus claire de ce qu’ils veulent étudier. J’aurais quelque peur d’un cycle de la recherche de plus de 15 mois. Bien que les améliorations des données soient absolument cruciales (telles que la construction des modèles d’ajustement structural et les enquêtes sur le terrain), il serait probablement possible de prolonger le cycle de la recherche par étapes. Par exemple, un projet pourrait être conçu de manière à inclure plus d’une phase. La deuxième phase ne pourrait commencer qu’après l’achèvement de la première phase. Le CREA ne fournirait le financement pour la deuxième phase qu’après l’acceptation du rapport de la première phase. Comme alternative, on pourrait imaginer des projets complémentaires à entreprendre progressivement.”

Spécialiste R: “En général, le processus marche assez bien. La charge sur le Secrétariat devient très lourde. Les spécialistes pourraient aider le Secrétariat plus tôt, c.-à-d. au stade de triage. Le Secrétariat doit se servir davantage des services des conseillers techniques pendant les premiers stades.”

Spécialiste S: “Le processus marche bien sauf probablement vers la fin du cycle où il y a trop de conseils entre le stade du rapport définitif et le stade du Document de Recherche du CREA. Dans un sens plus large, trop de conseils peuvent encourager un état de dépendance parmi les chercheurs. Dans certains cas, les chercheurs ne défendent pas leur cas assez fortement aux spécialistes. Les chercheurs doivent graduellement devenir plus assurés et indépendants. Il est encourageant de constater une plus grande participation des pairs aux discussions. La qualité de la recherche du CREA s’est sans aucun doute améliorée. Les institutions de Bretton Woods ont de plus en plus l’impression qu’il y a quelque chose à apprendre des documents du CREA. Elles les prennent au sérieux.”

Spécialiste U: “Le cycle du produit est trop court pour les thèmes actuels et pour les documents qu’on produit.”

25

### **III. Evaluation de la méthodologie, du style et de la qualité de la recherche au cours du temps**

---

L'évaluation de la méthodologie et de la qualité de la recherche est une tâche fondamentalement difficile et quelque peu subjective. Les données suivantes ont été utilisées dans la présente évaluation:

1. des entrevues approfondies avec les participants du réseau du CREA (comme décrit plus haut);
2. une revue d'un échantillon des projets thématiques;
3. une revue quelque peu plus superficielle des titres et d'autres caractéristiques des projets de la série de données complète de 1988 jusqu'à présent;
4. une analyse de l'amélioration de la qualité de la recherche basée sur les documents de recherche du CREA par les chercheurs qui avaient déjà achevé d'autres recherches (pour répondre à la question de savoir si les améliorations de la qualité peuvent être remarquées entre les premiers documents de recherche et les documents de recherche subséquents du CREA produits par les mêmes auteurs); et
5. une lecture sommaire d'un échantillon des publications générées par la recherche du CREA paraissant dans les revues et les livres.

#### **Evaluation de la méthodologie et de la qualité de la recherche par les participants du réseau**

Alors qu'aucun questionnaire n'a été utilisé dans les entrevues, une série de questions apparentées ont été posées d'une manière sélective pendant les entrevues dans le but d'éliciter les réactions des participants en ce qui concerne leur perception des différentes dimensions de la qualité de la recherche, c.-à-d. quelle impression avez-vous de la qualité des résultats de la recherche du CREA au cours du temps? La méthodologie et l'approche de la recherche sous-tendant les projets de recherche sont-elles appropriées? En particulier, est-ce que les faits stylisés caractérisant ces études sont suffisamment réflecteurs de et compatibles avec la réalité institutionnelle et structurale sous-jacentes des pays à l'étude? Les projets de recherche prêtent-ils suffisamment d'attention à la faiblesse éventuelle et

au manque de fiabilité des données dont ils dépendent? Quelles incitations supplémentaires (y compris la possibilité du paiement d'une prime) pourriez-vous proposer pour encourager davantage de dissémination des résultats de la recherche du CREA - plus particulièrement dans les publications (articles de livres ou de revues)? Dans ce qui suit, nous citons des réactions des participants.

Chercheur A: "La qualité des données en Afrique est mauvaise. Le CREA doit aider à améliorer la capacité statistique et devenir un point de convergence pour organiser les efforts avec la Banque Mondiale et d'autres bailleurs de fonds pour développer une capacité statistique afin de générer de l'information plus fiable."

Chercheur C: "Dans l'ensemble, j'ai constaté des améliorations considérables dans la qualité de la recherche au cours des années. En ce qui concerne la question des données, j'ai essayé d'épuiser les sources de données existantes. Je connais des gens à l'INSEE et à la douane. J'ai discuté avec eux les sources des données, comment elles étaient générées et dans quelle mesure elles sont fiables. A la suite de ces discussions, j'ai laissé tomber certains articles (dans mon projet de recherche). Il est essentiel d'examiner les données avec un oeil plus critique. Plus critique vous êtes, plus de variables vous pouvez laisser tomber de votre analyse proposée. Le CREA pourrait probablement chercher une organisation au sein du Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe qui essaye d'harmoniser la collecte des données et l'établissement des rapports. Cette organisation est soutenue par la Communauté Economique Européenne. Dans mon propre pays, on n'a pas publié de données commerciales depuis 1990 à cause du manque de fonds. Ces données sont disponibles sur un listage mais elles ne sont pas facilement accessibles."

Spécialiste D: "La qualité de la recherche s'est considérablement améliorée au cours des années. En ce qui concerne la question des données, le CREA a pris une petite mesure dans l'examen des données d'un oeil plus critique en finançant un projet de recherche pour examiner les données nigérianes."

Chercheur F: "La faiblesse et le manque de fiabilité des données africaines constituent une question critique. Un certain nombre de recommandations en matière de la politique découlent des analyses basées sur des données erronées. Le CREA a commandé une étude par Ariyo sur les données nigérianes. Ceci n'était qu'une des premières mesures mais, malheureusement, le CREA s'est arrêté là et n'a pas suivi. Le CREA pourrait aller plus loin dans sa dissémination des résultats de la recherche. Par exemple, les rapports, les documents spéciaux et les résumés analytiques du CREA doivent être envoyés aux économistes en chef des pays et aux chefs de divisions à la Banque Mondiale et au FMI."

Spécialiste G: "Les chercheurs du CREA ne passent pas suffisamment de temps à examiner les données d'un oeil critique. Les données sous-jacentes sont les composantes fondamentales pour une analyse et les recommandations en matière de la politique pertinente. Il est nécessaire de trouver les moyens d'améliorer la qualité des données."

Avant de pousser le bouton de la politique, un investissement préalable dans la collecte des données peut être exigé. Ceci peut demander un cycle de la recherche plus long, par exemple pour les projets de recherche basés sur les modèles d'ajustement structural. En ce qui concerne la question des résultats de la recherche, le poids de la publication est beaucoup moins dans le contexte africain que dans les pays développés. Le CREA pourrait probablement envisager d'ajouter des incitations pour faire publier les résultats de la recherche dans les revues."

Chercheurs I et J: "Notre projet de recherche actuel est clairement basé sur un modèle. Nous voulions appliquer les techniques des séries chronologiques économétriques que nous avons apprises de l'Atelier Technique Econométrique. L'idée d'une prime de publication en vue d'encourager les chercheurs à distiller des articles de revues de leurs rapports définitifs est une très bonne idée. Elle fournirait l'incitation nécessaire et compenserait les chercheurs pour le temps supplémentaire requis pour transformer leurs rapports définitifs en articles de revues éventuels."

Spécialiste K: "Les chercheurs doivent savoir et comprendre le cadre institutionnel et les faits stylisés qui caractérisent les questions qu'ils explorent dans leurs propres pays. Personnellement, j'ai fait mes études en Amérique du Nord et j'ai beaucoup appris au sujet de la banque centrale aux Etats Unis et au Canada mais pratiquement rien au sujet de la banque centrale dans mon propre pays. Je dis à mes étudiants de considérer les institutions comme elles fonctionnent dans leur propre pays. Ma philosophie fondamentale est que vous commencez par le cadre institutionnel et les faits stylisés sous-jacents et puis vous concevez ou vous choisissez un modèle approprié plutôt que dans l'autre sens. Nous avons eu un certain nombre de cas où les chercheurs ont commencé d'un modèle existant et des faits stylisés reflétant une réalité sous-jacente très différente de celle du pays qu'ils se proposaient d'étudier. Dans une certaine mesure, le système de revue par les pairs élimine ce genre de disparité. Dans le réseau et les ateliers du CREA, nous trouvons deux types de chercheurs africains, à savoir les chercheurs expérimentés avec la maturité et les jeunes Africains avec les solutions. En général, la qualité des données est suspecte. Les résultats de la recherche empirique doivent être soigneusement interprétés. Les données monétaires sont meilleures que les autres. Une partie de la solution consiste à construire une meilleure série de données macro-économiques probablement par le biais des études en équipe. Dans de nombreux cas, nous devons partir de zéro. Le CREA se répuge à financer le travail du terrain parce qu'il prend trop de temps et il coûte trop. On a probablement besoin de projets qui requièrent un investissement préalable en la collecte et la génération des données mais ils doivent être entrepris à l'aide de personnes très supérieures. Pour ces types de projets, le cycle de la recherche doit être prolongé."

Chercheur O: "Le CREA est préoccupé par le problème de la mauvaise qualité des données africaines et a commandé un document par Ariyo. Le CREA pourrait probablement encourager davantage de projets de recherche basés soit sur les enquêtes

existantes soit sur de nouvelles enquêtes qui font partie intégrante du projet de recherche. Cette question pourrait être soulevée auprès des bailleurs de fonds et, dans certains cas, les chercheurs pourraient être pris en charge par la Banque Mondiale ou adapter leur recherche à des enquêtes en train d'être entreprises par cette dernière. En général, les données monétaires sont assez bonnes alors que les données sur les comptes du revenu national sont tout à fait suspectes."

Spécialiste P: "Le Consortium n'a pas directement fait face aux questions relatives à la méthodologie et à l'approche de la recherche. Beaucoup de projets de recherche sont basés sur des hypothèses et des modèles qui ne correspondent pas à la réalité et aux faits stylisés sous-jacents des pays que les chercheurs explorent. Chaque projet doit tenter de décrire les conditions initiales et tenir compte du régime de la politique y compris les nombreuses restrictions quantitatives qui entravent le fonctionnement des marchés. Quant à la question de l'amélioration de la qualité des données, le CREA pourrait jouer un rôle plus actif. Cependant, quand cette question a été soulevée la première fois, le temps et le coût étaient les principaux obstacles. Cela semble être en train de changer maintenant. Davantage de données découlant des enquêtes deviennent disponibles. L'atelier sur la méthodologie des enquêtes doit fournir les outils nécessaires aux chercheurs qui veulent baser leur recherche sur les enquêtes. Le projet sur les données nigérianes commandée par le CREA n'a pas été couronné de succès."

Spécialiste R: "Mes collègues et moi-même croyons que les conditions économiques doivent être mises en lumière dans les projets de recherche. Les chercheurs doivent être encouragés à mieux connaître les réalités, les institutions et la structure sous-jacentes de leurs économies respectives. Certains chercheurs ont assisté à l'Atelier technique sur l'économétrie et ont appris de nouvelles techniques qui fournissent la motivation pour leurs projets de recherche. Autrement dit, ils laissent les techniques dominer ce qu'ils veulent faire. Le paysage économique sous-jacent plutôt que les techniques doit être suprême."

Spécialiste S: "Les données sont importantes mais il y a un risque réel que le CREA s'engage à trop d'activités différentes. Je connais d'autres exemples de consortiums semblables (comme le CREA) dans d'autres régions du monde en développement qui ont essayé de faire trop de choses et ont perdu de vue leur centre d'intérêt. Le processus de développement des capacités est graduel et séquentiel. Dans l'avenir, le CREA pourrait considérer le financement des projets nécessitant plus de données mais pas tout de suite."

Spécialiste U: "L'idée d'une prime pour encourager les chercheurs à préparer des documents appropriés comme articles de revues est bonne. Les chercheurs répondent aux carottes."

## Evaluation de la méthodologie et de la qualité de la recherche au cours du temps

Il y a beaucoup de dimensions qui entrent dans l'évaluation de la qualité de la recherche. Dans la présente évaluation, nous combinons ces dimensions dans, et les discutons sous trois rubriques générales: 1) la portée; 2) la méthodologie et l'approche; 3) la pertinence à la politique et le choix des domaines thématiques. Evidemment, ces trois domaines sont en forte corrélation et n'importe quel nombre de nomenclatures alternatives aurait été adopté. Dans la présente sous-section, nous abordons la portée et la méthodologie de la recherche alors que l'évaluation de la pertinence à la politique et la pertinence des domaines thématiques du CREA seront discutées dans la section IV de ce rapport.

### *La portée de la recherche*

Au niveau le plus général, il est utile d'examiner les changements qui se sont produits dans le portefeuille des subventions de recherche thématique au cours du temps. Un examen de la liste des titres et des sujets spécifiques abordés par les subventions de recherche, chronologiquement de 1988 jusqu'à présent, suggère fortement que la portée de la recherche s'est élargie et est devenue plus diversifiée au cours du temps. Sur la base d'un inventaire informel des subventions selon les thèmes et les sous-thèmes et selon l'année que j'ai préparé pour chacun des quatre domaines thématiques, les tendances suivantes ont été observées. Dans le groupe A (Le déficit extérieur et la gestion macro-économique), la majeure partie des projets (c.-à-d. environ 56% selon mon calcul) pendant les premières années (1988-1992)<sup>5</sup>, traitaient des différents aspects des taux de change y compris les computations des taux de change réels et leur impact sur le commerce et la balance des paiements. Par contraste, depuis 1993, seulement environ un tiers des projets dans le groupe A étaient spécifiquement axés sur les taux de change, alors qu'environ un cinquième traitaient des questions relatives à la bonne réaction des approvisionnements agricoles. Par ailleurs, deux thèmes essentiellement nouveaux sont apparus, c.-à-d. les études des du marché des changes (3 projets ou environ 100% du total), un volet comprenant l'emploi, le marché du travail, la pauvreté et les questions relatives à la répartition du revenus (également 3 projets)<sup>6</sup> et le modèle de l'équilibre général calculable des pays CFA.

La création d'un nouveau groupe thématique (AT) sur "le commerce, la politique commerciale et l'intégration régionale" découlant du groupe A en 1991 constitue de l'évidence supplémentaire de la tendance de la diversification dans le portefeuille des projets. En particulier, certains projets récents ont changé d'un intérêt antérieur sur les questions intra-nationales pour aborder les questions du commerce international, c.-à-d. "Le commerce africain et les perspectives de croissance dans un monde interdépendant" et "Une évaluation empirique des possibilités commerciales dans la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest".<sup>7</sup>

Une proportion importante des projets dans le groupe B (La gestion de la dette

interne et externe) s'inscrit dans le cadre de la rubrique générale "Les questions et la politique fiscales -environ deux tiers en 1989-91 selon notre dénombrement (c.-à-d. 16 sur 24). Bien que ce thème général ait resté prédominant au stade subséquent (1992-94), une certaine évidence de la diversification est perceptible, c.-à-d. deux subventions sur les finances de l'administration locale; deux sur les conversions de la dette en prises de participation; trois sur la fuite de capitaux; une analyse de l'équilibre général calculable des effets macro-économiques de la taxe sur la valeur ajoutée au Nigéria; et un modèle examinant les implications macro-économiques des tendances démographiques au Kenya. Même au sein de la série fiscale majeure des projets, on peut constater une portée qui s'élargit pour explorer l'interaction entre les phénomènes fiscaux et monétaires (par exemple le projet sur "Le choix du mélange optimal des règles de la politique fiscale et monétaire: de l'évidence d'un modèle du Nigéria" et un projet très récent sur "La taille du gouvernement et la croissance économique en Afrique").

Dans le groupe C (La gestion financière et la mobilisation des ressources intérieures), nous constatons une concentration pendant la période 1988-91 sur la recherche traitant du marché financier informel et des liens entre les marchés financiers formels et informels; la monnaie et la politique monétaire évoluant en une diversification beaucoup plus grande vers des thèmes tels que la détermination de l'investissement et la formation du capital (environ 10 nouvelles subventions dans ce sous-ensemble pendant la période 1992-94), le crédit agricole, les performances des banques, les institutions financières non bancaires et les coûts de transaction<sup>8</sup>. À bien d'égards, le groupe C possède probablement le portefeuille le plus diversifié de tous les groupes actuellement.

L'étape suivante dans l'évaluation de la portée de la recherche consiste à comparer les résultats de la recherche des mêmes auteurs au cours du temps. Ceci a été entrepris en Annexe C où la qualité des monographies plus récentes a été comparée à celle des rapports antérieurs pour six séries d'auteurs de plusieurs rapports de recherche du CREA. Les constatations majeures peuvent être résumées comme suit: (pour les détails spécifiques, le lecteur est renvoyé à l'Annexe C). Tout d'abord, une tendance à l'élargissement en termes de la portée peut être observée au cours du temps. Cet élargissement prend plusieurs formes. Dans certains cas, il s'agit de l'élargissement sur l'espace des produits d'exportation étant analysés comme la comparaison accouplée entre les monographies I.A et I.B révèle. La monographie plus récente englobe plusieurs articles d'exportation potentiels plutôt que le café seulement, qui est le domaine du premier rapport. Dans d'autres cas, la portée géographique est étendue à mesure que les auteurs passent d'une étude d'un pays à une étude comparée de trois pays (c.-à-d. la monographie V.B. vs la monographie V.A). Dans encore d'autres cas, l'élargissement est sur l'espace de la politique. Par exemple, la monographie IV.A est axée sur le rapport entre les taux d'intérêt réels et l'épargne et entre les taux prêteurs réels et la demande du crédit alors que la monographie IV.B suivante étend l'analyse pour englober les considérations fiscales et des changes en plus des facteurs qui influent sur l'épargne. Le deuxième rapport explore si c'est l'épargne, le déficit budgétaire ou extérieur qui est une contrainte ferme de la croissance de la capacité au Kenya. Un autre exemple de l'élargissement sur l'espace de la politique est fourni par une comparaison de trois rapports de recherche par les mêmes auteurs passant graduellement de l'étude de l'impact des taux d'intérêt réels plus élevés

sur l'épargne et l'investissement dans la première monographie (VI.B) et enfin à une analyse dans la troisième étude (VI.C) des déterminants de la transmission de l'épargne mobilisée par le système bancaire nigérian à l'investissement et l'importance potentielle d'une telle canalisation pour la croissance économique.

## *La méthodologie*

Une première observation, au niveau le plus général, est que la qualité globale de la recherche s'est améliorée au cours du temps. Ceci est le consensus fort des participants du réseau - comme les réactions signalées dans la sous-section précédente en témoignent. C'est un jugement avec lequel je suis fortement d'accord, comme l'évidence qui suit doit confirmer.

Une deuxième observation est que très peu d'études sont méthodologiques en tant que tel en ce sens qu'elles abordent directement les questions méthodologiques ou théoriques et tentent d'apporter des contributions méthodologiques, c.-à-d. poussent les frontières en avant. Dans la série globale de 219 de subventions thématiques du CREA octroyées depuis 1988, il n'y a au mieux qu'une poignée de tels projets de recherche. La majorité écrasante applique les techniques et les modèles existants soit directement soit indirectement liés à la politique dans le contexte africain. A cet égard, le projet de recherche typique adopte une approche essentiellement déductive.

Les hypothèses sont souvent empruntées à la littérature et, dans un certain nombre de cas, testées quelque peu sans esprit critique à l'aide des séries de données africaines disponibles. Le *modus operandi* est à maintes reprises mis en lumière dans les réponses des sondés, par exemple:

“Notre projet de recherche est clairement basé sur un modèle. Nous voulions appliquer les techniques des séries chronologiques que nous avons apprises de l'atelier technique économétrique.” (Chercheurs I et J); “Les chercheurs doivent connaître et comprendre le cadre institutionnel et les faits stylisés qui caractérisent les questions qu'ils explorent dans leurs propres pays.. Ma philosophie fondamentale est que vous commencez par le cadre institutionnel et les faits stylisés sous-jacents et puis vous concevez ou choisissez un modèle approprié plutôt que dans l'autre sens.: (Spécialiste K); “Beaucoup de projets de recherche sont basés sur des hypothèses et des modèles qui ne correspondent pas à la réalité et aux faits stylisés sous-jacents des pays qu'on est en train d'explorer.” (Spécialiste P); et “Mes collègues et moi croyons que les conditions économiques doivent être mises en lumière dans les projets de recherche.” Les chercheurs doivent être encouragés à mieux connaître les réalités, les institutions et la structure sous-jacentes de leurs économies respectives. Certains chercheurs...laissent le paysage économique dominer ce qu'ils veulent faire. Le paysage économique sous-jacent plutôt que les techniques doit être suprême.” (Spécialiste R).

Tandis que l'évaluation ci-dessus peut s'appliquer à une série considérable des projets thématiques du CREA, on doit être très prudent pour ne pas inférer que cette évaluation s'applique universellement à la série entière des projets. En fait, le nombre assez important des projets sur les marchés financiers informels et les liens entre les marchés financiers informels et formels dans différents pays africains fournit un excellent exemple de ce qu'on pourrait appeler la recherche du type inductif. La procédure typique suivie par les enquêteurs dans ce domaine consistait à dériver une représentation exacte des faits stylisés (du bas vers le haut), largement sur la base des enquêtes ou des études du terrain. A leur tour, les hypothèses générées par ces enquêtes et études du terrain ont été raffinées davantage et (dans certains cas plus formellement) testés dans les projets de suivi. Deux séries de rapports de recherche du CREA axées sur le fonctionnement du marché financier informel et les liens entre ce premier et le marché financier formel par les chercheurs qui avaient déjà entrepris d'autres projets en été évalués en détail en Annexe C (voir monographies II.A et II.B sur le Ghana; et III.A et III.B sur le Malawi respectivement) et fournissent de l'information détaillée sur la méthodologie utilisée par ces études. Une étude par Dejene Aredo décrivant les performances des "Iddirs" (les associations d'épargne en Ethiopie) est un autre exemple d'une telle étude effectuée du bas vers le haut.

J'ai l'impression que la série d'études ci-dessus a été beaucoup mentionnée dans la littérature du développement traitant du crédit comme elles représentent des contributions originales à une meilleure connaissance de l'opération des marchés financiers dans le contexte africain. Une connaissance inadéquate des institutions locales et des obstacles à l'opération des marchés (tels que les restrictions quantitatives, les obstacles à l'entrée et d'autres causes de la fragmentation) peut mener à des mauvaises spécifications, surtout si le modèle adopté est largement néoclassique et a été conçu pour répondre au cas des économies développées. Quelques cas de ce type ont été observés, par exemple les modèles utilisés pour déterminer d'une manière endogène les taux d'intérêt (taux de change) quand, en fait, il y avait des périodes dans les pays considérés pendant lesquelles ces taux étaient fixés d'une manière exogène par le gouvernement. La nouvelle littérature économique institutionnelle mettant l'accent sur la manière dont les institutions influent sur les coûts de transaction fournit un corps complémentaire important de la théorie au paradigme néoclassique et mérite d'être exploitée plus pleinement par les chercheurs africains.

Les commentaires précédents quelque peu sans esprit critique concernant une approche trop déductive à la recherche suivie dans un certain nombre de projets du CREA ont besoin d'être qualifiés et mis dans leurs perspectives historiques convenables. Au début, le pivot et la première priorité de la recherche du CREA devait être l'analyse des politiques macro-économiques et leur impact sur la stabilisation et l'ajustement structural. Pendant cette phase, il était essentiel de générer, dans le contexte africain, des estimations empiriques des effets probables de ces politiques et de sensibiliser les chercheurs et les dirigeants à l'importance critique de ces politiques pour la restauration de l'équilibre. Il n'était que naturel que les chercheurs commencent à utiliser des modèles théoriques standards et généralement acceptés ayant une applicabilité générale. Au fur et à mesure que les chercheurs "apprenaient en faisant" et que les dirigeants devenaient plus expérimentés et mûrs, ils pourraient graduellement s'engager à étudier et à aborder les

questions structurales telles que les caractéristiques plus spécifiques des marchés et des agents et l'économie politique du processus de formulation de la politique dans leurs propres pays qui sont critiqués pour un processus de croissance à long terme durable.

Autrement dit, un processus évolutionniste naturel de recherche - dans les circonstances auxquelles l'Afrique était confrontée pendant les années quatre-vingts - entraînait le passage graduel d'un style de recherche déductif à un style plus inductif axé sur une meilleure description et une meilleure capture des faits stylisés caractérisant l'environnement africain. Ce changement de l'accent a été clairement compris et encouragé par le CREA comme en témoigne, entre autres, sa tentative d'améliorer les aptitudes des chercheurs par le biais des ateliers techniques (par exemple sur la méthodologie des enquêtes et les équilibres généraux calculables) et de la présentation détaillée de nouvelles questions conceptuelles dans les séances plénières. Tout ceci est reflété non seulement par les projets de politiques du secteur financier, mentionnés plus haut, mais aussi par d'autres projets analysant en plus de détail institutionnel l'opération des marchés des changes (comme au Ghana et au Nigéria).

En outre, comme mentionné plus haut, il y a un fort consensus parmi les participants du réseau et par quiconque a entrepris de la recherche empirique sur l'Afrique subsaharienne, que la qualité des données est peu fiable (quelque peu moins que pour les données monétaires) et qu'un effort majeur pour les améliorer est essentiel. La question spécifique à l'égard du Programme de Recherche du CREA et qu'il y a probablement une tendance pour les chercheurs à accepter et à utiliser des séries de données secondaires quelque peu sans esprit critique, avec la conséquence éventuelle que les résultats des analyses empiriques pourraient être imparfaites (si elles sont basées sur des données erronées) et les recommandations suspectes. La question clé du point de vue du Consortium est quel rôle - s'il y en a un - il doit jouer dans la contribution à l'amélioration de la qualité de l'information statistique, ou au moins à la sensibilisation des chercheurs à l'importance de scruter d'un oeil critique les données utilisées dans les travaux empiriques.

Evidemment, étant donné les coûts de la collecte des données, il est absolument irréaliste de suggérer que le CREA doit jouer plus qu'un rôle marginal dans la production effective de l'information statistique. Cependant, il pourrait encourager les chercheurs à a) examiner d'un oeil plus critique les sources de données sous-jacentes (vraisemblablement secondaires) qu'ils utilisent dans leur propre recherche; b) utiliser davantage les enquêtes existantes et, dans certains cas, concevoir et mener leurs propres enquêtes (évidemment, cette mesure que le CREA prévoit comme l'atelier récent sur la méthodologie des enquêtes suggérerait); et c) formuler des projets de recherche à forte intensité de données (tel que le développement des modèles d'ajustement structural). Les deux derniers points ci-dessus (b et c) sont directement liés au choix des thèmes majeurs de la recherche et à la longueur du cycle de la recherche. Nous retournons à cette série de questions dans la section IV.

Quatrièmement, l'évaluation de la qualité de la recherche par des chercheurs qui ont effectué de la recherche avant en Annexe C a indiqué que, typiquement, la méthodologie et le contenu des modules ultérieurs sont basés et repose sur ceux des études antérieures (comparer, par exemple, les Monographies III.V et III.A et la paire II.A et II.B). Dans notre évaluation de ces deux derniers rapports de recherche en Annexe C, nous avons

conclu que ces deux études fournissent un exemple excellent des avantages d'un projet subséquent basé et se reposant sur une recherche antérieure. La deuxième étude est une continuation directe de l'étude précédente et elle donne des suggestions extrêmement pertinentes à la politique qui ne seraient (ne pourraient) pas pu être obtenues sans une telle subvention du deuxième stade (de suivi).

Des rapports subséquents par le(s) même(s) auteur(s) tendent à dépendre de méthodologies quelque peu plus sophistiquées et transparentes. Bref, les tendances ci-dessus suggéreraient qu'un processus "d'apprendre en faisant" s'applique aux chercheurs du réseau.

Une autre tendance qui peut être observée est la proportion quelque peu plus importante des projets au cours des années récentes qui dépendent d'un équilibre général plutôt que d'un cadre d'équilibre partiel. Par exemple, au dernier atelier du CREA, cinq modèles macro-économiques et/ou d'équilibre général calculable ont été présentés (les projets de recherche A.9, A.13, B.2, D.11 et B.14). Ici encore une fois, l'Atelier Technique prévu sur l'équilibre général calculable indique que le CREA se réjouit de ce développement.

La publication dans une revue ou une périodique de bonne réputation est un autre indicateur important et relativement objectif de la qualité de la recherche. L'acceptation par les bonnes revues est basée sur un processus strict de répondants qui est souvent anonyme. Les résultats de la recherche du CREA paraissant dans des revues de haute qualité au cours des années récentes ont considérablement augmenté. On peut presque parler d'un bond quantique bien qu'on soit parti d'une base extrêmement faible car il n'existait pas de telles publications avant 1993. Depuis lors, il y a eu la publication remarquable du numéro spécial de *World Development* (Vol. 22, No. 8, août 1994) sur "La politique macro-économique et la croissance en Afrique: Quelques recherches soutenues par le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique". Ce numéro contient onze articles par les participants du réseau. La citation suivante par Anne Gordon Drabek dans son avant-propos au numéro spécial est révélatrice:

"A la demande des participants à l'atelier, les facilitateurs... se sont mis d'accord que les documents devraient être considérés pour un numéro spécial de cette revue. Les facilitateurs et les participants avaient l'impression qu'un numéro spécial représentant une sélection de recherches émanant du processus de recherche du CREA fournirait un excellent défi pour les chercheurs et une occasion pour les lecteurs de cette revue pour se familiariser avec le travail du CREA. Il a été précisé qu'aucune concession ne serait faite en termes des normes de la qualité.. Les directeurs et les rédacteurs de *World Development* espèrent que ce numéro spécial inaugurerait le commencement d'une nouvelle tendance - que plus d'économistes africains travaillant en Afrique réussiraient à disséminer leur recherche dans les revues les plus lues et respectées dans la profession de la science économique."  
(*World Development*, Vol. 22, No. 8, août 1994, p. 1104).

D'autres publications récentes qui méritent d'être signalées sont: Dejene Aredo, "L'Iddir: Une étude d'une institution financière informelle indigène en Ethiopie", *Savings*

*and Development*, Revue Trimestrielle No. 1, XVII, Milan, Italie; M.S.D. Bagachwa et A. Naho, "Estimation de la deuxième économie en Tanzanie", *World Development*, Vol. 23, No. 8, 1995; et, Eno Inanga et Chidozie Emenuga, "Les effets des plus-values et des impôts sur les rendements des capitaux propres sur le marché financier nigérian", *Revue Economique de la Banque Mondiale* (à paraître en 1995). Enfin, les deux premiers numéros d'une nouvelle revue, la *Revue Africaine de Politique Economique* (juin et décembre 1994) ont été exclusivement consacrés à des articles écrits par les participants du réseau. En plus des articles de revue publiés, la série des documents de recherche du CREA (34 rapports ont été publiés jusqu'ici) grandit. Les responsables supérieurs du FMI et de la Banque Mondiale m'ont dit que ces rapports circulent et sont consultés dans leurs institutions et sont pris de plus en plus au sérieux.

Le CREA a fait un travail remarquable de faciliter et de promouvoir le processus de publication et de dissémination des résultats de sa recherche. Une suggestion supplémentaire que j'ai lancée auprès des chercheurs était la possibilité d'une prime de publication ajoutée automatiquement aux subventions. L'objet de la prime serait de compenser les chercheurs pour le temps dont on a besoin pour convertir les rapports définitifs au format de soumission pour les articles attendus pour les revues de bonne réputation. La suggestion a été sanctionnée par tout le monde dans l'échantillon des participants qui ont été sondés (pour les détails, voir la section précédente).

## **IV. Evaluation de la pertinence à la politique et du choix des domaines thématiques**

---

En plus des mêmes résultats qui ont été mentionnés antérieurement et utilisés pour l'évaluation du processus de recherche (dans la section II) et de la méthodologie de la recherche (dans la section III), la présente évaluation de la pertinence à la politique et du choix des domaines thématiques dans la recherche du CREA a également dépendu a) des questionnaires de l'implication dans la politique distribués l'année dernière à 180 chercheurs et a donné 47 réponses; b) diverses évaluations préparées à la suite du séminaire exécutif sur la politique (y compris un examen des questionnaires remplis par 25 participants), et, c) un rapport très récent sur "Le CREA: Quelques réflexions sur la pertinence à la politique et l'impact de la recherche" (mai 1995) qui est basé sur les deux séries de questionnaires précédentes, en plus d'un examen des projets de recherche soumis pour considération à l'atelier du CREA de décembre 1994 et de conversations informelles que l'auteur du rapport ci-dessus a eu au cours de ces dernières années avec les participants du réseau.

Nous commençons cette évaluation avec les réponses et les réactions des participants du réseau.

### **Evaluation de la pertinence à la politique et le choix des domaines thématiques par les participants du réseau**

Ici encore une fois, une série de questions ont été posées d'une manière sélective pendant les entrevues en vue d'éliciter les réactions des participants relativement à leur perception des différents aspects de la pertinence à la politique et du choix des domaines thématiques. Quelques-unes (et dans certains cas toutes) des questions ont été posées pendant les entrevues:

Pensez-vous que le processus actuel va suffisamment loin pour s'assurer que la recherche aboutit à des recommandations en matière de politique utiles sur le plan de l'opération? Quelles modifications (améliorations) proposeriez-vous pour accroître l'utilité opérationnelle des projets de recherche et tirer l'attention des dirigeants sur les résultats de la recherche? Serait-il désirable d'entamer un dialogue avec les dirigeants dans le processus de formulation des projets et/ou pendant n'importe lequel des stades de la soumission initiale au rapport définitif? Pensez-vous que la série actuelle de domaines thématiques est la plus pertinente et importante pour le CREA pour la recherche orientée

vers la politique à l'heure actuelle? Avez-vous des suggestions pour les changements dans le portefeuille des domaines thématiques, y compris de nouveaux thèmes?

Chercheur B: "Les domaines thématiques actuels sont très appropriés. Le Document Spécial par T. Ademola Oyejide commandé par le CREA sur la réponse de l'offre a fourni l'impulsion nécessaire pour mon projet de recherche<sup>9</sup>. D'autres documents de recherche du même genre ont fourni une impulsion semblable à d'autres chercheurs."

Chercheur C: "Pendant toute la vie du CREA, l'accent a été mis sur la pertinence à la politique. Dans mon propre cas, je me suis mis en rapport avec quelques économistes au Ministère de l'Agriculture et d'autres agences relativement à mon projet. Les séminaires entre les chercheurs et les dirigeants sur les projets de recherche en cours et achevés portant sur tous les domaines thématiques au niveau du pays sont d'une extrême utilité. Ceci donne aux chercheurs et aux dirigeants l'occasion de réfléchir ensemble au niveau du pays. En ce qui concerne les thèmes de la recherche, un sujet qui a besoin d'être ajouté est l'analyse des causes de la pauvreté. Dans beaucoup de nos pays, le crime est en haute corrélation avec la pauvreté."

Spécialiste D: "Différents groupes thématiques ont différentes cultures selon la composition des spécialistes impliqués. Certains groupes fonctionnent bien en adoptant une attitude positive envers les nouveaux projets de recherche et opèrent quelque peu comme un comité de doctorat dans la gestion de ces projets de recherche en vue de les améliorer. D'autres groupes opèrent différemment. Ceci est reflété par les différents taux de refus de nouveaux projets de recherche parmi les différents groupes. Dans un des groupes, l'ambiance tendait à être conflictuelle par le passé. Ceci a probablement abouti à la soumission de moins de projets de recherche à ce groupe. Les chercheurs potentiels sont conscients de la possibilité du traitement différentiel. En ce qui concerne la question de si ou non la série actuelle des domaines thématiques est la plus appropriée, ma réaction est mixte. D'une part, la série actuelle est quelque peu étroite. D'autre part, il y a le danger que si on sort de la série actuelle des domaines thématiques, le contrôle de la qualité des projets de recherche dans de nouveaux sujets additionnels peut être difficile à exercer et pourrait aboutir à des produits de mauvaise qualité. Cependant, une certaine extension des domaines thématiques est probablement désirable. Il y a déjà un mouvement en cours vers l'étude de la pauvreté. On se prépare pour un tel mouvement comme les ateliers récents sur la méthodologie des enquêtes et l'équilibre général calculable suggéreraient. Il y a beaucoup de confusion en ce qui concerne ce que signifie la pertinence à la politique. Un dialogue entre les dirigeants et les universitaires n'est pas forcément désirable. Il serait difficile de documenter le fait que la recherche du CREA, jusqu'ici, a eu un effet et un impact clairs sur la politique. Un but intermédiaire important de la recherche est d'avoir une compréhension beaucoup meilleure des causes sous-jacentes de la pauvreté."

Spécialiste E: "Je suis quelque peu sceptique du fait que la pertinence à la politique

doit être un objectif majeur de la recherche. Elle est rarement un objectif de la recherche dans les pays développés.”

Chercheur F: “Dans le choix des thèmes de recherche, c’est le moment d’aller au-delà de la stabilisation et de l’ajustement structural en tant que tel vers des questions liées à l’allègement de la pauvreté, au développement humain et aux marchés du travail. Auparavant, j’avais voulu soumettre un projet de recherche sur une étude d’une mesure des niveaux de vie. Il n’a pas été soumis parce que l’allègement de la pauvreté n’était pas un des thèmes en cours. Il y a d’autres sujets possibles qui pourraient être ajoutés à la série de thèmes actuelle, tels qu’une étude des services formels et informels dans un certain nombre de pays africains; les coûts de transport sont extrêmement élevés. Mon pressentiment est que la sélection des sujets de recherche du CREA a été influencée par la Banque Mondiale. Ma propre recherche sur l’impact de la dévaluation a été abondamment utilisée par les dirigeants et a eu un impact direct sur les actions de la Banque Centrale. Les ateliers nationaux sur la politique organisés par le CREA fournissent un lien excellent entre les agences clés telles que les Banques Centrales et les chercheurs.”

Spécialiste G: “Il est possible que dans le choix des domaines thématiques, le CREA ait été trop influencé par la Banque Mondiale et le FMI.

Membre du Comité Consultatif H: “A l’heure actuelle, on a besoin de nouveaux thèmes, par exemple l’emploi et la pauvreté.”

Chercheurs I et J: “Il est important d’élargir les domaines thématiques afin d’inclure des questions relatives à la pauvreté, à l’emploi, aux marchés du travail, aux questions du genre et à l’environnement. L’atelier national sur la politique tenu dans notre pays a été très utile; les dirigeants ont commenté les projets de recherche en cours. Il est important pour les chercheurs d’obtenir les réactions des dirigeants au début ou au milieu du processus de recherche. On ne doit pas attendre jusqu’à ce que la recherche soit achevée. C’est l’avantage de l’atelier national ci-dessus.”

Spécialiste K: “L’ensemble de la question des thèmes de recherche appropriés doit être examinée d’une manière dynamique. Etant donné les contraintes relatives aux ressources auxquelles le CREA doit faire face, la série actuelle de domaines thématiques est bonne. Le processus de recherche est dépendant de la demande. Rien n’empêche les chercheurs de soumettre des projets de recherche sur, par exemple, les questions relatives à la pauvreté. Auparavant, on s’est probablement trop concentré sur les questions macro-économiques. Les séances plénières pourraient probablement être utilisées pour ouvrir de nouveaux thèmes. Les deux dernières séances plénières ont été trop théoriques. Le CREA doit commencer à encourager davantage d’études sur les effets des politiques de stabilisation et d’ajustement structural sur la santé, la pauvreté, l’emploi et l’habitat. Les institutions peuvent avoir un impact majeur sur le développement. Nous devons étudier les histoires de réussite ailleurs et voir si elles peuvent être reproduites en Afrique subsaharienne. Par exemple, une comparaison des institutions en Indonésie et au Nigéria

pourrait être instructive. Nous avons besoin d'identifier les ingrédients institutionnels réussis et explorer leur transférabilité éventuelle à nos propres situations. Pour cela, nous avons besoin de chercheurs supérieurs sages qui pourraient faire équipe avec les collègues plus jeunes. Si les résultats de la recherche sont pertinents pour la politique, ce produit (c.-à-d. les résultats) doit atteindre les consommateurs, c.-à-d. les dirigeants. A cet égard, les résumés analytiques et d'autres moyens de dissémination des résultats aux ministères des gouvernements et aux agences peuvent jouer un rôle important. Quelques bibliothèques choisies doivent être établies en Afrique subsaharienne ou les références clés, y compris les résultats de la recherche du CREA sont accessibles. Personnellement, je n'ai pas tellement réussi à entamer le dialogue avec les dirigeants."

Spécialiste L: "On a besoin de nouveaux thèmes mais ceci exigera l'adjonction de nouveaux spécialistes ayant la compétence nécessaire. Quand un document sur la pauvreté a été présenté dans notre groupe, il n'y avait pas de spécialiste particulièrement compétent pour l'évaluer."

Chercheurs M et N: "Le domaine thématique doit être élargi pour inclure les questions relatives à la pauvreté, aux marchés du travail et à l'emploi."

Chercheur O: "Certains de mes collègues trouvent le domaine thématique actuel trop limité. Les sujets thématiques actuels sont très importants et appropriés pour la situation actuelles de nos pays. Si le CREA s'élargit trop dans sa recherche, il risque de s'attirer des problèmes. Cependant, étendre le domaine afin d'inclure les questions se rapportant à la pauvreté semble nécessaire en ce moment. La première étape serait une séance plénière sur la pauvreté et les filets de sécurité. La nouvelle modalité des projets comparés pourrait beaucoup éclaircir des questions telles que la manière dont le processus budgétaire est abordé dans différents pays."

Spécialiste P: "Etant donné les distorsions qui étaient courantes pendant les années 80, les domaines thématiques choisis par le CREA étaient probablement appropriés. Il ne doit pas être trop difficile d'élargir les domaines thématiques à la longue. On ne doit pas élargir les domaines thématiques trop rapidement - on a besoin d'un centre d'intérêt. De nouveaux sujets peuvent entrer par les canaux existants (probablement les groupes existants). Davantage de travail sur la pauvreté est très désirable. Auparavant, il a été décidé de se servir des séances plénières pour signaler les nouvelles orientations de la recherche et des thèmes. La prochaine étape consisterait probablement à avoir une séance plénière traitant des questions relatives à la pauvreté. Dans une large mesure, la sélection des sujets de recherche doit être régie par la demande. Une connaissance des institutions et des normes est importante pour mieux comprendre le processus de développement. Le Consortium n'a pas abordé ces questions d'une manière directe. Dans le groupe AT, quelqu'un a présenté des modèles qui se rapportaient peu à la réalité institutionnelle et aux conditions initiales sous-jacentes. Il serait utile d'étudier les rapports définitifs existants en vue de voir combien de recommandations ont été incorporées à la formulation de la politique. Au moins dans une certaine mesure, le portefeuille de recherche du CREA

a été influencé par la Banque Mondiale et le FMI, directement ou indirectement, par le biais de leur représentation sur le Comité Consultatif et parmi les spécialistes. Alors que nous ne voudrions pas que le CREA devienne l'otage du consensus de Washington, il est très difficile de trouver des spécialistes compétents reflétant d'autres vues et techniquement compétents dans de nouveaux domaines tels que l'allègement de la pauvreté. Bref, une certaine diversification du portefeuille de la recherche semble faire du sens à l'heure actuelle."

Spécialiste Q: "Il y a de l'évidence de différentes cultures des groupes thématiques. Dans certains groupes, on a tendance à répéter ce qui a été fait antérieurement. Certains groupes donnent plus de conseils que d'autres. En général, certains des problèmes passés qui existaient dans certains groupes semblent avoir été résolus. Le moment est arrivé pour élargir le domaine de la recherche. Il est dangereux de nous limiter exclusivement aux études basées sur le consensus de Washington. Parmi les sujets que le CREA doit ajouter sont les marchés du travail, la répartition du revenu, la pauvreté, et le comportement des ménagers. Ces sujets pourraient former un groupe de sujets en corrélation fort. Une étape immédiate, avant d'ajouter un nouveau domaine thématique, consisterait à ajouter un sous-groupe à un des domaines thématiques existants. Evidemment, cela exigerait l'adjonction de spécialistes compétents à ce groupe."

Spécialiste R: "Les domaines thématiques sélectionnés par le CREA étaient appropriés étant donné les conditions qui prédominaient à cette époque-là. Ni le gouvernement ni le public dans beaucoup de pays africains n'était convaincu de la nécessité des politiques d'ajustement et on avait besoin d'un ensemble de recherche pour éclaircir ces questions et éduquer le public et le gouvernement. En fin de compte, je pense que le CREA doit considérer l'idée d'ajouter un nouveau groupe (comme AT). On doit encourager les chercheurs à soumettre des projets de recherche liés aux questions relatives à la répartition du revenu et à la pauvreté. Cela exigera le renforcement de la capacité du Secrétariat et des spécialistes d'arbitrer et d'évaluer ces projets de recherche. En tout cas, il sera nécessaire d'ajouter de nouveaux spécialistes. Je proposerais que l'on organise une séance plénière sur la pauvreté. Le CREA pourrait aussi encourager davantage de recherche traitant des questions de l'économie politique. En général, nous avons besoin de davantage d'études comparées."

Spécialiste S: "Les domaines thématiques actuels sont appropriés. Il y a beaucoup de flexibilité dans le système. Tout projet de recherche traitant des questions macro-économiques peut être incorporé dans un des quatre groupes thématiques. Je ne serais pas en faveur de partir d'un accent sur la recherche macro-économique. Il n'est pas clair qu'il existe une base méthodologique suffisamment forte pour étudier les questions relatives à la pauvreté."

Spécialiste U: "J'ai l'impression que l'impact de la recherche du CREA sur la politique est très limité. Au niveau du Secrétariat et du Comité Consultatif du CREA, il faudrait qu'on réfléchisse davantage sur la manière dont la recherche pourrait être mieux focalisée

pour la rendre plus pertinente à la politique. Si l'objectif est d'avoir un impact sur la politique, on doit commencer à poser les questions de politique pertinentes. Si différents chercheurs dans différents pays commençaient avec essentiellement la même série de questions de politique, il serait probablement possible de distiller une vue du CREA des analyses qui en découleraient. Les titres des quatre domaines thématiques se rapportent peu au sujets spécifiques qu'on étudie sous leur égide. Les titres ne sont pas représentatifs du contenu de la recherche des groupes donnés. On a besoin de davantage de transparence. Il peut être convenable de terminer progressivement quelques-uns des thèmes existants tels que les taux de change et la stabilisation et d'introduire progressivement de nouveaux thèmes tels qu'un groupe de sujets sur les ressources humaines qui inclurait la pauvreté."

Membre du Comité Consultatif V: "Je suis inquiet du grand nombre de projets de recherche qui ont été jugés peu satisfaisants dans certains groupes à cet atelier du CREA. Auparavant, nous avons rencontré des problèmes semblables dans le groupe C. (Dans le groupe AT, seulement un projet de recherche sur sept a été accepté catégoriquement à l'atelier de mai-juin 1995.) Le groupe AT n'a pas encore développé une circonscription. Il est possible que les spécialistes ne donnent pas suffisamment de conseils aux chercheurs. Les conseillers techniques dans le groupe ne sont pas encore très homogènes et ceci peut mener à des conseils insuffisants. Il y a un risque que différentes normes soient appliquées à différents groupes. Il serait malheureux si le terrain n'était pas plat dans certains groupes."

Membre du Comité Consultatif X: "J'ai participé au séminaire exécutif récent sur la politique que j'ai trouvé énormément réussi. Auparavant, j'avais participé à des séminaires exécutifs sur la politique similaires de la Banque Mondiale. La différence était qu'au séminaire exécutif du CREA, nous avons écouté nos propres chercheurs. Davantage de gouverneurs des Banques Centrales et de secrétaires généraux devraient participer à de tels séminaires. Ceci est notre fenêtre sur le monde réel."

## Evaluation de la pertinence à la politique et du choix des domaines thématiques

### *La pertinence à la politique*

Avant d'évaluer la pertinence à la politique des résultats de la recherche du CREA, il faut souligner, au préalable, qu'il n'y pas de consensus parmi les participants du réseau (et la profession en général) que la pertinence à la politique doit forcément être un objectif majeur de la recherche. Au moins quelques participants -comme il a été signalé dans la sous-section précédente - prennent la position que la recherche économique doit aborder des questions théoriques importantes et être solide du point de point technique et méthodologique en tout premier lieu. La pertinence à la politique, plutôt que d'être la principale motivation pour entreprendre les projets de recherche, doit en être une conséquence secondaire. Les partisans de cette position font remarquer que dans les

pays développés, la meilleure partie de la recherche économique n'est ni directement guidée par, ni révélatrice au sujet des questions de politique. A son mieux, elle tente de pousser en avant la frontière de la connaissance et peut contribuer à la formulation d'une politique améliorée mais seulement indirectement et, souvent, après un long retard.

Par contraste, la majorité des participants ont été d'accord que la pertinence à la politique doit être un critère clé dans la sélection des sujets de recherche. A mon avis, le besoin de conseils en matière de politique est écrasant en Afrique aujourd'hui et que l'avantage comparé des chercheurs africains locaux réside plus dans la résolution des problèmes économiques contemporains auxquels le continent est confronté et dans l'identification et la description précise des faits stylisés et de la structure de leurs propres cadres économiques que dans l'avancement du dernier cri théorique pour la profession en général. En fait, je soutiendrais qu'on capturait avec succès les faits stylisés en cours dans différents cadres africains et le comportement des différents agents, les économistes africains peuvent contribuer à une spécification plus précise des modèles aux niveaux macro- et micro-économique se conformant à la réalité africaine et de ce fait à une meilleure compréhension du cadre de la politique.

Soutenir que la recherche du CREA devrait être opérationnellement utile n'implique pas du tout qu'elle devrait être moins rigoureuse au niveau technologique et méthodologique. Le standing, la réputation et la crédibilité des chercheurs en dernière analyse dépendent de l'utilisation des méthodologies et techniques solide et appropriées dans leurs projets. Cependant, la trousse à outils théorique provenant des et conçues pour les pays développés et enseignée dans les principaux départements d'économie en Amérique du Nord et en Europe peut ne pas forcément être la plus appropriée étant donné les conditions et les cadres initiaux en cours en Afrique aujourd'hui. Dans un certain nombre de cas, la trousse à outils occidentale peut probablement être quelque peu modifiée et adaptée afin qu'elle se conforme aux conditions initiales en cours en Afrique. Encore une fois, ceci renforce le cas pour davantage d'études inductives (du bas vers le haut) qui correspondent à et reflétant mieux la réalité africaine sous-jacente que les modèles tous faits adaptés à des cadres quelque peu différents. Bref, dans le contexte africain, la recherche pertinente à la politique peut aller de pair avec de nouvelles spécifications méthodologiques qui se conforment mieux à la réalité africaine. En fait, on peut soutenir que les spécifications améliorées relèvent le niveau de la pertinence à la politique.

Nous pouvons alors tourner à un examen de l'évidence. Dans une étude effectuée par un consultant retenu par le CREA, un système de classement des projets de recherche présentés à l'atelier de recherche du CREA de décembre 1994 a été conçu en termes du niveau de l'attention prêtée aux considérations de politique (de 1 = "pas de traitement de questions relatives à la politique", à 5 = "la question de politique était clairement la motivation agissante derrière l'étude et les liens ont été clairement abordés dans le projet entier"). Ce système de classement a donné une distribution bimodale avec 15 projets qui ont reçu une note de 2, 7 projets une note de 4 et seulement 4 une note de 5. Le rapport a conclu que

"La majorité des projets de recherche n'ont pas suffisamment tenu compte

de la politique... Il y a peu d'évidence d'une compréhension de qui sont les acteurs majeurs dans la prise de décisions relatives à la politique et qui d'autre pourrait les influencer.... Les conseillers techniques donnent la priorité aux questions conceptuelles et méthodologiques globales.... A seulement quelques exceptions, les projets de recherche examinés n'abordent pas d'une manière adéquate la pertinence de l'étude à la politique.... Il semble que beaucoup de chercheurs ont peur de l'arène de la politique parce qu'elle est devenue tant politisée dans leurs pays. Ils se sentent plus en sécurité en adoptant une approche académique et en développant leurs références académiques par le biais des publications, plutôt que de s'engager à des débats délicats.... Les chercheurs croient que leur crédibilité professionnelle sera basée entièrement sur le "mérite technique" de leur recherche, et non sur leur capacité d'élaborer des solutions praticables en matière de la politique."

Je considérerais cette dernière stratégie des chercheurs qui consiste à donner la priorité au mérite technique comme une force plutôt qu'une faiblesse<sup>10</sup>.

Bien que je n'aie pas tenté de classer la pertinence à la politique des projets de recherche soumis à l'atelier de mai-juin 1995, j'ai l'impression qu'ils tendaient à être considérablement plus pertinents à la politique qu'à l'atelier de décembre 1994.

Une analyse des réponses au questionnaire sur l'implication dans la formulation de la politique dont le but était d'évaluer la mesure dans laquelle les chercheurs du CREA contribuaient à la formulation de la politique économique africaine a révélé que 70% des sondés étaient impliqués dans la recherche sur la politique; 43% avaient fournis des conseils directs sur la politique; 49% avaient été impliqués dans l'accroissement de la capacité analytique des institutions nationales de formulation de la politique économique (principalement par le biais de la formation des fonctionnaires); et 17% occupaient des positions publiques formelles. A la question concernant les principaux facteurs qui ont entravé l'implication active dans la formulation de la politique économique, à peu près la moitié des sondés ont indiqué que c'était parce que la formulation de la politique nationale était trop politisée dans leurs pays et que les décisions n'étaient pas prises sur la base d'une analyse objective. Un nombre significatif des sondés et des participants du réseau ont fortement soutenu l'utilisation des ateliers nationaux sur la politique. Ils étaient convaincus que c'était un des meilleurs véhicules pour les résultats de la recherche du CREA.

Le Séminaire Exécutif sur la Politique a sans aucun doute été très réussi. Neuf sur dix participants ont indiqué que la présence au séminaire était une expérience utile et qu'ils assisteraient à un autre. Pratiquement tous les participants ont mentionné que, suite au séminaire, ils seraient plus susceptibles d'associer les chercheurs du CREA à l'analyse décisionnelle afin de s'assurer qu'eux-mêmes et leur personnel passeraient en revue régulièrement le matériel du CREA. De même, 88% des participants ont indiqué que la recherche présentée au séminaire avait ajouté à leur compréhension ou connaissance des questions de politique générale. Enfin, huit sur dix sondés ont indiqué que le séminaire leur avait fourni des idées de la manière dont les dirigeants pouvaient dialoguer plus

efficacement dans leurs pays respectifs.

Me basant sur l'évidence ci-dessus venant d'une variété de sources et de l'analyse connexe, je dois conclure que le CREA a fait un effort énorme - par le biais d'une variété de modalités - pour encourager la recherche pertinente à la politique. Cependant, la pertinence à la politique ne peut pas être évaluée dans un vide. Elle doit être liée aux thèmes de recherche prioritaires. D'où dans la sous-section suivante, la pertinence des domaines thématiques du CREA est discutée avant de tourner aux remarques finales relatives à la pertinence à la politique en général.

## *Le choix des domaines thématiques*

Il paraît qu'il y a un consensus fort parmi les participants du réseau que les quatre domaines thématiques actuels sont quelque peu trop contraignants et étroitement focalisés et qu'il faut donner la priorité à l'extension du domaine de la recherche en vue d'inclure des questions relatives à l'allègement de la pauvreté. Cette perception devient claire des entrevues que j'ai eu avec les participants (pour les détails et les réactions spécifiques, voir la sous-section précédente sur "L'évaluation de la pertinence à la politique et du choix des domaines thématiques par les participants du réseau"). On peut trouver davantage d'évidence de cette perception dans les analyses du questionnaire sur l'implication dans la formulation de la politique et du Séminaire Exécutif sur la Politique. Les réactions suivantes, entre autres, étaient celles des participants: "Le CREA a besoin d'être flexible en termes de ses domaines de recherche thématique..., Il serait désirable que le CREA puisse étendre la portée de ses domaines thématiques afin d'inclure des études visant l'allègement de la pauvreté en Afrique.... "

Il y a deux autres questions qui ont rapport à la série actuelle de domaines thématiques et à l'organisation des groupes thématiques qui ont besoin d'être abordées brièvement avant de retourner à la discussion d'une extension éventuelle du domaine de recherche. Premièrement, les titres des quatre thèmes (et groupes) de recherche ne reflètent pas correctement les sujets qui se trouvent sous leurs égides respectives. (Voir, en particulier, les commentaires du spécialiste U à la page 40 ). Par exemple, pendant le dernier atelier (mai-juin 1995), quatre projets de recherche traitant de différents aspects de la réponse des approvisionnements agricoles ont été présentés dans le groupe A et deux sur le même sujet ont été présentés dans le groupe AT. Par ailleurs, même si on avait prévu que les modèles de l'équilibre général calculable devraient appartenir convenablement au domaine du groupe AT, un modèle de l'équilibre général calculable a été présenté dans le groupe A<sup>11</sup>. Le manque de transparence apparent relatif au contenu de chaque groupe peut probablement s'expliquer en termes d'une évolution historique par laquelle des modifications et adjonctions graduelles ont été faites dans chaque groupe qui a fait que les titres antérieurs n'étaient plus clairement représentatifs au contenu de la recherche effective par opposition au contenu prévu. Il faut que cette question soit réexaminée et qu'une série de titres et une division du travail parmi les groupes plus rationnelles soient soigneusement considérées.

La deuxième question concerne la réaction des participants du réseau souvent écoutée

(voir la section précédente sur les entrevues) que différentes cultures de groupes ont cours. On dit que certains groupes sont plus accommodants et encourageants que d'autres. Il paraîtrait qu'il y a une certaine justification (validité) dans le soutien de cette vue en jugeant des taux de refus considérablement différentiels des nouveaux projets de recherche et du travail en cours parmi les groupes pendant le dernier atelier<sup>12</sup>.

Avant que l'on ne puisse faire toute recommandation pour étendre le domaine thématique du CREA, quelques questions préalables doivent être soulevées et avec un peu de chance résolues tout d'abord, c.-à-d. "Quelles seraient les implications d'une telle extension pour la capacité du Secrétariat et du jeu de conseillers techniques actuel d'évaluer des projets de recherche dans ce domaine?"; "Plus spécifiquement, quelles seraient les implications sur la dotation en personnel du Secrétariat du CREA et des conseillers techniques?"; "Quelle serait la meilleure manière d'introduire progressivement un nouveau thème dans le cadre organisationnel actuel du CREA?"; et la série de questions la plus fondamentale: "Quel est le raisonnement pour ajouter de nouveaux sujets, quel serait le domaine spécifique (la substance) du nouveau thème et y a-t-il un fondement et un cadre méthodologiques suffisamment forts (c.-à-d. le dernier cri) au sein desquels les questions relatives à la pauvreté peuvent être analysées relativement objectivement d'un point de vue théorique et empirique?".

Nous commençons par aborder cette dernière série de questions. Le raisonnement fondamental pour encourager la recherche sur la pauvreté est qu'elle se fait un peu partout et se détériore en Afrique subsaharienne. De toutes les régions en développement dans le monde, la sévérité de la pauvreté et de la sous-alimentation est la plus grande dans ce sous-continent et elle s'accroît aussi le plus rapidement. Evidemment, les politiques de stabilisation et d'ajustement structural (PSAS) étaient une condition nécessaire pour la restauration d'un certain degré d'équilibre extérieur et intérieur en Afrique sans lequel les conditions économiques et sociales seraient probablement devenues critiques. Il y a de l'évidence que depuis le milieu des années 80, les pays africains qui avaient effectivement mis en oeuvre les PSAS ont eu de meilleures performances en termes de la croissance que les pays qui n'ont pas ajusté ou qui ont ajusté d'une manière marginale. Il y a aussi de l'évidence basée sur un programme de recherche de sept ans sur l'impact de l'ajustement structural sur la pauvreté portant sur dix pays subsahariens que les politiques d'ajustement n'ont pas typiquement blessé les pauvres<sup>13</sup>. Dans une synthèse de leur recherche, les auteurs ont conclu que "Alors que nous avons trouvé que (les politiques d'ajustement) .... normalement ne nuisent pas aux pauvres (et souvent leur font du bien), nous sommes néanmoins inquiets de la persistance des prêts d'ajustement et du manque d'une vision plus large des moyens d'accélérer la croissance et d'alléger la pauvreté." (Sahn, *et al.*, *op.cit* p155). Dans leur analyse, ils font remarquer tout d'abord qu'au début les PSAS n'étaient pas adressés à l'allègement de la pauvreté mais étaient plutôt conçus pour atténuer les déséquilibres non durables. Par conséquent, c'est sous cet angle que leur impact doit être évalué. Ils croient que tandis qu'une croissance économique plus rapide et plus stable contribuera finalement à l'allègement de la pauvreté, des actions complémentaires immédiates sont néanmoins nécessaires pour satisfaire aux besoins des pauvres. J'ai expliqué clairement ailleurs mes propres recommandations relativement aux composants d'une stratégie de développement à long terme pour l'Afrique

subsaharienne qui abordent un certain nombre de ces mesures complémentaires<sup>14</sup>. Les mesures d'ajustement doivent être complétées et renforcées par une série de politiques complémentaires critiques si une croissance à long terme durable avec l'allègement de la pauvreté va être réalisée.

Il y a au moins deux approches à l'allègement de la pauvreté. La première est la reconnaissance que les moyens clés d'une réduction de la pauvreté est par la création de davantage de possibilités d'emploi. Pour comprendre la détermination des salaires (et les revenus actualisés des travailleurs indépendants) et déterminer le nombre des emplois éventuels dans les secteurs formel et informel qui peuvent être créés, les marchés du travail doivent être étudiés. Etant donné que les marchés du travail tendent à être fortement segmentés (selon les aptitudes et d'autres caractéristiques) en Afrique subsaharienne, les conditions spécifiques de l'offre et de la demande de la main-d'oeuvre en cours dans les différents marchés segmentés ont besoin d'être identifiées et analysées. Plus particulièrement, sur le côté de l'offre de la main-d'oeuvre, les déterminants de la participation de la main-d'oeuvre (particulièrement pour les femmes) doivent être mieux compris. Sur le côté de la demande de la main-d'oeuvre, la question clé est quelle la meilleure stratégie en termes de la contribution à la croissance globale et à l'emploi (et par là l'allègement de la pauvreté). La stratégie doit être adaptée à l'identification, dans la mesure du possible, des technologies qui sont efficaces tout en étant à forte intensité de travail, et des liens intra- et inter-sectoriels qui encouragent la création de l'emploi. Un déterminant additionnel des revenus clé est le niveau de l'investissement en capital humain qui lui-même dépend des dépenses de l'enseignement public et privé.

L'autre approche à l'allègement de la pauvreté consiste à se concentrer sur le rôle du gouvernement dans les domaines directement ou indirectement liés à l'allègement de la pauvreté tels que i) l'éducation, la santé et la nutrition - à long et à court terme (c.-à-d. par les filets de sécurité); et ii) l'investissement public dans l'infrastructure (les marges de transport et de commercialisation sont plus élevées en Afrique qu'en Asie, largement à cause du mauvais état du système de transport). Quand ces projets sont bien conçus, ils tendent à exiger beaucoup de main-d'oeuvre non spécialisée pendant la phase de la construction.

La politique fiscale doit être examinée minutieusement sur le côté des recettes (par exemple l'incidence de l'impôt, les recettes fiscales, et l'impact sur l'affectation des ressources) et sur le côté des dépenses (qui reçoit quels services et avantages; et quels sont les effets directs et indirects sur l'emploi?). L'expérience avec les tentatives de stabiliser les économies africaines pendant les années 80 a démontré que les problèmes fiscaux sont plus profonds que la réduction des déficits budgétaires. Une question clé additionnelle est l'impact de la compression des effectifs du secteur public (et la réduction concomitante du nombre de fonctionnaires) sur les marchés du travail.

En résumé, les questions relatives à l'allègement de la pauvreté pourraient être le mieux recherchées au sein d'un groupe de composants intimement liés comprenant "la pauvreté, l'emploi, les marchés du travail, le capital humain et le rôle fiscal de l'Etat en ce qui concerne les ressources humaines."

La question suivante cherche à savoir si l'art et la méthodologie sont suffisamment développés pour étudier ce groupe de sujets relativement objectivement et capables de

produire des recommandations robustes sur la politique. Une question auxiliaire est si suffisamment d'information est disponible actuellement sur ces sujets pour effectuer des études empiriques au sein du continent africain.

Je prétends que la réponse aux deux questions est à l'affirmatif. Dans ce qui suit, je fais très brièvement l'esquisse du cas au soutien de l'affirmation ci-dessus. Une analyse de la pauvreté exige qu'elle soit mesurable. Les chercheurs ont déjà accès à une littérature rigoureuse sur les mesures de la pauvreté et la dérivation des seuils de pauvreté.<sup>15</sup> Certaines des mesures de la pauvreté sont plus décomposables pour qu'elles soient bien adaptées aux études empiriques tentant d'analyser et de décomposer la pauvreté par la région, les groupes socio-économiques, les caractéristiques des ménages, et d'autres critères<sup>16</sup>. Les questions relatives à l'emploi et aux marchés du travail ont également été abondamment étudiées et analysées dans les pays développés.<sup>17</sup>

Le dernier cri relativement à la théorie du capital humain et les avantages économiques et sociaux de l'éducation est méthodologiquement très fort, ayant parmi ses collaborateurs un certain nombre de lauréats du Prix Nobel. Enfin, il y a aussi une littérature naissante sur l'incidence et les avantages de l'impôt comme ils se rapportent à l'éducation, à la santé et à d'autres services.

En admettant qu'il existe une base méthodologique rigoureuse pour étudier les questions dans le groupe pauvreté-emploi-marchés du travail-ressources humaines, la base de l'information est-elle suffisante pour entreprendre des études empiriques pertinentes à la politique sur et en Afrique subsaharienne? La réponse à cette question doit être "oui". Il existe déjà beaucoup d'études portant sur une variété de dimensions du groupe ci-dessus et s'étendant à beaucoup de cadres africains (pays, régions et villes) qui ont été achevées et seulement partiellement exploitées par les chercheurs. La plupart de ces études ont été financées et entreprises par les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux (quelques-unes sous l'égide des Etudes sur les Niveaux de Vie de la Banque Mondiale). Ces études sont facilement accessibles dans une forme facile à utiliser et méritent d'être analysées. De plus, en accord avec mon appel antérieur aux chercheurs du CREA d'accorder une importance plus particulière aux études inductives, il pourraient y avoir une récompense importante aux chercheurs qui conçoivent et gèrent leurs propres enquêtes adaptées spécifiquement aux questions qu'ils étudient. Il est symptomatique que pendant ces dernières années, certains des articles les plus intéressants dans les revues de premier rang ont été consacrés à l'analyse des caractéristiques et du comportement des ménages africains largement basés sur les enquêtes existantes. La plupart de ces enquêtes ont été entreprises par des chercheurs non africains. Evidemment, le CREA renonce probablement à une occasion potentielle d'explorer un domaine très prometteur.

Il est important de se rappeler, dans ce contexte, que les projets du CREA les plus réussis en termes du nombre de références qui y sont faites dans la littérature professionnelle et aux yeux des dirigeants supérieurs et de beaucoup de chercheurs du CREA ont été sur le secteur financier. La moitié des dirigeants qui ont participé au Séminaire Exécutif sur la Politique ont indiqué que les documents sur le domaine ci-dessus avaient contribué le plus à leur connaissance, citant particulièrement le document sur le secteur financier informel comme celui qui avait offert de l'information particulièrement nouvelle. Beaucoup des projets sur les secteurs financiers formels et

informels et les liens entre eux ont dépendu de l'information provenant des enquêtes.

Pour toutes les raisons ci-dessus, le cas pour ajouter un nouveau groupe de sujets thématiques (la pauvreté) est très fort. Les implications pour le CREA seraient - comme un minimum - d'avoir à ajouter un certain nombre de spécialistes compétents pour arbitrer les projets de recherche soumis initialement et participer aux discussions de groupe pendant les ateliers. (Il ne serait probablement pas nécessaire d'ajouter, disons, un autre coordinateur de la recherche adjoint au Secrétariat du CREA pour étudier les projets de recherche initiaux si cette tâche pourrait être déléguée à des spécialistes agissant comme premiers arbitres).

Comment ce groupe de sujets peut-il être introduit progressivement au programme du CREA? A un extrême, on peut soutenir que les projets de recherche s'inscrivant dans le domaine de ce groupe de sujets pourraient être considérés et financés sous la rubrique de la recherche non thématique. Les partisans de cet argument maintiennent que la recherche est motivée par la demande et s'il y a suffisamment de demande effective de la part des chercheurs potentiels pour soumettre des projets au sein de ce groupe de sujets, leurs projets de recherche seraient évalués dans la catégorie non thématique. Je trouve cet argument peu convaincant. De mes entrevues avec les participants, j'ai eu l'impression forte qu'un certain nombre de chercheurs potentiels s'intéressant à étudier les sujets liés à la pauvreté avaient été découragés de soumettre des projets de recherche et/ou informés que de tels sujets ne s'inscrivaient pas dans les domaines thématiques prioritaires du portefeuille de recherche du CREA. Les thèmes "affichés" et la connaissance cumulative du contenu des projets de recherche qui étaient financés (par opposition à ceux qui n'ont pas été financés) donnent des signaux forts aux demandeurs de la fonction de préférence du Secrétariat et des spécialistes appartenant aux groupes thématiques respectifs. Dans ce sens, les "facteurs de l'offre" (c.-à-d. les préférences thématiques du CREA et les prédilections des conseillers techniques) ont une influence majeure sur la substance des projets de recherche soumis. Je découragerais également toute tentative d'introduire progressivement ce nouveau groupe de sujets d'une manière déguisée en l'ajoutant à un groupe existant. Il mérite un groupe séparé de son propre chef étant donné son importance fondamentale.

Il est symptomatique de la prévoyance et de la sagesse du Consortium qu'il a déjà prévu et fait le travail préparatoire pour l'adjonction éventuelle d'un groupe de sujets sur la pauvreté à son portefeuille de recherche. Dans le procès-verbal de la réunion du Comité Consultatif tenue les 9 et 10 décembre 1994, nous notons:

"Le Comité était de l'avis que la question de la pauvreté est évidemment au sein de l'avantage comparé d'un réseau macro-économique tel que le CREA, étant donné que l'investissement antérieur et en cours dans le développement de la capacité dans les domaines de modelage de l'équilibre général calculable et des techniques de la méthodologie des enquêtes peut être déployé d'une manière utile pour effectuer de la recherche rigoureuse et pertinente à la politique sur ce thème.... Le Comité a recommandé que le Secrétariat poursuive les plans pour introduire un thème plus large autour de la pauvreté axé sur les questions relatives à la pauvreté, à la répartition

du revenu et aux marchés du travail.” (p. 18).

De plus, le Secrétariat est en train de planifier un projet collaboratif sur le groupe de sujets relatifs à la pauvreté comprenant la Banque Mondiale et les chercheurs académiques. Un tel projet collaboratif aiderait beaucoup à fournir davantage de lignes directrices au Secrétariat et au Comité Consultatif en ce qui concerne le domaine spécifique de questions qui méritent d’être étudiées que le CREA voudrait souligner au sein de ce groupe de sujet. Le CREA doit commencer immédiatement à planifier et à mettre en oeuvre ce projet de recherche collaborative. Une étape logique prochaine ou même simultanée serait d’organiser une séance plénière à un atelier de recherche biennal autour du thème de la pauvreté.

## V. Résumé, conclusions et recommandations

---

Nous résumons ensuite les conclusions spécifiques majeures de la présente évaluation du programme de recherche du CREA. Ces conclusions, à leur tour, mènent à une série de recommandations qui sont formulées dans la sous-section finale du présent rapport.

### Conclusions majeures

#### Evaluation du processus, du cycle et de la coût-efficacité de la recherche

- La dynamique du produit du CREA et du cycle de l'évaluation a été analysée sur la base de l'organigramme dans les Figures 1 et 2 aux pages 9 et 10. Entre 1988 et le milieu de 1995, 367 projets de recherche ont été soumis au Secrétariat du CREA. Ces projets de recherche ont subi un certain nombre de stades d'évaluation séquentielle. Pendant le premier stade, ces projets de recherches ont été passés au crible par le Secrétariat et les conseillers techniques et 207 projets ont été acceptés pour présentation à l'atelier thématique du CREA (c.-à-d. 56% du nombre total des projets soumis). Sur ces 207 projets un total de 164 ont finalement été entièrement financés. Ainsi, pendant toute cette deuxième évaluation, un taux de succès impressionnant de 79% peut être observé. Seulement quatre projets des 164 projets financés ont été refusés suite à la critique par un atelier - un taux de refus négligeable. Cent six projets ont abouti à des rapports définitifs et le reste des projets sont actuellement en train d'être préparés comme rapports en cours de réalisation.

- Trente-deux Documents de Recherche du CREA ont été publiés jusqu'au milieu de 1995 et il est probable que 14 de ceux qui sont actuellement en cours de réalisation soient disponibles en librairie vers la fin du milieu de 1996. L'essentiel est qu'approximativement 13% des projets initialement soumis au Secrétariat du CREA seront finalement publiés comme Documents de Recherche. Si on ajoute les projets de recherche du CREA aboutissant directement à des articles de revue et à des livres ou Rapports de Recherche publiés, le nombre total de publications s'élève à 78, représentant 20% du nombre initialement soumis. Ces rapports sont plus ou moins comparables aux taux d'acceptation des revues et périodiques.

- Il y a deux mesures additionnelles du succès qui peuvent être mises en lumière: 1) 97% des rapports définitifs qui ont été critiqués à l'extérieur ont reçu des critiques positives; et 2) le rapport des publications totales dans les revues et les livres (78) sur le

nombre total des rapports définitifs (106) s'élève à trois quarts. Ces chiffres reflètent des rapports de succès très élevés.

- De l'évidence de présomption a été présentée que la qualité des résultats de la recherche s'est améliorée à mesure qu'ils passaient les différents stades et filtres du processus de recherche. Cette amélioration de la qualité est une manifestation claire de l'efficacité et de la valeur ajoutée de l'assistance du Secrétariat et les contributions critiques faites par les spécialistes.

- L'examen des tendances dans le nombre et les caractéristiques des projets et des chercheurs au cours du temps a mené aux conclusions suivantes: 1) Le nombre de projets de recherche a augmenté d'une gamme de 24-37 par an en 1988-90 à 60-76 en 1991-1994/95 (avec un état stable prévu d'environ 60 par an dorénavant); 2) La proportion des projets de recherche acceptés pour présentation aux ateliers est montée d'à peu près 41-46% par an en 1989 et 1990 à 70% en 1994/95. Etant donné qu'il peut être considéré comme allant de soi que les critères de sélection n'ont pas été desserrés mais sont devenus plus stricts au cours du temps, la tendance ci-dessus semblerait suggérer une amélioration de la qualité des projets soumis; 3) La décomposition géographique des projets paraît révéler un équilibre relativement sain entre ceux axés sur les pays anglophones en dehors du Nigéria, le Nigéria et les pays francophones tout comme la distribution linguistique; 4) La proportion des chercheurs qui ont un doctorat a augmenté graduellement au cours du temps et a atteint ce qui semble être un état stable d'environ deux tiers du nombre total de chercheurs à l'heure actuelle; 5) La représentation des femmes dans le pool de chercheurs du CREA reste toujours très petite et elle n'augmente pas relativement; 6) Le CREA n'a pas trop réussi à attirer les dirigeants et à les impliquer dans les projets de recherche conjoints - la seule tendance qui peut être perçue est vers le bas avec moins de 10% du pool actuel de chercheurs comprenant les dirigeants; 7) La proportion des nouveaux chercheurs s'est stabilisée à environ la moitié, révélant une capacité de continuer à attirer de nouveaux chercheurs au réseau; 8) Le nombre croissant de subventions octroyées aux chercheurs francophones pendant les trois dernières années corrige un accent précédent quasi exclusif sur les chercheurs anglophones.

- L'intention du Secrétariat semble être de limiter le temps écoulé depuis la soumission initiale au rapport définitif (c.-à-d. la période de gestation du produit de la recherche thématique) à 15 mois ou moins de préférence. Une question qui a besoin d'être soulevée est si la longueur typique actuelle du cycle de la recherche est appropriée. Un cycle relativement court encouragerait 1) la sélection des sujets de recherche plus étroitement focalisés; 2) l'utilisation et l'application des techniques bien connues seulement imparfaitement adaptées aux conditions initiales et aux faits stylisés des cadres africains qu'on est en train d'étudier; et 3) la dépendance des séries de données disponibles mais douteuses. Dans ce sens, un cycle de la recherche court décourage la prise de risque par les chercheurs, en particulier, relativement à 1) la conception des spécifications qui reflètent mieux la réalité africaine sous-jacente; 2) l'entreprise d'études à forte intensité de données entraînant au moins la collecte de quelques données primaires et la dépendance de sources de données multiples. La période de gestation des projets de recherche ayant

l'intention d'explorer de nouvelles spécifications et/ou d'utiliser une approche plus inductive pour générer de nouvelles hypothèses basées sur des séries de données détaillées s'étendraient normalement considérablement au-delà du cycle de la recherche de 15 mois actuel.

- En général, il paraît que le processus thématique du CREA et d'autres modalités de recherche semblables satisfont à l'hétérogénéité des participants. Cependant, la concentration presque exclusive des études sur la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Sénégal au sein du groupe francophone est à noter.

- La composition des modalités de recherche du CREA est devenue beaucoup plus diversifiée au cours des deux dernières années. Jusqu'en 1992/93, tous les projets (sauf un) étaient thématiques. En 1994/95, pas moins de 34 projets non thématiques (y compris 16 projets collaboratifs et 3 projets comparés) étaient en cours de réalisation en comparaison à 39 projets thématiques. De même, le nombre de nouveaux chercheurs impliqués dans les projets non thématiques est passé de zéro en 1992/93 à 42 en 1994/95 - la majorité travaillant sur des projets collaboratifs. A peu près un quart du nombre total des chercheurs du CREA sont actuellement impliqués dans les projets non thématiques.

- Les indicateurs disponibles (par exemple le coût de chaque projet de recherche actif, le coût de la critique par les pairs par chercheur et le coût unitaire de la recherche thématique de chaque chercheur thématique) suggèrent une coût-efficacité croissante de la production de recherche pendant la vie du CREA.

## *Evaluation de la méthodologie et de la qualité de la recherche au cours du temps*

### 1. La portée de la recherche

- Un examen de la liste des titres et des sujets spécifiques abordés par les subventions de recherche, chronologiquement de 1988 au présent, suggère fortement que la portée de la recherche s'est élargie et est devenue plus diversifiée au cours du temps dans les quatre groupes thématiques.

- Un élargissement de la portée de la recherche semblable est observé quand on compare le domaine de recherche et les résultats des projets achevés par les mêmes jeux de chercheurs au cours du temps. Dans l'échantillon des projets des chercheurs qui avaient déjà effectué d'autres recherches qui a été évalué, cet élargissement a pris différentes formes, c.-à-d. 1) un élargissement sur l'espace des produits de base (d'exportation) analyses; 2) une expansion de la portée géographique (en passant d'un centre d'intérêt national à un centre d'intérêt international); et 3) un élargissement de l'espace de la politique (en passant de l'étude de l'impact d'un instrument de politique à l'étude de l'impact conjoint des mesures de politique multiples).

### 2. La méthodologie

- Au niveau le plus général et subjectif, il y a un consensus fort parmi les participants du réseau que la qualité globale de la recherche s'est améliorée au cours du temps.

- Dans la série globale de 219 subventions thématiques du CREA octroyées depuis 1988, il n'y a qu'une poignée d'études méthodologiques en tant que tel, en ce sens qu'elles étaient conçues dans le but de pousser en avant la frontière méthodologiques. La majorité écrasante des études appliquent les techniques et les modèles existants aux questions ayant rapport, directement ou indirectement, à la politique dans le contexte africain. A cet égard, les projets de recherche types adoptent une approche essentiellement déductive. Les hypothèses sont souvent empruntées à la littérature et, dans un certain nombre de cas, testées quelque peu sans esprit critique à l'aide de séries de données africaines disponibles.

- Tandis que la caractérisation ci-dessus peut s'appliquer à un certain nombre de projets du CREA, elle ne s'applique certainement pas universellement. En fait, la série de projets sur les marchés financiers formels et informels et les liens entre eux dans différents pays africains constitue un excellent exemple de ce qu'on peut appeler la recherche du type inductif. La procédure type suivie par les chercheurs dans ce domaine consistait à dériver une représentation précise des faits stylisés sur la base d'enquêtes et d'études sur le terrain. A leur tour, les hypothèses générées par ces enquêtes et ce travail sur le terrain ont été raffinées davantage et souvent testées dans les projets de suivi. Les études ont été généralement consultées dans le développement de la littérature traitant du crédit étant donné qu'elles représentent des contributions originales à une meilleure compréhension de l'opération des marchés financiers dans le contexte africain.

- Les chercheurs du CREA semblent avoir suivi un processus de recherche évolutionniste naturel d'une approche largement déductive au début à une approche plus inductive aujourd'hui. A mesure que les chercheurs "apprenaient en faisant" et à mesure que les dirigeants gagnaient plus d'expérience et de maturité en traitant des questions macro-économiques de stabilisation et d'ajustement structural générales, toutes les deux jeux pouvaient graduellement aller vers l'étude de questions structurales et sectorielles qui exigent une compréhension beaucoup plus spécifique des faits stylisés en cours dans les pays africains.

- Il y a un consensus fort parmi les participants du réseau que la qualité des données est peu fiable (quelque peu moins pour les données monétaires) et qu'un effort majeur pour les améliorer est essentiel.

- Les projets séquentiels par le(s) même(s) auteur(s) tendent à dépendre de méthodologies quelque peu plus sophistiquées et transparentes. Cette (et d'autre) évidence tendrait à laisser supposer qu'un processus "d'apprendre en faisant" s'applique aux chercheurs du réseau.

- Une autre tendance qui a été observée est la proportion quelque peu plus grande des projets à dépendre ces dernières années d'un équilibre général plutôt que d'un cadre d'équilibre partiel. (Par exemple, au dernier atelier du CREA, cinq modèles macro-économiques et/ou de l'équilibre général calculable ont été présentés.)

- Un autre indicateur important et relativement objectif de la qualité de la recherche est l'acceptation (après un processus strict d'arbitrage) par, et la publication dans une revue professionnelle de bonne réputation. Le fait que les résultats de la recherche du CREA parues dans les revues respectées au cours des deux dernières années ont augmenté d'une manière considérable témoigne d'une augmentation de la qualité de la recherche.

## *Evaluation de la pertinence à la politique et du choix des domaines thématique*

### 1. La pertinence à la politique

- Bien que pas tous les participants du réseau considèrent que la pertinence à la politique doit forcément être un objectif majeur de la recherche, la majorité accepte qu'elle doit être un critère clé dans la sélection des sujets de recherche. Le besoin de conseils est écrasant en Afrique aujourd'hui et l'avantage comparé des chercheurs africains locaux réside plus dans la résolution des problèmes auxquels le continent est confronté et l'identification et la description précise des faits stylisés et de la structure de leurs propres cadres économiques que dans l'avancement de ce qui se fait de mieux pour l'ensemble de la profession. En contribuant à une spécification plus précise de modèles se conformant à la réalité africaine, les économistes africains peuvent de ce fait contribuer aussi à une meilleure compréhension de l'environnement de la politique.

- Soutenir que la recherche du CREA doit être utile du point de vue opérationnelle n'implique pas qu'elle doit être moins rigoureuse sur le plan technique et méthodologique. Le standing, la réputation et la crédibilité des chercheurs dépendent en fin de compte de l'utilisation des méthodologies et des techniques saines et appropriées dans leurs projets.

- L'évaluation du degré de la pertinence à la politique des projets thématiques est quelque peu mixte. Le rapport évalue la pertinence à la politique des projets de recherche présentés à l'atelier du CREA de décembre 1994 a conclu qu'"La majorité des projets de recherche n'ont pas suffisamment tenu compte de la politique.... Il y a peu d'évidence qu'une compréhension de qui sont les acteurs clés dans la prise de décisions relatives à la politique ou qui d'autre pourrait les influencer ..." D'autre part, une analyse des réponses au questionnaire sur l'implication dans la formulation de la politique destiné à évaluer la mesure dans laquelle les chercheurs du CREA contribuaient à la formulation de la politique économique africaine a révélé que 70% des sondés étaient impliqués dans la recherche sur la politique et que la moitié avaient été impliqués dans l'accroissement de la capacité analytique des institutions nationales de formulation de la politique économique. La moitié des sondés ont également indiqué que les principaux obstacles à l'implication active dans la formulation de la politique économique étaient que la formulation de la politique économique nationale était trop politisée et que les décisions n'étaient pas prises sur la base d'une analyse objective.

- Les ateliers nationaux sur la politique sont fortement approuvés par les participants du réseau qui étaient convaincus qu'ils constituaient un des meilleurs véhicules de commercialisation des résultats de la recherche du CREA. Le Séminaire Exécutif sur la Politique a été très réussi à tous les égards; neuf sur dix participants ont indiqué que la présence à l'atelier avait été une expérience utile et qu'ils assisteraient à un autre et que la recherche présentée à l'atelier avait ajoutée à leur connaissance ou compréhension des questions de la politique économique.

- La conclusion inéluctable, sur la base de l'évidence écrasante, est que le CREA a fait un effort énorme, par le biais d'une variété de modalités, pour encourager la politique pertinente à la politique. Cependant, la pertinence à la politique ne peut pas être examinée

dans un vide; elle doit être liée aux thèmes et aux questions auxquels on donne la priorité dans le portefeuille de recherche.

## 2. Le choix des domaines thématiques

- Les titres des quatre thèmes de recherche (et les groupes correspondants) ne reflètent pas correctement les sujets sous leurs égides respectives. Le manque de transparence apparent relativement au contenu de chaque groupe peut probablement s'expliquer par une évolution historique par laquelle une modification et une adjonction graduelle ont été faites dans chaque groupe, ce qui a fait que les titres antérieurs ne sont plus représentatifs du contenu de la recherche effectif, par opposition au contenu prévu.

- Il y a une perception généralement partagée par les participants du réseau que différentes cultures de groupes prédominent. On dit que certains groupes sont plus accommodants et encourageants que d'autres. Les taux de refus considérablement différentiels qui s'appliquent aux nouveaux projets de recherche et aux travaux en cours parmi les groupes pendant le dernier atelier justifient d'une certaine manière ce point de vue.

- Les domaines thématique choisis, qui ont été en vigueur depuis l'établissement du CREA, se sont développés à partir d'un besoin écrasant en Afrique subsaharienne de mieux comprendre et de devenir plus instruit de la nécessité de mettre en oeuvre les politiques de stabilisation et d'ajustement structural en vue de restaurer un minimum d'équilibre macro-économique interne (par une réduction du déficit budgétaire) et d'équilibre externe (par l'amélioration de la balance des paiements). Une justification irrésistible pour les thèmes sélectionnés était que les dirigeants et les chercheurs africains avaient besoin de développer une capacité de recherche dans ce domaine pour pouvoir entamer un dialogue positif avec les institutions de Bretton Woods relativement à la conception et à l'impact des mesures d'ajustement. Etant donné les conditions macro-économiques sous-jacentes lugubres en cours en Afrique subsaharienne pendant les années quatre-vingts, les thèmes sélectionnés étaient sans aucun doute les plus essentiels à cette époque-là. Les économistes étaient aussi généralement d'accord en ce qui concerne les outils appropriés pour étudier les questions touchant à la stabilisation et à l'ajustement et la combinaison appropriée (bien que pas forcément la séquence appropriée dans l'échelonnement) des politiques visant la restauration de l'équilibre. Grâce aux conseils du FMI, de la Banque Mondiale et d'un certain nombre de groupes de réflexion basés à Washington, le Consensus de Washington" a évolué et est devenu le paradigme dominant.

- Il paraît qu'il y a un consensus fort parmi les participants du réseau que, tandis que les quatre domaines thématiques étaient appropriés au début, ils sont quelque peu trop limités et étroitement focalisés et qu'il faut donner la priorité à l'extension du domaine de recherche pour y inclure des questions relatives à l'allègement de la pauvreté. Cette perception ressort très clairement des réponses aux entrevues et de l'analyse des questionnaires sur l'implication dans la formulation de la politique et du Séminaire Exécutif sur la Politique. Je partage fortement cette perception. Dans la sous-section suivante, le raisonnement pour ajouter un nouveau domaine thématique et un groupe correspondant sur un groupe de composants en corrélation comprenant "la pauvreté,

l'emploi, les marchés du travail, le capital humain et le rôle fiscal du gouvernement en ce qui concerne les ressources humaines" est présenté.

## Recommandations

- L'évaluation globale du processus, du cycle et de la coût-efficacité de la recherche thématique parle en faveur de maintenir le système de critique par les pairs. Ce système a contribué d'une manière considérable à l'amélioration de la qualité de la recherche du CREA et du capital humain du réseau de chercheurs.

- Une recommandation majeure qui découle de l'évaluation est qu'il est nécessaire d'ajouter un nouveau thème et un groupe correspondant au sein d'un groupe de composants en corrélation comprenant "la pauvreté, l'emploi, les marchés du travail, le capital humain et le rôle fiscal du gouvernement en ce qui concerne les ressources humaines". Le raisonnement pour ajouter ce groupe de sujets au portefeuille des thèmes de recherche du CREA a été présenté dans la Section IV. Très brièvement, le raisonnement fondamental pour encourager la recherche sur la pauvreté est qu'elle se fait sentir un peu partout et empire en Afrique subsaharienne. Tandis que l'accent sur les politiques de stabilisation et d'ajustement structural et le "Consensus de Washington" faisaient beaucoup de sens vers la fin des années quatre-vingts et au début des années quatre-vingts-dix, comme des mesures nécessaires à la restauration de l'équilibre macro-économique et à la reprise de la croissance, elles ne sont pas, à elles seules, de conditions suffisantes pour un processus d'allègement de la pauvreté durable à la longue. Les mesures d'ajustement doivent être complétées et renforcées par une série de politiques complémentaires critiques si on veut réaliser une croissance à long terme avec l'allègement de la pauvreté. Entre parenthèses, on est en train de repenser le "Consensus de Washington" lui-même comme un document récent de la Banque Mondiale sur "Un continent en transition: l'Afrique subsaharienne pendant le milieu des années 90" en témoigne.

- Il y a au moins deux approches à l'allègement de la pauvreté. La première est la reconnaissance que le moyen clé de la réduction de la pauvreté est la création de possibilités d'emplois plus productifs. A leur tour, les marchés du travail doivent être étudiés afin de déterminer le revenu de la main-d'oeuvre et le nombre d'emplois futurs dans les secteurs formel et informel qui seront probablement créés. Un déterminant additionnel clé des gains est un niveau d'investissement en capital humain qui lui-même dépend à la fois des dépenses de l'enseignement public et privé. L'autre approche à l'allègement de la pauvreté consiste à se concentrer sur le rôle de l'Etat dans les domaines directement ou indirectement liés à l'allègement de la pauvreté tels que 1) l'éducation, la santé et la nutrition; et 2) l'investissement public dans l'infrastructure. La politique fiscale doit être examinée minutieusement sur le côté des recettes et le côté des dépenses.

- Il est soutenu dans la Section IV que le dernier cri et la méthodologie sont suffisamment développés pour étudier le groupe de sujets relativement objectivement et d'une manière capable de donner des recommandations de politique robustes. Il y a déjà un corps de littérature théorique et empirique rigoureuse sur les mesures de la pauvreté, la dérivation des seuils de pauvreté et la décomposition de la pauvreté par les régions, les

groupes socio-économiques, les caractéristiques des ménages et d'autres critères. De même, une base méthodologique solide existe pour étudier 1) les questions relatives à l'emploi et aux marchés du travail; 2) la théorie du capital humain et les avantages sociaux de l'enseignement; et 3) l'incidence et les avantages fiscaux relativement aux dépenses sur l'enseignement et d'autres services.

- Il a également été soutenu que la base de l'information est suffisante pour entreprendre des études empiriques pertinentes à la politique sur et en Afrique subsaharienne. Il y a présentement beaucoup d'enquêtes portant sur une variété de dimensions du groupe de sujets ci-dessus et s'étendant à différents cadres africains qui ont été achevées et seulement partiellement exploitées par les chercheurs. Ces enquêtes (telles que les Etudes sur les Niveaux de Vie de la Banque Mondiale) sont facilement accessibles dans une forme très facile à utiliser et qui méritent d'être analysées.

- L'adjonction du groupe de sujets de recherche ci-dessus irait de pair avec une autre recommandation majeure faite dans la présente évaluation pour un plus grand accent sur les études de type inductif par les chercheurs du CREA. En utilisant les enquêtes existantes et, dans certains cas concevant et menant leurs propres enquêtes et obtenant des informations supplémentaires des activités sur le terrain, les chercheurs africains peuvent apporter des contributions majeures à 1) une spécification méthodologique plus précise des faits stylisés correspondant aux cadres africains à l'étude; et 2) une meilleure compréhension de l'environnement de la politique basée sur les résultats de ces études. C'est le type d'approche à la recherche dans lequel les chercheurs du CREA sembleraient avoir un avantage comparé fort, en comparaison aux chercheurs non africains.

- Sur la base de telles études inductives et empiriques du bas vers le haut, les chercheurs du CREA pourraient aider à modifier la trousse à outils essentiellement néoclassique en cours et à l'adapter pour qu'elle se conforme mieux à la réalité structurale et institutionnelle en cours en Afrique. Dans ce contexte, la nouvelle littérature économique institutionnelle qui souligne le rôle des institutions en ayant un effet sur les coûts de transaction fournit un corps de théorie complémentaire importante au paradigme néoclassique qui mérite d'être exploitée plus entièrement par les chercheurs africains.

- Le CREA doit jouer un rôle plus actif dans l'encouragement des efforts pour améliorer la qualité des données et de l'information statistique en Afrique. Evidemment, étant donné les coûts de la collecte de données, le CREA ne peut jouer qu'un rôle marginal dans la production effective de l'information statistique. Cependant, il peut encourager les chercheurs à a) examiner d'un oeil plus critique les sources de données (vraisemblablement secondaires) sous-jacentes qu'ils utilisent dans leur propre recherche; b) utiliser davantage les enquêtes nouvelles ou existantes; et c) formuler des projets de recherche qui sont plus plus à forte intensité de données. Evidemment, les deux dernières suggestions (b et c ci-dessus) ont un rapport direct avec, et suivent automatiquement de l'adjonction d'un nouveau groupe de sujets de recherche sur les questions relatives à l'allègement de la pauvreté et un accent plus grand préconisé sur des études de type inductif par les chercheurs du CREA.

- Il s'ensuit aussi directement de toutes les raisons ci-dessus qu'il serait désirable - si non nécessaire - de prolonger le cycle de la recherche de 15 mois au moins pour quelques-uns des projets dans le nouveau groupe de sujets thématiques proposé et

probablement d'autres groupes thématiques aussi. Une subvention du CREA à deux étages pourrait être appropriée dans ces circonstances. Par exemple, un projet de recherche type comprendrait deux parties ou phases séquentielles. La première phase pourrait expliquer clairement les questions à explorer, les hypothèses initiales étendues à tester, et les données et l'information statistiques à collecter ou à construire par le biais, par exemple, d'enquêtes et de sources de données à concilier (telles que la construction d'un modèle d'ajustement structural). La deuxième phase testerait les hypothèses initiales - et selon toute probabilité les réviser - sur la base des résultats d'une variété de techniques économétriques et autres appliquées à la série de données générées dans la première phase du projet. Le financement de la phase II de la subvention n'aurait pas lieu jusqu'à ce qu'à ce que le rapport de la phase I ait été accepté.

- Il paraît essentiel, étant donné l'importance intrinsèque et comme un dispositif de signalisation, que le nouveau groupe de sujets proposé soit accordé le status d'un groupe thématique séparé plutôt que d'être greffé sur un ou plusieurs groupes existants. Dans le contexte du CREA, la sélection des sujets de recherche par les chercheurs est susceptible d'être motivée par la demande. Le CREA aurait à inviter un nouveau jeu de spécialistes dans le domaine du nouveau groupe de sujets qui, en plus de participer à leurs discussions de groupe pendant les ateliers, seraient également disponibles pour arbitrer et passer au crible les projets de recherche soumis pour la première fois.

- Avant l'initiation du nouveau groupe, le Secrétariat du CREA devrait aussitôt poursuivre son projet d'initier un projet collaboratif (et probablement comparé aussi) sur la pauvreté avec la Banque Mondiale et les institutions académiques appropriées. La prochaine étape consisterait à tenir une séance plénière (par le CREA) sur le domaine du groupe de sujets proposé. On pourrait demander à des autorités distinguées de présenter des documents dans le but d'aider à décrire d'une manière plus spécifique le contenu du nouveau domaine de recherche proposé. Ces étapes faciliteraient l'introduction graduelle des nouveaux domaines et groupes de recherche.

- Le manque de transparence apparent en ce qui concerne les titres et le contenu spécifique de chacun des quatre groupes thématiques doit être abordé par le Secrétariat et le Comité Consultatif. Cette tâche devient encore plus essentielle à la lumière des implications de l'adjonction éventuelle d'un nouveau thème et groupe sur les questions ayant rapport à la pauvreté. Certains des projets de recherche en cours traitant de questions relatives à l'emploi, aux marchés du travail, à la répartition du revenu, à l'incidence fiscale et les avantages des dépenses sur l'enseignement qui sont maintenant présentés dans les groupes existants auraient du être (ou sont toujours ) de bons candidats pour inclusion dans le nouveau groupe de sujets. Bref, l'adjonction d'un nouveau groupe et le manque de transparence des domaines de recherche existants demandent un examen critique menant à une division du travail plus logique parmi les groupes.

- A la lumière d'une perception parmi beaucoup de participants du réseau que différentes cultures et normes peuvent prédominer parmi les groupes thématiques existants, il serait désirable si le CREA pourrait tenter d'établir des critères d'évaluation à peu près comparables pour les nouveaux projets de recherche, les travaux en cours et les rapports définitifs. Certaines différences "culturelles" parmi les groupes sont probablement évitables (et probablement même désirables) étant donné la composition

variée des spécialistes et des chercheurs. Mais si l'écart en termes des critères de sélection et d'évaluation deviennent trop larges entre les groupes, il pourrait créer des problèmes plus tard.

- Le Consortium doit poursuivre et redoubler son effort pour impliquer davantage de femmes et de dirigeants dans ses différentes modalités de recherche. Aussi, en vue de remédier à la concentration presque exclusive sur les chercheurs francophones de la Côte d'Ivoire, du Cameroun et du Sénégal, le CREA pourrait probablement promouvoir et encourager la soumission de projets de recherche par des équipes de chercheurs francophones combinant des spécialistes de grade supérieur des pays ci-dessus mentionnés avec des spécialistes plus jeunes de pays moins avancés dans la région. Probablement le meilleur véhicule d'encourager, de promouvoir et de disséminer la recherche pertinente à la politique est par le biais de la planification et de la tenue régulière des Ateliers Nationaux sur la Politique et des Séminaires Exécutifs sur la Politique.

- Bien que le Secrétariat ait fait un travail remarquable de dissémination des résultats de la recherche, le CREA pourrait être encore plus actif dans l'encouragement de la publication dans les revues de bonne réputation. Des honoraires de publication pourraient être automatiquement ajoutés aux subventions de recherche. L'objet des honoraires serait de récompenser les chercheurs pour l'effort dont ils ont besoin pour convertir leurs rapports définitifs au format pour la soumission des articles attendue par les revues de qualité. La moitié des honoraires spécifiés pourraient être payés après la soumission par les auteurs des rapports des arbitres et l'autre moitié sur acceptation pour la publication. Evidemment, dans beaucoup de cas, la publication définitive dans ces revues peut ne pas aboutir, dans quel cas les auteurs recevront toujours la moitié de leurs honoraires. L'avantage de la publication dans les revues est qu'elle mène à une dissémination beaucoup plus grande des résultats, des citations et des références de la recherche dans la littérature professionnelle que les Documents de Recherche du CREA et de ce fait ajoute au prestige professionnel des auteurs du CREA.

- Il serait probablement désirable d'encourager les chercheurs, à tous les stades du processus de recherche à partir de la soumission initiale aux rapports définitifs, à se conformer à une présentation standardisée exigeant que chaque projet de recherche contienne 1) une exposition non technique claire des questions à explorer et des hypothèses à tester; 2) une description claire des faits stylisés et du raisonnement sous-tendant l'utilisation ou la justification des techniques ou de la méthodologie choisie(s) comme étant pertinent(es) aux questions étudiées; 3) une section qui examine d'un oeil critique la qualité sous-jacente des données et de l'information statistique utilisées.

## Remarques finales

Après avoir passé des mois à évaluer le programme de recherche du CREA, j'ai l'impression que dans l'ensemble, il a été une opération exceptionnellement réussie. Il combine, au sein d'une même institution et sous le même toit, quelques-unes des caractéristiques des agences de recherche économiques des Etats Unis telles que la Division de Recherche Economique de la Fondation Nationale pour les Sciences et le

Bureau National de Recherche Economique. Dans un certain sens, c'est un hybride entre les deux modèles ci-dessus, Le CREA finance la recherche mais va au-delà de cette activité en contribuant une valeur ajoutée considérable aux résultats de la recherche par le biais des ateliers biennaux et de la recherche effectuée au sein du Secrétariat.

Le CREA a atteint un esprit de corps surprenant parmi ses chercheurs et les autres participants du réseau. On n'exagère pas si on dit que le CREA est le ciment qui maintient ensemble les chercheurs économiques africains. Un certain nombre des bénéficiaires des subventions m'ont révélé qu'ils auraient dû abandonner la profession d'économiste s'ils n'avaient pas eu le soutien financier et la récompense psychique de dialoguer avec d'autres collègues africains qui, au cours du temps, sont devenus leur groupe de soutien. Le CREA peut être fier de ses réalisations jusqu'ici mais ne peut pas se reposer sur ses lauriers. Il a besoin de devenir encore un leader et un innovateur de la recherche et de résister à la forte envie d'être un disciple sans esprit critique des tendances et paradigmes émanant dans d'autres régions du monde. Comme il a été soutenu dans la présente évaluation, le CREA a une excellente occasion d'encourager la recherche contribuant, dans le contexte de l'Afrique, à un corps de méthodologie améliorée qui se conforme à la réalité africaine sous-jacente et de ce fait à une plus grande pertinence à la politique. Le CREA peut et doit se développer et devenir un innovateur dans le contexte de l'Afrique.

## Notes

---

1. Les subventions octroyées pendant la période allant de janvier à mars 1993 ont été codés sous 1993 bien qu'elles aient été émises pendant l'exercice 1992/93. Le nombre de subventions paraissant sous 1993/94 proviennent des présentations à trois ateliers de recherche sur une période de 15 mois. Cette modification a reflété un changement de l'année civile à l'exercice. Ceci explique partiellement le nombre élevé de projets de recherche soumis en 1993/94.
2. Ceci utilise le deuxième scénario de "L'analyse historique de la structure des coûts des opérations du CREA pendant la période 1989-1994" qui répartit tous les coûts du loyer, des communications, des fournitures et de la dépréciation à chacun des programmes au pro rata.
3. J'ai essayé de reproduire fidèlement les expressions et les réactions des sondés sur la base des notes détaillées que j'ai prises pendant les entrevues. J'ai essayé - dans la mesure du possible - de reproduire leurs commentaires mot pour mot mais, dans certains cas, une mise au point a été inévitable pour communiquer et clarifier davantage mes impressions de ce que les participants me disaient.
4. Pour les commentaires sur les "aspects culturels" des différents groupes thématiques, voir aussi la section IV du présent rapport d'évaluation.
5. Les projets sont définis comme les Subventions du CREA, soit petites ou complètes. Ceci signifie qu'une combinaison d'une subvention complète pour un sujet donné qui est précédée par une petite subvention (pour le même sujet) est considérée comme deux subventions (projets). Ceci introduit un préjugé en ce sens que les sujets et les sous-sujets ayant une plus grande incidence de combinaisons de petites subventions et de subventions complètes auront tendance à être considérés plus lourdement.
6. Les titres de ces projets sont respectivement "L'ajustement structural et le marché du travail au Ghana", "L'impact des politiques d'ajustement structural sur la pauvreté et la répartition du revenu au Nigéria", et "Les emplois de qualité pour l'emploi généralisé: Une étude de quelques impacts du programme d'ajustement au Ghana".

7. On pourrait également noter des projets récents dans le Groupe AT sur “Le commerce intra-industries entre les membres de la ZEP”, et “Une étude de la croissance économique au Kenya: Une approche de comptabilité nationale”.
8. Les titres représentatifs de subventions relativement récentes dans ces domaines sont “Une analyse des coûts de transaction des emprunts au Ghana”; “Les institutions financières non bancaires au Nigéria: La structure, la croissance et l’impact”; “Les performances, la supervision et la privatisation des banques”; et “Les caractéristiques de la fixation des prix des actifs institutionnels des marchés financiers émergents: le Nigéria”.
9. T. Ademola Oyejide, “La réponse de l’offre dans le contexte de l’ajustement structural en Afrique subsaharienne”, Document Spécial No. 1, CREA, février 1990.
10. En fait, le rapport reconnaît que pas toute la recherche du CREA doit nécessairement être orientée vers la politique. Il admet qu’il faut toujours qu’il y ait des avenues pour les chercheurs qui s’intéressent principalement aux théories et aux méthodes qui peuvent être testées dans le contexte africain même si elles n’ont pas de liens directs à la politique.
11. Je ne suis pas sûr du tout qu’il soit raisonnable de définir le domaine des groupes sur la base des techniques utilisées par opposition à la substance des questions étudiées.
12. Pendant l’atelier de mai-juin 1995, seulement un des sept nouveaux projets présentés a été jugé satisfaisant dans le Groupe AT. Les chiffres comparables dans les autres groupes étaient deux sur quatre dans le Groupe A, un sur un dans le Groupe B et quatre sur huit dans le Groupe C. Parmi les rapports intérimaires (travaux en cours) présentés, un sur trois a été jugé satisfaisant dans le Groupe AT en comparaison à cinq sur cinq dans le Groupe A, cinq sur six dans le Groupe B et deux sur deux dans le Groupe C.
13. Ce programme de recherche par le Programme de la Politique Alimentaire et de la Nutrition de Cornell a été basé sur une combinaison de micro-études basées sur des enquêtes sur et l’analyse du comportement et des caractéristiques des ménages, et de macro-études essentiellement basées sur des macro-modèles et des modèles d’équilibre général calculable. Pour une synthèse des résultats de cette recherche, voir D.E. Sahn (Rédacteur), *Economic reform and the poor in Africa (La réforme économique et les pauvres en Afrique)*, Oxford University Press, à paraître; et D.E. Sahn, P. Dorosh et S. Younger, “Economic reform in Africa: A Foundation for Poverty Alleviation”, CFNPP, Cornell University, Ithaca, NY, July 1994, Working Papers” (La réforme économique en Afrique: Un fondement pour l’allègement de la pauvreté ). Actuellement, ce programme de recherche a abouti

à 20 monographies publiées, six livres, 70 documents de travail et environ 40 articles de revue et des chapitres de livres.

14. Voir E. Thorbecke et Solomane Kone, "L'impact des programmes de stabilisation et d'ajustement structural (PSAS) sur les performances en Afrique subsaharienne", Chapitre 1, et E. Thorbecke, "Les causes de la stagnation du développement africain; Diagnostic de la politique et recommandations pour la politique pour une stratégie de développement à long terme", Chapitre 5, in: Jean-Claude Berthélemy, (Rédacteur) *Où vont les économies africaines?*, Séminaires du Centre du Développement, Organisation pour la Coopération et le Développement Economique, Paris, 1995. Une monographie clé à consulter est de Martin Ravallion sur *Les comparaisons de la pauvreté*, Les Principes de Base d'Economie Pure et Appliquée 56, Harwood Academic Publishers, 1994. Ce volume traite des concepts et méthodes de l'analyse de la pauvreté et a une longue section sur "la mise de la théorie en pratique".
16. La mesure de la pauvreté la plus connue et la plus utilisée dans la littérature est la classe Foster-Greer-Thorbecke (FGT) de mesures de la pauvreté additivement décomposables (voir Foster, J., J. Greer et E. Thorbecke, "Une classe de mesures de la pauvreté décomposables", *Econometrica* 52, 1984). *Un avantage majeur de la mesure FGT est que la sévérité de la pauvreté (c.-à-d. la distance du seuil de pauvreté) peut être différemment pondérée* selon la fonction de préférence du gouvernement et les besoins des chercheurs. La mesure FGT comprend parmi ses composants le coefficient du comptage des personnes présentes, l'écart du revenu et la mesure soi-disant  $P_2$ . Actuellement, il doit y avoir au moins 100 études empiriques de la pauvreté et de ses caractéristiques basées sur la mesure FGT.
17. Deux références clés, entre autres, sont David Turham, *Employment and Development, A New Review of Evidence (L'emploi et le développement, Un nouvel examen de l'évidence)* OCDE, Development Center Studies, 1993; et S. Horton, R. Kanbur et D. Mazumdar, (Eds.) *Labor Markets in an Era of Adjustment (Les marchés du travail dans une ère d'ajustement)*, Vol. 1 et 2, Institut du Développement Economique de la Banque Mondiale, 1994. Le Volume 1 examine méthodologiquement essentiellement de telles questions que les distorsions des marchés du travail et l'ajustement structural dans les pays en voie de développement; les effets de l'ajustement sur la pauvreté avec les imperfections des marchés du travail et l'implication pour les pays en voie de développement. Le Volume 2 comprend des études de cas, y compris des études de cas de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Kenya.

64

## **Annexe A**

---

### *Tableau A1. Le CREA: Liste des individus avec qui des entrevues approfondies ont été menées*

- Dr. Chris Adam, Spécialiste Groupe C, Université d'Oxford, Royaume Uni
- Prof. Ibi S. Ajayi, Spécialiste Groupe B, Département de Science Economique, Université d'Ibadan, Nigéria
- Dr. Aloysius Ajab Amin, Maître Assistant d'Economie, Université de Yaoundé II, Cameroun
- Dr. David Atse, Directeur Commercial, Association Economique de l'Afrique de l'Ouest, CIRES, Abidjan, Côte d'Ivoire
- M. David Bevan, Spécialiste Groupe B et Membre du Comité Consultatif, Université d'Oxford, Royaume Uni
- Prof. Paul Collier, Président, Groupe C, Directeur, Centre pour l'Etude des Economies Africaines, Université d'Oxford, Royaume Uni
- Prof. Angus S. Deaton, Conférencier de la Séance Plénière et Spécialiste Groupe C. Université de Princeton, Etats Unis
- Prof. Bernard Decaluwe, Spécialiste Groupe AT et Membre, Comité Consultatif, Université Laval, Québec, Canada
- Dr. Shanta Devarajaran, Spécialiste Groupe B, Chef de Division, Division d'Economie Publique, Banque Mondiale, Washington, DC, Etats Unis
- Dr. Cletus K. Dordunoo, Maître de conférences, GIMPA, Ghana
- Dr. David B. Ekpenyong, Maître de conférences, Département de Science Economique, Université d'Ibadan, Nigéria
- Dr. Nasredin A. Hag Elamin, Maître Assistant, Département d'Economie Rurale, Université de Khartoum, Soudan
- Dr. Ibrahim Elbadawi, Coordinateur de la Recherche, CREA, Nairobi, Kenya
- M. B.M. Kagira, Maître de recherche, Banque Centrale du Kenya, Nairobi, Kenya
- Prof. Brian Khan, Spécialiste Groupe A, Université de Cape Town, Afrique du Sud
- Dr. Mohsin Khan, Président, Spécialiste Groupe B, Directeur Adjoint, Département de Recherche, Fonds Monétaire International, Washington, DC
- Prof. Asmerom Kidane, Université d'Addis Ababa, Ethiopie
- Dr. William Lyakurwa, Coordinateur de la Formation, CREA, Nairobi, Kenya
- Prof. Robert Mabele, Président, Spécialiste Groupe A et Membre, Comité Consultatif, Université de Dar es Salaam, Tanzanie

Prof. Allechi M'Bet, Université d'Abidjan, Côte d'Ivoire  
Prof. Mathieu Meleu, Université d'Abidjan, Côte d'Ivoire  
Mr. Harris Mule, ancien Président, Comité Consultatif du CREA, Nairobi, Kenya  
Dr. Andrew K. Mullei, Président, Comité Consultatif, Directeur, ICEG, Nairobi, Kenya  
Dr. Francis Mwega, Coordinateur Adjoint de la Recherche, CREA, Nairobi, Kenya  
Prof. Germain, Ndjieunde, Spécialiste Groupe A et Membre, Comité Consultatif,  
Université de Yaoundé, Cameroun,  
Prof. Benno Ndulu, Directeur Executif, CREA, Nairobi, Kenya  
Mme. Gillian E. Ngola, Directrice, Publication et Dissémination, CREA, Nairobi, Kenya  
Dr. Fidelis O. Ogwumike, Assistant, Université d'Ibadan, Nigéria  
Dr. Nehemiah Osoro, Maître Assistant, Universite de Dar es Salaam, Tanzanie  
Prof. T. Ademola Oyejide, Président Groupe AT, Université d'Ibadan, Nigéria  
M. Stephen Yeo, Spécialiste Groupe AT, Directeur Adjoint, CEPR, Londres, Royaume  
Uni

## **Annexe A2.**

---

*Le CREA: Les domaines thématiques et les stades des projets de recherche présentés à l'atelier de recherche du 27 mai - 2 juin auquel l'évaluateur a assisté\**

---

Groupe A	3
Groupe AT	2
Groupe B	3
Groupe C	2
<b>Total</b>	<b>10</b>
Nouveaux projets	2
Projets révisés	1
Travaux en cours	3
Rapports définitifs	4
<b>Total</b>	<b>10</b>

---

\* La liste des projets de recherche et des présentations aux ateliers couverte par cette évaluation couvre: A1, A5, A6, AT9, AT11, B7, B11, B12, C7, C12.

## **Annexe B. Commentaires sur les projets de recherche mettant un accent particulier sur l'écheancier du processus des résultats de la recherche**

---

**E. Aryeetey et Wayo Seini, Université du Ghana, "Une analyse des coûts de transaction du crédit au Ghana".**

Le projet de recherche a été soumis le 14 novembre, 1991. Il a été soumis à l'atelier de recherche du CREA de mai 1991. Les commentaires sur les projets de recherche ont été envoyés à l'auteur. Le rapport définitif a été présenté à l'atelier à Nairobi en décembre 1992 et jugé "un rapport satisfaisant". (Le temps écoulé: 13 mois)

**M. Kwanashie, I. Ajilima, et A. Garba, "Le modelage de la politique et l'agriculture: test de la réponse de l'agriculture aux politiques d'ajustement au Nigéria".**

Le projet de recherche a été discuté à l'atelier de recherche du CREA de mai 1991 et il a été proposé qu'il serait mieux de rester avec un bloc du modèle proposé touchant à l'ensemble de l'économie (c.-à-d. le bloc de la demande). Le premier avant-projet du rapport a été présenté à l'atelier du Réseau de Recherche du CREA en décembre 1991 et le rapport définitif était daté mai 1992. La version définitive a considérablement ajouté à la version précédente. Dans l'ensemble, je n'ai pas pu comprendre comment un modèle basé complètement sur la demande pourrait fournir toute information significative. Peut-on vraiment dire quelque chose à propos de la consommation et de la demande des importations sans, simultanément, essayer de prévoir la croissance de la production? (Le temps écoulé: 13 mois)

**E. Aryeetey et F Gockel, "Mobilisation des ressources intérieures pour la formation de capital au Ghana: le rôle des marchés financiers informels."**

Le projet de recherche a été soumis en avril 1989 et on a manifestement demandé aux auteurs de le resoumettre. En juin 1989, le projet de recherche a été accepté par le CREA. Le document a été présenté à un atelier en décembre 1989 et des commentaires et suggestions détaillés ont découlé de l'atelier. Le rapport définitif a été présenté à l'atelier

de recherche tenu en mai 1990. (Le temps écoulé: 13 mois)

**N.A. Hag Elamin et El Mak, “La stabilisation et l’ajustement structural et l’agriculture au Soudan: une étude comparée.”**

Le projet de recherche initial a été soumis en mai 1993 et a été examiné par le Coordinateur de la Recherche du CREA qui a répondu en août 1993 demandant des modifications dans le projet. Il a été resoumis en octobre 1993 et présenté à l’atelier de recherche de décembre 1994. Une subvention d’environ \$14.000 a été octroyée et des commentaires ont été envoyés aux auteurs en janvier 1994. Le rapport sur l’état des travaux a été présenté à l’atelier de recherche de mai-juin 1994 et encore une fois, des commentaires ont été envoyés aux auteurs. Le rapport définitif a été préparé et présenté à l’atelier de mai-juin 1995. Les conclusions et les implications pour la politique semblent être saines et le document est bien rédigé. (Le temps écoulé: 24 mois)

**T.S. Nyoni “L’économie de la maladie hollandaise de l’aide extérieure en Tanzanie”.**

Le premier document dans le dossier est un projet de recherche révisé présenté à l’atelier de mai-juin 1994. Ceci a mené à une subvention accompagnée de commentaires et de suggestions en juin 1994. Un rapport intérimaire (pas dans le dossier) a probablement été présenté à l’atelier de recherche de 1994 parce que les commentaires et les suggestions sont inclus dans le dossier suite à la réunion. Le rapport définitif sera présenté à l’atelier de mai-juin 1995. De ce que j’ai pu voir du projet révisé, l’aide extérieure en Tanzanie, particulièrement après 1985, n’a pas abouti à une appréciation du taux de change réel qui est compatible avec la théorie de la maladie hollandaise. En particulier, la fuite de capitaux semble avoir eu lieu vers la fin des années quatre-vingts. Le projet de recherche semblait avoir une pertinence à la politique réelle. (Le temps écoulé du projet révisé: 12 mois)

**F. Ogwumike et D. Ekpenyong, “L’impact des politiques d’ajustement structural sur la pauvreté et la répartition de la pauvreté au Nigéria**

Un projet de recherche initial ayant un titre différent a été soumis au cours de 1993 et le CREA a répondu en septembre 1993 en proposant des modifications. En novembre 1993, une version révisée a été soumise et encore une fois a été examinée au Secrétariat et des suggestions ont été faites pour les modifications appropriées. Chose curieuse, la citation suivante est faite dans la lettre d’El Badawi: “Les études sur la pauvreté et la répartition du revenu en tant que tel n’ont pas été incluses parmi les domaines de recherche désignés sauf dans la mesure où elles constituent du feedback significatif aux domaines de recherche désignés. Le projet a été présenté à l’atelier de mai 1994 et des commentaires ont été envoyés aux auteurs. En juin 1994, une subvention a été octroyée aux auteurs. Il n’est pas clair si un rapport intérimaire a été présenté à la réunion de décembre 1994. En tout cas, un rapport définitif sera présenté à l’atelier de mai-juin 1995. Il est à noter que le projet utilise l’indice FGT. (Le temps écoulé: 12 mois)

**Ouattara, et M. Mathieu, “La croissance endogène et les politiques d’ajustement structural en Côte d’Ivoire.” (en français)**

Celui-ci est un exemple d’un projet qui a eu un processus de maturation long. Le projet de recherche initial semble avoir été soumis en avril 1993. Le CREA a réagi avec des commentaires en avril 1993. Cependant, auparavant en juillet 1992, le CREA avait écrit aux auteurs leur informant que le Comité Consultatif avait recommandé que le projet soit révisé, donc évidemment une version antérieure aurait été présentée en 1992. Un projet de recherche révisé a été soumis en août 1993 et une subvention a été octroyée avec des commentaires.

**N.E. Osoro, “La croissance du gouvernement en Afrique, la taille du gouvernement et la croissance économique: une explication quantitative”.**

Le projet de recherche a été soumis en octobre 1994 et a été critiqué à l’atelier de décembre 1994. En janvier 1995, le projet a été financé et des commentaires extrêmement sommaires ont été envoyés aux auteurs. le rapport définitif sera soumis à l’atelier de mai-juin 1995. La méthodologie utilisée est une fonction de production simple où le PIB est respectivement une fonction du 1) coefficient d’investissement, travail, la part du gouvernement dans le PIB et les dépenses publiques globales, 2) coefficient d’investissement, la main-d’oeuvre et les dépenses publiques, 3) coefficient d’investissement, et une certaine fonction de la consommation publique et la part du gouvernement dans le PIB. Les résultats sont surprenants, c.-à-d. “le principal résultat est qu’il est difficile de ne pas conclure que la taille du gouvernement a un effet positif sur le comportement et la croissance économique et la conclusion semble s’appliquer à tous les cas considérés. Encore plus intéressant semble être l’indication qui se fait sentir pratiquement un peu partout des effets d’externalité positifs de la taille du gouvernement sur le reste de l’économie. Il est également possible d’inférer de l’évidence tirée de l’échantillon que la productivité relative des facteurs était supérieure dans le secteur public que dans le reste de l’économie au cours des deux dernières décennies.” (Le temps écoulé: 8 mois)

**D. Atse et G. Achiepeo, “La formation de capital pendant la période d’ajustement macro-économique dans la zone franc: le cas de la Côte d’Ivoire.”**

Le projet de recherche initial a été soumis en avril 1993 et des commentaires ont été envoyés aux auteurs le même mois par le CREA. Il a été présenté à l’atelier du CREA en 1993 et une petite subvention a été offerte en juillet 1993. Il n’y a rien d’autre dans le dossier sauf que le rapport définitif sera présenté à l’atelier de mai-juin 1995. C’est un projet intéressant mené au niveau macro-économique. Les auteurs connaissent bien la littérature et se proposent de régresser la part de l’investissement privé dans le PIB sur le changement en pourcentage du PIB réel, l’investissement public réel comme un pourcentage du PIB réel, le rapport de la dette extérieure au PIB, le taux d’intérêt réel, un

coefficient de la variation du taux de change réel, le crédit au secteur privé comme un pourcentage du PIB est une fausse variable qui capture les impacts éventuels des facteurs politiques et/ou institutionnels. L'idée est de voir dans quelle mesure un effet de "crowding in" ou de "crowding out" a eu lieu en Côte d'Ivoire.

En fait, du fait que la subvention précédente était petite, un autre dossier a été ouvert pour la subvention effective. Le projet de recherche révisé a été soumis en novembre 1993 et présenté à l'atelier en décembre 1993. Des commentaires ont été envoyés aux auteurs après l'atelier et une subvention a été octroyée en janvier 1994. Le rapport intérimaire a été présenté à l'atelier de mai 1994. Des commentaires très détaillés ont été envoyés à la suite de l'atelier de mai 1994. Le rapport définitif sera présenté à l'atelier de mai-juin 1995. Dans l'ensemble, c'est une bonne étude. L'investissement public semble être en corrélation positive avec l'investissement privé. La disponibilité des crédits et le taux d'intérêt ont eux aussi un effet positif sur l'investissement privé. Le produit marginal du capital entre aussi avec un signe positif alors que deux mesures de l'instabilité portent un signe négatif (la variation du PIB réel et le rapport de la dette aux recettes d'exportation). Deux conclusions auxquelles les auteurs sont arrivés sont que "les programmes de stabilisation orientés vers la réduction du déficit extérieur doivent être accompagnés de programmes sociaux bien focalisés visant la stimulation de la réponse du secteur privé aux mesures de stabilisation". Et "deuxièmement, la charge de la dette extérieure constitue une source additionnelle d'incertitude. Par conséquent, il est nécessaire de réduire cette charge de la dette afin de créer des conditions macro-économiques pour stimuler l'investissement du secteur privé." (Le temps écoulé du projet de recherche révisé: 18 mois).

### **M'Bet et Beda et Hubert, "La structure financière, les réformes financières et la reprise économique dans les pays du CFA: le cas de la Côte d'Ivoire".**

C'est un nouveau projet de recherche présenté à l'atelier de mai 1995. L'objectif spécifique du projet de recherche est de répondre aux questions suivantes: "Comment l'affectation des crédits a-t-elle changé avec la dérégulation financière? Quelles sont les principales réformes institutionnelles qui ont été mises en oeuvre pour renforcer le système bancaire afin de recouvrer les prêts impayés? Quel effet les réformes ont-elles eu sur la politique de faibles taux d'intérêt connus par les pays de la zone CFA?" La méthodologie reposera sur une enquête auprès de 14 banques et 39 sociétés d'assurance. Il semble être un bon projet de recherche qui pourrait aboutir à des recommandations utiles pour la politique. Par exemple, le questionnaire vérifiera si la nouvelle politique de taux d'intérêt libéralisés a contribué à la mobilisation de nouveaux fonds ou a réduit le volume des crédits à l'économie suite aux coûts de crédits élevés. Les auteurs tentent de déterminer si le nouveau règlement qui donne un accès plus facile aux marchés financiers à davantage d'entreprises a eu un impact positif sur la mobilisation de l'épargne sans avoir à passer par le système bancaire. Quelques-unes des nouvelles institutions seront également analysées.

**A. Adegbidi et V. Houndekon, "Le comportement agricole et la politique macro-économique au Bénin: le cas du coton".**

Le projet de recherche initial a été soumis en avril 1993. Le CREA a envoyé des commentaires aux auteurs en avril 1993. Il a été soumis une deuxième fois en décembre 1993 et a reçu une critique favorable de Jean Paul Azam avant d'être présenté à l'atelier de mai 1994. Il a reçu une subvention en juillet 1994. Le rapport intérimaire a été présenté à l'atelier de décembre 1994 et, encore une fois, des commentaires ont été envoyés aux auteurs à la suite de l'atelier. Le rapport définitif sera présenté à l'atelier de juin 1995. Bien que le thème semble être très pertinent, aucune conclusion claire n'est donnée en ce qui concerne la politique. Il est décevant de ce point de vue. (Le temps écoulé du projet de recherche révisé: 18 mois)

**A.B. Ayako, "Les déterminants du taux d'investissement et de productivité au Kenya: une étude économétrique".**

Le projet de recherche initial a été soumis en décembre 1991. En janvier 1992, une subvention a été octroyée et des commentaires ont été envoyés à l'auteur. Un rapport intérimaire a été présenté à l'atelier de mai 1992 et il a été proposé qu'un projet de recherche révisé soit soumis. En janvier 1994, le sous-comité de recherche du CREA a recommandé que l'auteur retire les travaux en cours qui ont été présentés à l'atelier de décembre 1993. "Le rapport laissait beaucoup à désirer et ne justifiait pas une décision de vous permettre de procéder au rapport définitif, surtout compte tenu du fait qu'il s'agissait d'un projet révisé en cours et que le projet a été en cours de réalisation pendant les deux dernières années." Je suis sûr que c'est un d'une poignée de projets de recherche qui n'ont pas abouti à un rapport définitif.

## **Annexe C. Evaluation des documents de recherche du CREA publiés par des chercheurs qui ont entrepris plusieurs projets: Un échantillon de six séries**

---

**Monographie I.A:** G.N. Ssemogerere, “Les programmes d’ajustement structural et le secteur du café en Ouganda, 1981-1987”, Document de Recherche du CREA 1, novembre 1990

**Monographie I.B:** G.N. Ssemogerere et L.A. Kasekende, “Contraintes au développement et la diversification des exportations non traditionnelles en Ouganda, 1981-1990”, Document de Recherche du CREA 28, novembre 1994

### **1. Portée**

L’objet de I.A est d’étudier les effets de l’ajustement du taux de change sur les exportations du café en Ouganda à la lumière de la dépréciation du taux de change après juin 1991. Etant donné que le contingentement par quotas de l’Organisation internationale du café s’est effondré et que les cours internationaux du café ont décliné d’une manière dramatique, la deuxième monographie étudie la possibilité de diversification des exportations en Ouganda. L’étude se propose d’identifier les contraintes à la diversification des exportations en un certain détail. Etant donné que la plus récente des deux monographies englobe plusieurs articles d’exportation plutôt que de se concentrer justement sur le café, sa portée est considérablement plus large que celle de l’étude antérieure.

### **2. Méthodologie**

A cause de la disponibilité limitée de données fiables, tous les deux projets utilisent la recherche documentaire et les méthodes de jugement qualitatif. La deuxième monographie indique une amélioration du fait qu’elle mène “des entrevues semi-structurées” des exportateurs.

### **3. Pertinence à la politique**

Tous les deux rapports ont conclu que l’amélioration de l’efficacité dans le système

de commercialisation est une condition nécessaire pour la promotion des exportations et que la dépréciation du taux de change à elle seule ne peut pas mener à la promotion des exportations. Les deux études examinent également plusieurs inefficacités de la commercialisation (transport, entreposage, emballage, entre autres) en un certain détail et indiquent quelques implications pour la politique. Il n'y a pas de différence remarquable entre ces deux études en termes de la pertinence à la politique.

**Monographie II.A:** E. Aryeetey et F. Gockel, "La mobilisation des ressources intérieures pour la formation de capital au Ghana", Document de Recherche du CREA 3, août 1991

**Monographie II.B:** E. Aryeetey, "Le lien entre les secteurs formel et informel du marché financier au Ghana", Document de Recherche du CREA 10, octobre 1992

### 1. Portée

L'objectif de II.A est d'améliorer la base d'information du secteur financier informel au Ghana. La recherche se propose aussi de vérifier la procédure et les canaux par lesquels l'intermédiation financière informelle a lieu et d'analyser les conditions de la demande et de l'offre du crédit sur le marché informel. L'étude affirme clairement que l'examen du lien entre les secteurs financiers formel et informel constitue la deuxième étape importante pour l'amélioration de l'efficacité du secteur financier.

Cette question est abordée dans l'étude de suivi qui est axée sur le lien entre les secteurs financiers formel et informel au Ghana. La recherche examine dans quelle mesure ces liens sont importants pour le développement de l'ensemble du secteur financier de l'économie et de là la mesure dans laquelle l'action prise dans une partie de l'économie du secteur peut avoir des répercussions dans une autre.

La portée du deuxième projet est plus spécifiquement focalisée et plus orientée vers la politique que l'étude antérieure tout en se basant sur elle.

### 2. Méthodologie

Tous les deux chercheurs mènent des enquêtes et en analysent les résultats pour tirer de l'information, des inférences et des conclusions. La méthodologie utilisée est essentiellement similaire dans toutes les deux études.

### 3. Pertinence à la politique

La première étude fournit des informations utiles relatives au fonctionnement des secteurs formel et informel au Ghana (le mécanisme d'épargne, le comportement de l'épargne, les services de crédit informels en milieu urbain et rural). De par sa nature, la recherche contient peu d'implications explicites pour la politique.

Ayant expliqué bien clairement plusieurs types de liens entre les secteurs financiers formel et informel, la Monographie II.B propose des politiques pour s'assurer que de tels liens fournissent des avantages positifs aux emprunteurs et aux épargnants, et à l'ensemble de l'économie ghanéenne. Les politiques comprennent:

(a) Les politiques pour l'amélioration de la capacité des institutions formelles à prêter aux entrepreneurs (en particulier aux petits entrepreneurs); et

(b) Que le secteur financier formel utilise les réseaux d'information locaux possédés par les prêteurs sur gages (un secteur informel) et en dépend.

Ces deux études fournissent un excellent exemple des avantages du projet subséquent - basé sur et ajoutant aux travaux antérieurs. La deuxième étude est une continuation directe de la première et elle fait des suggestions extrêmement pertinentes qui n'auraient pas été obtenues sans une subvention de deuxième stade (de suivi).

**Monographie III.A:** C. Chipeta et M.L.C. Mkandawire, "Le secteur financier informel et l'ajustement macro-économique au Malawi", Document de Recherche du CREA 4, mai 1991.

**Monographie III.B:** C. Chipeta et M.L.C. Mkandawire, "Les liens entre les secteurs financiers informel et informel/semi-formel au Malawi", Document de Recherche du CREA 14, novembre 1992.

### 1. Portée et Méthodologie

L'objectif principal de la première monographie était d'améliorer la compréhension du fonctionnement du secteur financier informel au Malawi. L'étude tente de déterminer si le secteur financier informel joue un rôle important dans la mobilisation des ressources financières et l'octroi des crédits aux secteurs prioritaires. Elle tente également de trouver les taux d'intérêt réels et d'estimer la taille du secteur financier informel.

Basé sur les résultats de la première étude, le prochain rapport examine les liens en termes des dépôts et des crédits entre les secteurs financiers informel et formel/semi-formel au Malawi. Une étude sur de tels liens est crucial pour la détermination des implications pour la politique pour le secteur financier, étant donné que le secteur financier peut améliorer son efficacité en renforçant ces liens. La deuxième monographie ajoute à la première et est considérablement plus intéressant du point de vue méthodologique. Certaines des observations méthodologiques concernant les liens entre le secteur formel et le secteur informel potentiellement applicables à d'autres pays - au moins comme hypothèses de départ à tester.

### 2. Pertinence à la politique

La première étude conclut que le secteur informel au Malawi joue un rôle crucial dans l'économie. Il est plus important que le secteur financier formel/semi-formel et il contribue d'une manière considérable à l'allegement des difficultés économiques parmi les économiquement faibles en leur permettant de mobiliser les ressources, d'utiliser ces ressources pour gagner du revenu, et d'obtenir les prêts. Ayant reconnu quelques-unes des limites de l'activité du secteur financier informel (par exemple, la contrainte principale à laquelle les associations d'épargne et de crédit sont confrontées est la petite taille des dites associations), l'étude fait remarquer qu'une approche pour surmonter ces limites consiste à établir de nouveaux liens et à renforcer les liens existants entre les secteurs financiers

formel et informel. Ce point est développé davantage dans le rapport de suivi.

Ayant examiné plusieurs types de liens en termes des dépôts et des crédits entre les secteurs financiers informels (SFI) et les secteurs financiers formels/semi-formels (SFF), le deuxième rapport suggère deux moyens possibles de renforcer ces liens. Un consiste à transmettre les fonds des SFF aux petites et moyennes entreprises par le biais des SFI (les Organisations de Développement des Petites et Moyennes Entreprises agiraient comme SFI), et l'autre consiste à canaliser les soldes en espèces des associations d'épargne et de crédit aux SFF. Basé sur les résultats de l'étude antérieure, le deuxième rapport se concentre sur les liens entre les SFI et les SFF pour tirer quelques implications importantes pour la politique. (Du fait du manque de données officielles fiables, la première étude a mené une enquête basée sur un échantillon prélevé au hasard de 1.611 ménages qui a été par la suite utilisée dans le projet de suivi.)

**Monographie IV.A:** F.M. Mwega, S.M. Ngola et N. Mwangi, "Les taux d'intérêt réels et la mobilisation de l'épargne privée en Afrique", Document de Recherche du CREA 2, novembre 1990.

**Monographie IV.B:** F.M. Mwega, N. Mwangi et F. Olewe-Ochilo, "Contraintes macro-économiques et croissance à moyen terme au Kenya: Une analyse à trois déficits", Document de Recherche du CREA 23, mai 1994.

### 1. Portée

Le centre d'intérêt géographique des deux monographies est le Kenya. Cependant, la deuxième étude a une portée macro-économique plus large que la première. La première monographie est axée sur le lien entre les taux d'intérêt réels et l'épargne et entre les taux prêteurs réels et la demande du crédit. D'autres questions macro-économiques telles que la politique fiscale et les liens internationaux ne s'inscrivent pas dans sa portée.

D'autre part, le deuxième rapport tient compte de telles questions pour déterminer si c'est l'épargne ou le déficit fiscal ou extérieur qui constitue la contrainte majeure à la croissance de la capacité au Kenya. Cette portée plus large est appuyée davantage par une plus grande sophistication méthodologique (le cadre à trois déficits) et mène à des implications pour la politique beaucoup plus profondes.

### 2. Méthodologie

La première étude utilise un modèle de régression linéaire relativement simple pour tester l'hypothèse que les taux d'intérêt réels (taux prêteurs réels) ont un impact positif (négatif) important sur l'épargne et la demande du crédit par le secteur privé. La méthodologie est appropriée pour les besoins de cette recherche.

L'étude subséquente utilise le cadre à trois déficits. Elle est axée sur le lien entre les importations intermédiaires et la croissance de la capacité par le biais de trois déficits, le déficit fiscal, un déficit d'épargne et un déficit extérieur. En termes du déficit fiscal et du déficit d'épargne, un lien positif entre les importations intermédiaires et la croissance de

la capacité est trouvé est expliqué en termes des déficits des importations intermédiaires réduisant l'utilisation de la capacité et menant, à son tour, à la réduction de l'épargne privée et publique. En termes du déficit extérieur, le lien est négatif à cause de la compensation réciproque entre les importations intermédiaires et les biens d'équipement importés. L'analyse de l'interaction des trois déficits conclut que les devises constituent la contrainte majeure à la croissance de la capacité au Kenya. A cause de sa portée plus large, (basée sur la théorie macro-économique et les équations de régression obtenues du modèle théorique), le deuxième rapport montre une amélioration méthodologique considérable par rapport à la première monographie.

### 3. Pertinence à la politique

La première étude conclut que les taux d'épargne ne sont pas considérablement sensibles aux taux d'intérêt réels sur le côté de l'offre et que l'impact majeur de la politique de taux d'intérêt élevés réside dans la réduction de la demande du crédit du secteur privé et de la ses dépenses globales. Sa pertinence à la politique est limitée à cause de la portée d'équilibre partiel du cadre sous-jacent.

La deuxième monographie conclut que les devises constituent la contrainte majeure en matière de ressources au Kenya. Cette conclusion mène à une implication pour la politique importante, à savoir,

“La disponibilité accrue des devises par la promotion des importations et les entrées de capitaux plus concessionnaires ainsi que la réduction de la compression des importations allégeraient les déficits d'épargne, fiscaux et extérieurs qui amoindrissent le comportement macro-économique”.

L'étude analyse également le Plan de Développement 1989-93 et trouve qu'il est inadéquat ou incompatible avec une réduction des déséquilibres macro-économiques au Kenya. Il est évident que la pertinence à la politique de ce dernier rapport est beaucoup plus importante et profonde que celle du rapport antérieur.

**Monographie V.A:**      **A. Kidane, “Un modèle macro-économique et démographique pour l’Ethiopie”, Document de Recherche du CREA 7, octobre 1991**

**Monographie V.B:**      **A. Kidane, “Indices des taux de change effectifs: Une étude comparée de l’Ethiopie, du Kenya et du Soudan”, Document de Recherche du CREA 29, novembre 1994**

### 1. Portée

L'objectif de la première monographie était d'élaborer un modèle économique-démographique détaillé de l'Ethiopie pour étudier l'interaction entre la poussée démographique et la croissance économique. La deuxième monographie étudie l'adéquation et la cohérence des indices des taux de change pour l'Ethiopie, le Kenya et

le Soudan. La portée et le contenu des deux projets sont évidemment considérablement différents. La portée géographique du deuxième projet est plus large que celle de la première.

## 2. Méthodologie

La première monographie entreprend une analyse de régression pour spécifier les paramètres des variables clés dans le modèle macro-économique et le sous-modèle démographique et examine l'interaction entre les deux en changeant les coefficients du sous-modèle démographique et en étudiant leurs effets sur les différentes variables macro-économiques. Dans le deuxième projet, plusieurs types de taux de change effectifs sont calculés et interprétés. Du fait que les deux sujets sont tellement différents, il est difficile d'inférer toutes améliorations méthodologiques.

## 3. Pertinence à la politique

La première étude conclut qu'un taux de fécondité inférieur aboutit à un PIB par tête supérieur en Ethiopie, mais elle ne fait aucune suggestion concernant le moyen de réduire le taux de la poussée démographique élevé actuel. La deuxième monographie conclut que les indices des taux de change nominaux effectifs donne une indication de la mesure dans laquelle la monnaie est surévaluée dans les trois pays. Dans cette étude, ceci ne mène à aucune implication pour la politique. D'où aucun des deux projets ne donne de recommandations explicites pour la politique.

**Monographie VI.A:** A. Soyibo et F. Adekanye, "La régulation, la dérégulation du système financier et la mobilisation de l'épargne au Nigéria", Document de Recherche du CREA 11, novembre 1992

**Monographie VI.B:** A. Soyibo et F. Adekanye, "Les système bancaire nigérian dans le contexte des politiques de régulation et de dérégulation financières", Document de Recherche du CREA 17, décembre 1992

**Monographie VI.C:** A. Soyibo, "Le processus épargne-investissement au Nigéria: Une étude empirique sur le côté de l'offre", Document de Recherche du CREA 12, mars 1994

## 1. Portée

La monographie VI.A teste la validité de l'hypothèse que les taux d'intérêts supérieurs encouragent l'épargne dans le but d'estimer l'impact de la régulation et de la dérégulation du système financier et la libéralisation financière. L'étude cherche également à déterminer si l'épargne encouragée par les taux d'intérêts supérieurs mène ou ne mène pas à une augmentation de l'investissement.

La deuxième étude (VI/B) examine en détail comment le système bancaire nigérian a

été changé par la dérégulation financière. Elle prend tient compte aussi de différentes réformes de la politique macro-économique (non directement liées au secteur financier).

La troisième étude (VI.C) se concentre sur l'analyse des déterminants de la transmission de l'épargne mobilisée par le système bancaire nigérian en investissement, étant donné l'importance potentielle d'une telle transmission pour la croissance économique.

La portée de la Monographie VI.B est plus large et plus complète que celle de la Monographie VI.A. A son tour, la portée de la dernière monographie est plus orientée vers la politique que les deux autres. Ainsi, la portée de chaque document de recherche indique une amélioration par rapport à son (ses) prédécesseur(s). De ce point de vue, chaque monographie consécutive révèle quelques améliorations par rapport à la/aux monographie(s) précédente(s).

## 2. Méthodologie

Le rapport VI.A utilise des méthodes de régression linéaire relativement simples alors que les rapports VI.B et VI.C sont basés sur les enquêtes et les revues de la littérature. Chaque étude utilise une méthode appropriée étant donné ses objectifs.

## 3. Pertinence à la politique

Le premier rapport montre que le taux de change réel est un déterminant de l'épargne au Nigéria et conclut que la proposition que la dérégulation financière au Nigéria est un moyen possible de promouvoir l'épargne est justifiable. L'étude montre aussi qu'un flux important de l'épargne globale encouragée par les taux d'intérêts supérieurs mène à une augmentation de l'investissement. Bien que ces conclusions soient importantes, peu d'implications pour la politique sont explicitement obtenues.

La rapport VI.B fournit de l'information supplémentaire concernant l'effet de la dérégulation financière. En analysant les facteurs qui ont un effet sur les décisions de la gestion du portefeuille des fournisseurs du crédit, l'étude contient quelques recommandations pour la politique importantes qui comprennent:

(a) La dérégulation financière, bien qu'elle soit efficace dans la mobilisation de l'épargne, a besoin d'être complétée par d'autres politiques pour réduire ses effets négatifs sur l'investissement; et

(b) Il est important de fournir des informations adéquates concernant les possibilités d'investissement disponibles.

La troisième monographie est plus orientée vers la politique que les deux premières.

## Annexe D. Les coûts du programme, les coûts unitaires de la recherche et la décomposition des coûts des subventions et des réunions pour les différentes modalités de recherche (1989 - 1994/95)

Tableau D1. Le CREA: Les coûts du programme avec les frais généraux redistribués

	1989 \$		1990 \$		1991 \$		1992/3 \$		1993/94 \$		1994/98* \$	
Gestion générale	143,568	14%	186,807	12%	137,361	7%	296,636	9%	394,775	8%	369,278	5%
Gestion du programme	127,380	13%	212,406	14%	202552	10%	232,612	7%	171,300	4%	129,900	2%
Programme de Recherche	570,580	56%	841,922	54%	1,148,590	57%	1,569,120	47%	1,939,230	40%	2,237,107	29%
Publications et Dissémination	43,551	4%	99,552	6%	126,499	6%	174,079	5%	396,175	8%	760,213	10%
Programme de Formation	125,746	12%	220,643	14%	402,254	20%	394,172	12%	473,075	10%	739,895	9%
Programme de Maîtrise	—	—	—	—	—	—	648,698	20%	1,487,517	31%	2,607,007	33%
	1,010,825	100%	1,561,330	100%	2,017,256	100%	3,317,317	100%	4,862,072	100%	6,906,400	
Budget d'immobilisations	95,074		26,700		69,300		270,000		220,149		142,700	
Fonds de réserve	—		—		—		—		750,000		750,00	
<b>TOTAUX</b>	<b>1,105,890</b>		<b>1,588,030</b>		<b>2,086,556</b>		<b>3,587,317</b>		<b>5,832,221</b>		<b>7,799,100</b>	

\* Effectif prévu

## Tableau D2. CREA: Coûts unitaires - recherche

<b>Projets de recherche</b>	<b>1989</b>	<b>1990</b>	<b>1991</b>	<b>1992</b>	<b>1993</b>	<b>1994</b>
<i>Nouveaux projets</i>						
Subventions thématiques	13	18	39	47	48	39
Documents thématiques & Documents de séances plénières	—	4	3	1	2	8
Recherche non thématique	—	—	—	—	—	7
Subventions recherche comparée	—	—	—	—	1	3
Recherche collaborative	—	—	—	—	8	16
<b>No. total de nouveaux projets</b>	<b>13</b>	<b>22</b>	<b>42</b>	<b>48</b>	<b>59</b>	<b>73</b>
<i>No. de nouveaux chercheurs (nouveaux projets)</i>						
Recherche thématique	20	37	66	61	92	111
Comparée	—	—	—	—	8	5
Collaborative	—	—	—	—	16	37
<b>No. total de chercheurs</b>	<b>20</b>	<b>37</b>	<b>66</b>	<b>61</b>	<b>116</b>	<b>153</b>
<b>No. de projets de recherche actifs (thématiques)</b>	<b>23</b>	<b>36</b>	<b>47</b>	<b>71</b>	<b>73</b>	<b>72</b>
<b>No. total de projets de recherche actifs (pendant l'année)</b>	<b>23</b>	<b>40</b>	<b>50</b>	<b>72</b>	<b>84</b>	<b>108</b>
<b>Coûts totaux (\$)</b>	<b>1989</b>	<b>1990</b>	<b>1991</b>	<b>1992</b>	<b>1993</b>	<b>1994</b>
Conception du programme	50,372	59,766	69,744	91,988	105,081	114,987
Gestion du programme	58,977	73,327	94,684	140,265	191,611	171,564
<b>Total gestion du programme</b>	<b>109,349</b>	<b>133,093</b>	<b>164,428</b>	<b>232,253</b>	<b>296,692</b>	<b>286,551</b>
Critique par les pairs pairs	230,689	443,626	485,106	633,753	924,026	947,254
Dépenses de recherche directes	177,716	203,302	407,345	418,025	532,561	804,417
Amélioration des aptitudes	35,019	146,344	116,987	217,873	107,338	161,400
Frais généraux alloués	234,911	317,207	302,146	515,576	377,511	321,511
<b>Coûts totaux</b>	<b>787,684</b>	<b>1,243,572</b>	<b>1,476,012</b>	<b>2,017,480</b>	<b>2,238,128</b>	<b>2,521,133</b>
<b>Coût moyen par projet de recherche actif</b>	<b>1989</b>	<b>1990</b>	<b>1991</b>	<b>1992</b>	<b>1993</b>	<b>1994</b>
<b>No. total de projets de recherche actifs</b>	<b>23</b>	<b>40</b>	<b>50</b>	<b>72</b>	<b>84</b>	<b>99</b>
Coût moyen de la conception du programme	2,190	1,494	1,395	1,278	1,251	1,161
Coût moyen de la surveillance et de la gestion du programme	2,564	1,833	1,894	1,984	2,281	1,733
Coût moyen de la gestion du programme	4,754	3,327	3,289	3,226	3,532	2,894
Coût moyen de la critique des pairs	10,030	11,091	9,702	8,802	11,000	9,568
Coût moyen des dépenses de recherches directes	7,727	5,083	8,147	5,806	6,340	8,125
Coût moyen de l'amélioration des aptitudes	1,523	3,659	2,340	3,026	1,278	1,630
Coût moyen des frais généraux alloués	10,214	7,930	6,043	7,161	4,494	3,246
<b>Coût moyen par projet de recherche actif</b>	<b>34,247</b>	<b>31,089</b>	<b>29,520</b>	<b>28,021</b>	<b>26,644</b>	<b>25,466</b>
<b>Coût de la critique par les pairs par chercheur</b>	<b>1989</b>	<b>1990</b>	<b>1991</b>	<b>1992</b>	<b>1993</b>	<b>1994</b>
Coût total de la critique par les pairs	230,689	443,626	485,106	633,753	924,026	947,254
No. total des chercheurs	20	37	66	61	116	153
<b>Coût de la critique par les pairs par chercheur</b>	<b>11,534</b>	<b>11,990</b>	<b>7,350</b>	<b>10,389</b>	<b>7,966</b>	<b>6,191</b>

### Tableau D3. CREA: Une décomposition des coûts des subventions et des réunions pour les différentes modalités de recherche

	1989	1990	1991	1992	1993	1994
<b>COÛTS DES PROJETS (SUBVENTIONS)</b>						
Recherche thématique	174,578	197,933	385,781	573,668	582,200	409,158
non thématique	-	-	-	314	-	34,200
comparée	-	-	-	-	6,000	28,240
collaborative	-	-	-	7,084	39,500	297,960
Documents thématiques	-	-	4,935	8,000	12,000	29,000
Total	174,578	197,933	390,716	589,066	639,700	789,558
<b>COÛTS UNITAIRES MOYENS (SUBVENTIONS)</b>						
Recherche thématique	13,429	10,996	9,892	12,206	12,129	10,491
Recherche non thématique	-	-	-	-	-	4,886
Recherche comparée	-	-	-	-	6,000	9,413
Recherche collaborative *	-	-	-	-	4,983	18,623
Documents thématiques	-	-	1,645	8,000	6,000	3,625
<b>COÛTS DES REUNIONS **</b>						
Recherche thématique	233,879	400,113	427,749	556,535	723,200	773,381
Recherche non thématique	-	-	-	-	-	-
Recherche comparée	-	-	-	-	-	4,456
Recherche collaborative	-	-	-	-	99,300	164,815
Documents thématiques	-	-	-	-	-	-
Total	233,879	400,113	427,749	556,535	822,500	942,652
<b>COÛTS TOTAUX (SUBVENTIONS ET REUNIONS)</b>						
Recherche thématique	408,457	598,046	813,530	1,130,203	1,305,400	1,182,539
Recherche non thématique	-	-	-	314	-	34,200
Recherche comparée	-	-	-	-	6,000	32,696
Recherche collaborative	-	-	-	7,084	138,800	462,775
Documents de recherche	-	-	4,935	8,000	12,000	29,000
Total	408,457	598,046	818,465	1,145,601	1,462,200	1,741,210
<b>NOMBRE DE PROJETS</b>						
Recherche thématique	13	18	39	47	48	39
Recherche non thématique	-	-	-	-	-	7
Recherche comparée	-	-	-	-	1	3
Recherche collaborative	-	-	-	-	8	16
Documents thématiques	-	4	3	1	2	8
Total	13	22	42	48	59	73
<b>COÛT PAR PROJET (SUBVENTIONS ET REUNIONS)</b>						
	31,420	27,184	19,487	23,867	24,783	23,852

\* Le montant pour 1994/95 comprend le coût du volet enquêtes de l'étude

\*\* Le coût des réunions relatives à la recherche thématique ne peut pas être attribué entièrement à la recherche thématique à cause des consultations qui le rendent un coût séparé.